J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50 — MARDI 4 JUIN 2024 / N° 7939



Portrait
Irene Weber Henking chemine passionnément entre les langues ●●● PAGE 20

Archéologie
Chez les premiers Celtes, le pouvoir était transmis par les femmes ●●● PAGE 9

Montagne
Un couple disparu il y a 75 ans dans le massif des Diablerets inspire un roman poignant ●●● PAGE 18

Technologie
Face à l'IA, les médias font preuve d'intérêt et de méfiance ●●● PAGE 15

A Zurich, on veut pucer les élèves

TECHNOLOGIE A l'école primaire de Birmensdorf, un projet pilote vise à surveiller les mouvements des enfants avec une montre connectée

■ Objectif? Optimiser le service à la cantine, améliorer la ponctualité et la sécurité des enfants, mais aussi «simplifier le quotidien de l'établissement»

■ Certains parents ne l'entendent pas de cette oreille: «Ils veulent les surveiller toute la journée… Cela n'a aucun sens», dit une mère

■ Contactées par «Le Temps», les autorités cantonales zurichoises confessent leur ignorance complète vis-à-vis du programme en question

●●● PAGE 6

Les débuts agités d'une ministre ambitieuse

GENÈVE Il y a une année, la conseillère d'Etat Anne Hiltpold prenait les rênes du très exposé Département de l'instruction publique. Grève au cycle d'orientation, controverse sur la Fête des mères ou fronde d'une partie des enseignants: la ministre PLR a affronté plusieurs turbulences. Alors qu'elle a des projets ambitieux de réformes, elle se heurte à de fortes résistances. Pour ses critiques, la magistrate est notamment déconnectée du terrain; pour ses soutiens, elle essaye de faire bouger les choses dans le bon sens. ●●● PAGE 8

«Un feuilleton sans fin»

SUISSE-UE Gilbert Casasus, professeur émérite en études européennes, vient de sortir un livre sur les relations entre la Confédération et l'Union européenne et son constat est sans concession. Pour lui, le Conseil fédéral veut approfondir les bilatérales tout en sachant qu'elles ne mèneront nulle part: «C'est une impasse qui s'éternise.» A ses yeux, la seule solution à long terme serait une adhésion. Et «il faut s'y préparer parce que rien ne serait pire pour la Suisse que d'être en situation d'adhésion et dans une situation de faiblesse en même temps». ●●● PAGE 7

Election historique à la présidence mexicaine



AMÉRIQUE LATINE Claudia Sheinbaum est devenue dimanche la première femme à être élue à la tête du Mexique. Un défi de taille attend cette ancienne maire de Mexico et climatologue: assurer la sécurité de ses concitoyens face à la violence du crime organisé. *(MEXICO, 3 JUIN 2024/MARCO UGARTE/AP PHOTO)*

●●● PAGE 5

ÉDITORIAL

Joe Biden place Benyamin Netanyahou face à ses paradoxes

ALINE JACCOTTET
@AlineJaccottet

Depuis des années, Israël est mené par un homme qui est un premier ministre en exercice tout en agissant comme un politicien en campagne permanente. Benyamin Netanyahou n'a reculé devant aucune alliance, avec les ultra-orthodoxes ou la droite nationaliste, pour rester au pouvoir et maintenir son immunité alors qu'il est poursuivi par la justice dans diverses affaires de corruption. Aujourd'hui, sa gouvernance est d'autant plus contestée que de très nombreux Israéliens le tiennent pour responsable de l'échec sécuritaire du 7 octobre. Si le premier ministre louvoie depuis des mois sur les concessions que son pays est prêt à faire pour conclure la guerre, ce n'est donc pas qu'en raison de la complexité des négociations avec le Hamas ou des objectifs militaires. C'est aussi parce qu'il cherche à faire reculer le moment d'élections qui pourraient lui être défavorables.

Mais vendredi, Netanyahou a été mis au pied du mur par le seul homme capable de mettre fin à l'offensive israélienne: Joe Biden. Le président américain a proposé pour la première fois une feuille de route en trois étapes, qui a reçu un accueil favorable du Hamas. Inspirée du plan israélien, insistait Biden vendredi, elle prévoit une pause de deux fois six semaines prolongeable, lors de laquelle les 84 captifs israéliens vivants, civils et militaires, seraient progressivement libérés en échange du retour des déplacés de Gaza, puis du retrait total de l'armée israélienne et du relâchement de prisonniers palestiniens. S'ensuivrait la restitution des dépouilles des 37 Israéliens décédés en captivité avant que ne commence la reconstruction de la bande de Gaza.

Que va faire Netanyahou alors que les enjeux se multiplient? L'offensive dans Gaza n'a permis ni de libérer les otages, ni de capturer le chef du Hamas à Gaza, Yahya Sinwar, ou d'anéantir le Hamas, comme espéré. Le front nord du Liban menace de s'embraser. La réputation internationale d'Israël est en chute libre. Et la normalisation des relations avec l'Arabie saoudite, sur laquelle la Maison-Blanche a travaillé des années, se trouve aujourd'hui en péril, comme le rappellent les Américains avec insistance ces dernières semaines. Enfin, un refus détériorerait encore la relation avec un Joe Biden sous pression, alors qu'il est accusé d'inaction par son propre camp et attaqué par les défenseurs acharnés d'Israël à cinq mois des élections du 5 novembre.

> **La réputation internationale d'Israël est en chute libre**

En même temps, la coalition formée avec peine par Netanyahou menace d'imploser: deux ministres d'extrême droite qui l'ont intégrée, Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir, ont menacé de quitter le gouvernement si Netanyahou donnait suite à la proposition américaine. Le premier ministre israélien, qui pourrait être tenté de dissoudre lui-même le parlement pour garder l'initiative, choisira-t-il d'agir en chef d'Etat ou en politicien? De cette question qui agite ses compatriotes dépend la vie de milliers de civils de Gaza. ■

LE TEMPS
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tel +41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
022 539 10 75



L'université, éternel combat entre liberté et contestation

OPINION



OLIVIER MEUWLY
HISTORIEN

L'université se considère comme un espace soumis à l'unique règle de la liberté académique, comme un espace préservé, voué à la recherche scientifique. Celle-ci serait, par définition, dépendante d'un droit souverain à développer ses axes de travail sans contrainte, à l'abri de l'intrusion de toute autorité non reconnue par les ressortissants de la communauté universitaire.

En même temps, l'histoire de cette institution se caractérise par une forte composante politique qui l'a souvent située dans l'opposition, la résistance, le combat pour que la liberté dont elle jouit soit transposée aux autres sphères de la société. Ainsi en Allemagne, comprise comme aire culturelle. Les innombrables princes peuplant cette région comprirent dès le Moyen Age le bénéfice qu'ils pourraient tirer, pour leur prestige, d'une université placée sous leur autorité mais entourée de libertés à même d'attirer dans leurs territoires étudiants et beaux esprits.

C'est ainsi que, au début du XIXe siècle, les universités allemandes se retrouvèrent à la tête d'un mouvement révolutionnaire qui balaya le pays dans un climat d'hostilité à la présence française. Les étudiants, partisans d'une monarchie de type britannique ou jacobins emplis du souvenir de l'Allemagne médiévale, se regroupèrent au sein de la Deutsche Burschenschaft en 1817, première étape de la naissance d'un sentiment national allemand et foyer du futur libéralisme germanique.

Cette liberté dont les étudiants se targuaient pour eux-mêmes, l'humanité et leur nation, finit par agacer les grandes puissances en quête d'une restauration de l'ordre ancien après la chute de Napoléon. Sous l'égide de Metternich furent édictées en 1819 les Résolutions de Carlsbad, qui réprimèrent le mouvement estudiantin, condamnant maints étudiants et professeurs à l'exil. Leur terre d'asile fut souvent la Suisse, où ils alimentèrent les mouvements libéraux puis radicaux de leur philosophie forgée sous la hargne des autorités. Dans la foulée, celles-ci poursuivirent à leur tour la Suisse de leur vindicte, à cause de sa trop large générosité à l'égard des réfugiés politiques.

Dans les années 1960, […] les universités s'érigèrent en bastions de la résistance au monde bourgeois

En France, adossé à son alliance avec l'Eglise, le pouvoir se méfia toujours de l'université dès lors qu'elle échapperait à son contrôle. Non que les étudiants fussent absents des grands raouts révolutionnaires que le pays connut au XIXe siècle, mais jamais ils ne purent se regrouper dans une organisation structurée comme en Allemagne. Les rares tentatives allant dans ce sens échouèrent pitoyablement, en 1830. En Suisse, en revanche, c'est à l'imitation du modèle allemand que furent fondées des sociétés (Zofingue en 1819, Helvétia en 1832) qui en reprirent les idéaux, formant les personnages qui façonnèrent la Suisse moderne.

Peu à peu, les universités se transformèrent toutefois en outils d'accès au savoir pour les classes bourgeoises, longtemps aspirées par les formations humanistes, auxquelles appartenaient encore le droit et la médecine, puis de plus en plus séduites par les disciplines plus utilitaires, dans le sillage de la création d'écoles polytechniques dans les années 1860 (l'EPFZ en 1855). Globalement, elles s'installèrent alors dans un certain conformisme politique, plutôt conservateur.

Les choses changèrent dans les années 1960 où, aux Etats-Unis, en Allemagne, en France, mais aussi en Italie ou au Japon, les universités s'érigèrent en bastions de la résistance au monde bourgeois, accusé d'être retombé dans des travers autoritaires qui auraient conduit à la Seconde Guerre mondiale. Les universités transformées en foyers de la contestation virent fleurir un antiaméricanisme alimenté d'abord par le mouvement des droits civiques, puis par l'opposition à la guerre du Vietnam. L'anticapitalisme sculpté par divers courants de gauche en rupture avec l'URSS imprégna la révolution culturelle symbolisée par Mai 68, de Berkeley à Columbia, de Paris à Rome et Berlin.

Les universités, renforcées par l'image d'avant-garde que revêtit la jeunesse, dans la mystique «jeuniste» idéalisée par la nouvelle gauche en cours de constitution, fonctionnèrent dès lors, du moins dans leur part la plus politisée, comme des éponges perméables à toutes les réactions à l'ordre ambiant. Avec des causes diverses sur leurs étendards. Contre les «bourgeois» en Occident, les étudiants se trouvent en première ligne aux côtés des démocrates, en Corée du Sud en 1980, où leur lutte annonça la fin de la dictature militaire, et bien sûr neuf ans plus tard, à la place Tiananmen, contre le Parti communiste chinois. Puis viendront le Printemps arabe et l'Iran.

«Plus de liberté!», réclamèrent tous les étudiants en révolte. Mais contestation et exigence de liberté sont-elles forcément synonymes? «*Die Gedanken sind frei*», susurrait un vieux chant estudiantin allemand, mais le sont-elles encore quand le mouvement woke dicte sa définition de l'oppression, s'appropriant au passage la cause palestinienne? La liberté contiendrait-elle un droit à l'intolérance que les universités, dans leur histoire, se sont pourtant fait la gloire de pourchasser? ▬

Rectorat et testostérone

OPINION



BOAS EREZ
PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES, ANCIEN RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE LA SUISSE ITALIENNE



Les récentes manifestations estudiantines font ressortir des velléités de contrôle des universités, dont il est bien qu'elles s'expriment pour pouvoir les contredire. Traiter un recteur de «gentil organisateur» – comme cela vient d'être fait dans les colonnes de ce journal – revient à lui reprocher une trop grande mollesse dans la gestion des affaires.

Ce n'est pas très différent que de demander, avec une certaine nostalgie gaullienne, que les autorités politiques sifflent la fin de la récréation (voir *24 heures* du 13 mai). Peut-on vraiment associer la manifestation des préoccupations étudiantes concernant une situation humanitaire dramatique à des vacances au bord de la mer, ou à une partie de billes? Soyons sérieux, et argumentons au lieu de proférer des opinions tendancieuses.

Les universités ne sont plus des tours d'ivoire, et il n'y a pas de discipline académique qui ne soit influencée par le contexte ou le regard de celle ou celui qui la pratique. Ainsi, rares sont les économistes qui ne s'inscrivent pas dans les théories *mainstream* actuelles: le développement de systèmes informatiques embarqués, tellement utiles aux armées, se poursuit sans entraves; la prévention peine à se faire une place dans nos facultés de médecine; etc.

Cela ne signifie pas que nos universités sont en proie à une tentation idéologique, ou accouchent de militants de différentes obédiences politiques. Comme indiqué dans un beau témoignage d'une étudiante, publié par ce journal le 15 mai, les manifestations en cours peuvent être une source d'inspiration pour les dirigeantes et les étudiants.

Il n'y a pas de discipline qui ne soit influencée par le contexte ou le regard de ceux qui la pratiquent

Le collectif Occup'Unil'Pal a rédigé un rapport d'une trentaine de pages sur les liens entre l'Université de Lausanne et les universités israéliennes. Il suit une méthode claire et contient les références aux sources employées. Il pose la question importante du respect de la Charte de l'Université avec le maintien de collaborations scientifiques avec des institutions académiques favorables et directement impliquées dans la guerre à Gaza.

Le collectif exagère en regroupant les noms des chercheurs et des chercheuses directement impliqués dans des collaborations avec les universités israéliennes, même s'ils sont accessibles sur les pages web du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Cela met une pression inutile sur les personnes concernées, et laisse planer un doute sur l'intention du collectif de contribuer à améliorer le fonctionnement de l'institution, en dialogue avec sa direction. La situation est tendue.

Les universités ont nécessairement une structure hiérarchique souple, et leurs directions doivent, d'une part, en incarner les valeurs, et, d'autre part, ne pas céder aux pressions extérieures. L'écoute et la connaissance de nos fertiles traditions universitaires sont fondamentales. La direction de l'Unil consacre toute l'attention nécessaire à la gestion de ce moment de crise. Je ne crois pas qu'elle ait besoin d'injections de testostérone, ni d'une surveillance politique accrue. ▬

—

PODCAST

On vote le 9 juin

Pour ou contre l'initiative «Maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance maladie»? Duel à distance dans le podcast *Sous la Coupole*. Côté oui, **Mauro Poggia**, conseiller aux Etats (MCG): «Ceux qui pensent que la santé va se réguler par la concurrence, qu'ils retournent à l'école!» Côté non, **Philippe Nantermod**, conseiller national (PLR): «Les cantons ont failli dans la gestion de leur système de santé!»



Viola Amherd attaquée: la défaite des démocraties?

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

Max Petitpierre raconte son entretien du 17 septembre 1946 avec Winston Churchill, au Lohn où le Conseil fédéral recevait cet hôte illustre. En veine de confidences, l'homme d'Etat britannique relate ses souvenirs de Yalta, insistant sur les insultes dont Staline l'abreuve à propos de la Suisse. Le dictateur s'emporte dans une colère sans limite à l'égard des Confédérés. «Il ne vous aime pas», conclut Churchill.

On le voit, les attaques grossières dont la présidente de la Confédération a été victime de la part de la télévision russe ont des antécédents historiques! Ces moqueries scandaleuses s'inscrivent dans le cadre d'une véritable campagne de dénigrement, de désinformation et de propagande organisée sur le plan mondial.

La journaliste Anne Applebaum recense, dans un livre à paraître le mois prochain, les méthodes et les instruments qui servent à obscurcir la réalité et à répandre dans la presse, les médias et les réseaux sociaux des mensonges destinés à déstabiliser les démocraties: répéter sans cesse de fausses rumeurs, intervenir dans les processus électoraux, falsifier les données informatiques…

Les médias inféodés au pouvoir russe et au gouvernement chinois sont passés maîtres dans cet art sombre et nocif. L'auteure le démontre à travers de nombreux exemples en Amérique latine et en Afrique, où l'infiltration chinoise est particulièrement évidente. Au vu des moyens mis en œuvre, de l'abondant réseautage et du grand nombre de pays impliqués, elle craint que les démocraties n'aient perdu la partie.

Elles ont sous-estimé les enjeux et s'en tiennent à des offres dépassées par les nouvelles technologies de l'information utilisées par les agences de presse, les chaînes de télévision et les publications en ligne des régimes autoritaires. Ceux-ci ont également développé des procédures pour contrôler l'accès de leurs populations à internet. Il y a 10 ans, une telle intrusion dans le web paraissait illusoire; le président Obama se gaussait des efforts de la Chine pour y parvenir, estimant impossible de canaliser les flux d'information livrés par les réseaux. Et pourtant, c'est devenu une réalité.

Ce qui frappe Anne Applebaum, qui résume son propos dans la dernière livraison de *The Atlantic*, c'est la convergence des fausses nouvelles et des commentaires malveillants provenant des régimes autoritaires avec les positions défendues par les mouvements d'extrême droite qui agissent à l'intérieur des pays démocratiques.

Elle cite à titre d'exemple le rôle de la Hongrie dans ce contexte. Les mêmes thèmes, les mêmes contre-vérités, les mêmes arguments sont utilisés pour discréditer les gouvernants des pays démocratiques à la fois par les adversaires de l'extérieur et par les extrémistes de l'intérieur, lesquels sont souvent également des admirateurs du président Poutine…

Des actions orchestrées par des agences gouvernementales sont souvent relayées par des partis qui jouent le jeu de la démocratie pour la détruire de l'intérieur. Quand la Russie a envahi l'Ukraine, le 24 février 2022, une fausse rumeur circulait dans bon nombre de pays du Sud selon laquelle les Américains disposaient de laboratoires biologiques sur la frontière de l'Ukraine et développaient des agents pathogènes diffusés par des chauves-souris, pour provoquer une épidémie aux confins de l'Ukraine… Apparemment cette désinformation a influencé la posture de pseudo-neutralité adoptée par divers pays du Sud sur le conflit ukrainien. Elle expliquerait pour partie leur abstention à l'ONU lors de la condamnation de l'invasion russe…

Le mensonge, la manipulation et la propagande sont des armes psychologiques employées dans les relations internationales comme dans les structures de pouvoir nationales. Les démocraties qui se fondent sur la rationalité, l'esprit de liberté et de consensus de leurs électeurs sont en effet mal armées pour réagir efficacement à la double menace, interne et externe qui pèse sur elles. Il conviendrait de mieux se préparer à ces assauts pour y parer et par là assurer la survie des régimes démocratiques. ▬

Ces salles et festivals au bord de la rupture

FINANCEMENTS Le Castrum, le Belluard ou encore les salles de Fri-Son et Nebia: d'Yverdon à Bienne, ces structures connaissent la précarité. Les raisons? La timidité des fonds publics, l'inflation, la baisse des soutiens privés et le recul de l'audience pour les clubs de musique

MARIE-PIERRE GENECAND

Entre 2017 et 2023, sa fréquentation est passée de 8000 à 20 000 personnes. A priori, Le Castrum rayonne. Pourtant, ce festival qui, en août prochain, proposera à Yverdon-les-Bains sa 24e programmation de musique et d'arts vivants, est à la peine. Le rendez-vous gratuit en plein air souffre d'un déficit de 75 000 francs sur un budget de 730 000 francs. «Malgré les économies réalisées de tous côtés», assure son directeur, Damien Frei, qui a lancé fin mai une demande de soutien auprès de la population.

Autre canton, même vertige. Laurence Wagner, intrépide directrice du festival Belluard Bollwerk, à Fribourg, quitte son poste à la fin de cette édition 2024 après seulement cinq ans d'exercice. «Mon équipe et moi sommes épuisées, car les financements privés sont de plus en plus difficiles à trouver. Or, comme sur notre budget de 850 000 francs, seuls 550 000 francs sont garantis par les subventions publiques et la Loterie Romande, les fonds privés jouent un immense rôle et leur volatilité de plus en plus marquée met en danger le festival», explique la directrice, souriante malgré l'adversité. A Fribourg toujours, Fri-Son vient aussi de lancer un cri d'alarme. Si la salle de concert ne retrouve pas sa fréquentation d'avant le covid, elle devra mettre la clé sous le paillasson.



Comme de nombreux événements culturels hors de l'Arc lémanique, Le Castrum peine à boucler son budget de 730 000 francs chaque année - ici la performance «déconstruction de la tour» de l'artiste Olivier Grossetête lors du dernier jour de l'édition 2017. *(YVERDON-LES-BAINS, 13 AOÛT 2017/VALENTIN FLAURAUD/KEYSTONE)*



Le grand guide des festivals de l'été
Pour mieux vous orienter parmi les nombreuses propositions culturelles de la saison, «Le Temps» vous propose une sélection des 150 festivals à ne pas manquer, de mai à septembre, dans toute la Suisse romande. Retrouvez la liste en scannant ce code QR:



A Bienne, une suppression

Pareilles tensions encore à Bienne. En raison de difficultés budgétaires, le plusQ'île Festival, qui devait proposer cinq jours de liesse urbaine ce mois de juin, a annulé son édition 2024 en espérant pouvoir conserver les subventions de cette année et garantir une édition 2025 «permettant une rémunération correcte des professionnels engagés». Enfin, après quinze ans d'une direction passionnée, Marynelle Debétaz quitte la tête de Nebia, théâtre d'accueil à Bienne, épuisée d'épuiser sa fière équipe de 5,4 équivalents plein-temps, alors que des structures analogues comme le Théâtre du Jura ou le Théâtre du Passage à Neuchâtel comptent une bonne quinzaine de postes à plein temps…

Tous ces lieux ne sont pas comparables, bien sûr. Et les cantons qui les abritent n'ont pas tous le même fonctionnement. Cela dit, constate Philippe Trinchan, chef du service de la culture de l'Etat de Fribourg, «nous sommes dans un évident changement de paradigme». «Entre l'inflation qui touche aussi bien les structures culturelles que les soutiens privés, les honoraires à la hausse légitimement exigés par les acteurs culturels et les contraintes de durabilité et d'accessibilité demandés aux lieux, une indéniable tension financière opère. Cela, d'autant que les budgets publics de la culture ne sont pas en train d'augmenter.»

Alors, que faire pour soulager les festivals ou salles de concert aux abois? «Ils peuvent réduire la voilure, en diminuant, par exemple, le nombre de jours de festival ou le nombre d'artistes au programme.

> «Mon équipe et moi sommes épuisées, car les financements privés sont de plus en plus difficiles à trouver»
>
> LAURENCE WAGNER, DIRECTRICE DU FESTIVAL BELLUARD BOLLWERK À FRIBOURG

Ils peuvent également augmenter le prix des billets d'entrée ou chercher d'autres recettes. Mais, plus loin, nous devrons trancher dans la masse de manifestations pour éviter que les artistes ne se précarisent en créant coûte que coûte.»

Le soutien public au foisonnement culturel a donc ses limites. C'est aussi ce que dit Carmen Tanner, cosyndique yverdonnoise chargée de la Culture et de la Durabilité. «Pour Le Castrum, on a cherché des solutions avec l'association, et la ville aidera le festival, si nécessaire. Mais Yverdon-les-Bains est une des communes les plus pauvres du canton, avec un tiers de ses habitants qui ne paie pas d'impôt, et la péréquation financière communale ne s'étend pas au domaine culturel. Désargentée, la ville peut jouer les pompiers en cas de sinistre, mais c'est plus difficile pour nous.»

Et le canton de Vaud, pourrait-il aider? «Oui, il l'a fait par le passé quand la salle de concert yverdonnoise L'Amalgame prenait l'eau. De manière générale, la culture en terres vaudoises est majoritairement financée par les communes. Un rééquilibrage cantonal serait souhaitable à l'image de Genève, comme il serait souhaitable que la péréquation communale englobe aussi la culture», observe la magistrate.

En attendant ces rééquilibrages, Damien Frei, directeur du Castrum, présente les solutions imaginées pour remplir les caisses: «Nous faisons dès maintenant un appel aux dons spontanés et, pendant le festival, une dizaine de tirelires réparties sur la douzaine de scènes accueilleront la contribution des spectateurs. Enfin, nous proposerons une billetterie de soutien pour les gens qui veulent faire un geste.»

Le directeur revient sur les raisons du déficit: «L'audience en grande augmentation exige plus de logistique, plus d'infrastructures, plus de charges administratives et des besoins en ressources humaines supplémentaires. D'autre part, nous soignons les cachets des artistes avec un montant de 250 francs par musicien. Enfin, comme on l'a déjà pointé, nombre d'entreprises de la région souffrent de l'inflation et ont plus de difficultés à contribuer au financement du festival. D'où ce trou de 75 000 francs qui peine à être comblé, ce, d'autant que, cette année, nous avons reçu moins d'argent des fondations.»

L'importance des fonds privés

Un autre motif, plus étonnant, a aussi creusé le trou budgétaire du Castrum: l'arrêt des fonds de transformation, cette manne confédérale allouée pendant le covid pour permettre aux artistes et aux structures, privés d'audience, de continuer à produire en se réinventant.

«Avec ces fonds, nous avons créé une radio et des postes de médiation. Nous avons aussi réfléchi à une meilleure accessibilité du festival pour tous les publics et une meilleure durabilité. Maintenant que les fonds ont cessé, nous nous retrouvons avec les nouvelles initiatives, mais sans moyens pour les financer», regrette Damien Frei. Ne faut-il pas du coup supprimer ces innovations? «Oui, nous avons renoncé à la radio, mais la médiation, l'accessibilité et, surtout, la durabilité sont des points que nous voulons conserver. Par durabilité, j'entends le bien-être des équipes, les aspects écologiques, ainsi que la longévité du festival.»

Dès lors, c'est la voilure des spectacles qui a été revue à la baisse, passant de 32 projets l'an dernier à 27 cette année. «Avec ces mesures et les opérations «spécial renflouement», on devrait réussir à sauver notre budget», espère le directeur. C'est que, pour ce festival comme pour le Belluard, la part des fonds privés est importante (470 000 francs sur un budget de 730 000 francs). Une somme à trouver auprès des sponsors privés avec les problèmes que l'on a déjà recensés.

Des problèmes que souhaite détailler Laurence Wagner, directrice sur le départ du Belluard: «Il y a vraiment un sauve-qui-peut dans les fondations et les soutiens privés. Depuis le covid, par exemple, le Pourcent culturel Migros a complètement changé ses critères d'attribution et, alors que ce dispositif nous allouait entre 30 000 et 50 000 francs pour des appels à projets avant la pandémie, il n'a pas considéré notre festival comme étant éligible cette année, sans que l'on comprenne vraiment pourquoi. A la place de «la création», le Pourcent dit, dans ses critères, vouloir soutenir «l'idéation». Nous sommes allées à Berne pour rencontrer les responsables afin de mieux saisir le concept et formuler une requête pertinente, mais visiblement cela n'a servi à rien…»

> «Nous faisons dès maintenant un appel aux dons spontanés»
>
> DAMIEN FREI, DIRECTEUR DU CASTRUM, À YVERDON-LES-BAINS

Le casse-tête du montage financier ne s'arrête pas là. Laurence Wagner, qui, rappelons-le doit trouver 300 000 francs de fonds privés, poursuit. «Comme tout le monde, nous souffrons de la fin de la Fondation Nestlé pour l'art qui nous allouait 20 000 francs; de nombreuses fondations donnent de l'argent une année sur deux ou trois, donc nous devons attendre notre tour; d'autres fondations, que je ne citerai pas, sont sollicitées au tout début de l'automne, mais attendent la fin du printemps, donc maintenant, pour nous répondre. Or, pour un festival qui court du 27 juin au 6 juillet, il est évident que notre programmation doit être arrêtée bien en amont! Face à l'inconnu et à la tension sur le budget qui n'est toujours pas bouclé, nous avons été obligées d'augmenter le prix du billet de 15 à 20 francs.»

Avec tout ça, Laurence Wagner n'a encore pas relevé que la subvention de 150 000 francs du canton ne peut financer que des créations fribourgeoises, alors que la fondation Pro Helvetia, dont l'apport est passé de 25 000 à 15 000 francs, cette année, vient de décider que, désormais, elle ne soutiendrait plus la création de projets fribourgeois. Bienvenue au pays de Kafka!

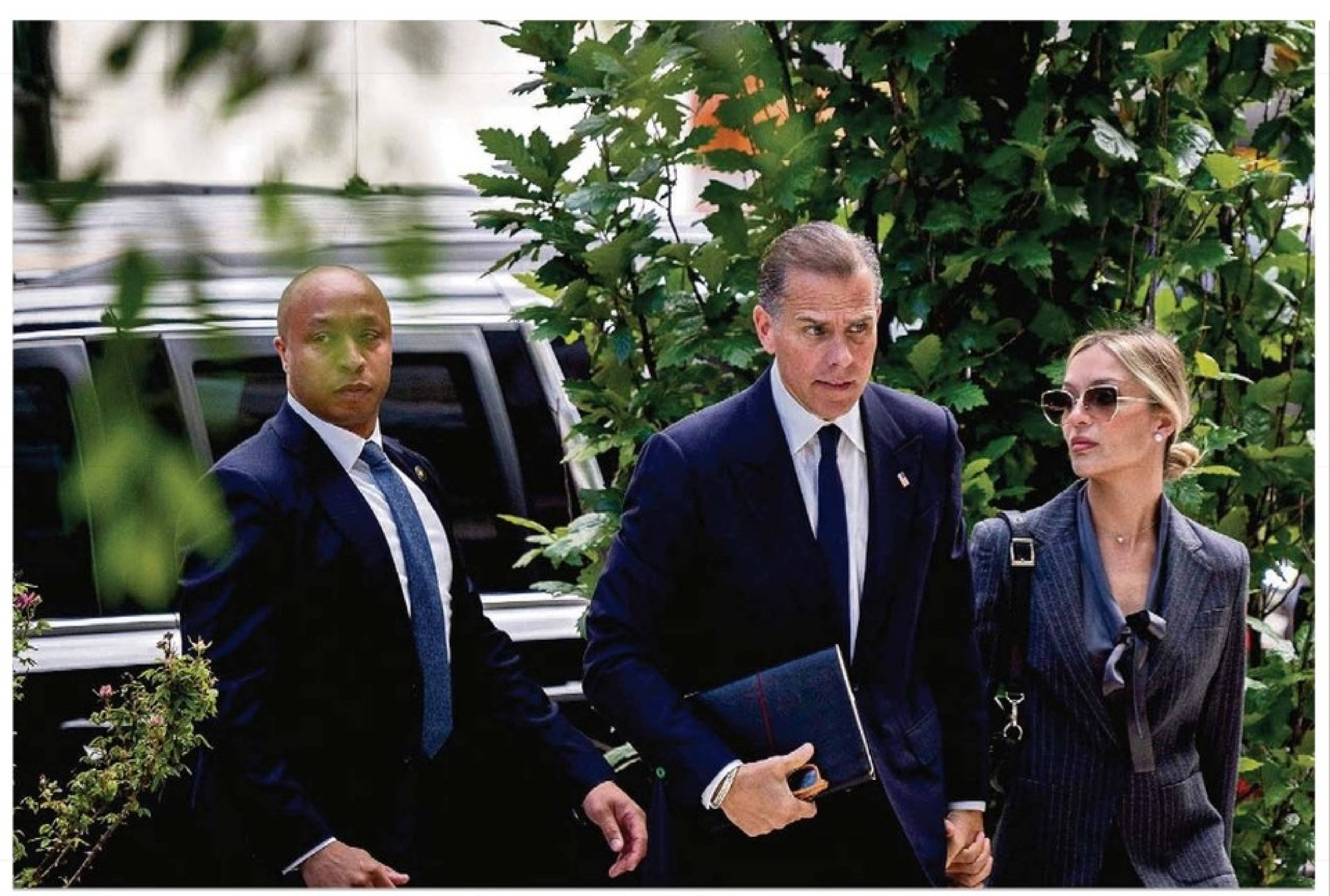
«Le pire, c'est qu'il faut tout recommencer, chaque année», soupire la directrice qui parle au nom de toutes les structures équivalentes au Belluard. «A chaque nouvelle édition, on doit envoyer aux mêmes fondations un dossier illustré avec un descriptif budgétaire détaillé. Et, à la fin de chaque festival, on doit leur adresser un autre dossier décrivant par le menu le résultat artistique obtenu grâce à cette aide…»

Urgent besoin de cohérence

Face à autant d'énergie perdue, on se demande s'il n'y aurait pas un effort de cohérence et de simplification à faire pour les demandes d'aides financières. «A Fribourg, on est justement en train de tester un guichet coordonné Etat-communes-Loterie afin de simplifier le dépôt des requêtes», rassure Philippe Trinchan, chef du service de la culture de ce canton. C'est bien pour la cohérence des subventions publiques, mais ça ne résout pas le méli-mélo des fondations.

Autre piste à Bienne. «On s'est rassemblés au sein de l'AAOC, la faîtière des acteurs et actrices et organisations du secteur culturel biennois, pour réfléchir, en concertation avec la ville, à la situation des artistes et des institutions, aux questions de financement, mais aussi d'espaces, de communication et de rapport aux publics», note Marynelle Debétaz.

On salue l'élan collectif, louable. Qui permettra peut-être de démêler l'écheveau des fondations. Et permettra surtout d'atténuer la dureté du changement de paradigme qui veut qu'il y ait toujours plus d'initiatives culturelles alors que la situation économique, surtout en périphérie, est de moins en moins propice au foisonnement. ■



Hunter Biden, accompagné de son épouse Melissa, arrivant au Tribunal de Wilmington. *(DELAWARE, 3 JUIN 2024/JASPER COLT/IMAGO)*

Au tour du clan Biden de subir l'épreuve d'un procès

ÉTATS-UNIS Le fils du président, Hunter, est actuellement jugé dans le Delaware pour possession illégale d'un revolver. Certaines similitudes existent avec le procès que vient de perdre Donald Trump, mais une différence fondamentale subsiste

SIMON PETITE, MIAMI
@simonpetite

Hunter Biden, le fils cadet du président, est arrivé hier matin au Tribunal de Wilmington, dans le Delaware, pour l'ouverture de son procès. Le quinquagénaire devra répondre de la possession illégale d'un revolver alors qu'il était sous l'emprise de la drogue. Ce procès commence quatre jours après le verdict de culpabilité contre Donald Trump à New York. Quels sont les points communs et les différences entre ces deux affaires à cinq mois de la présidentielle?

Encore un procès historique

Les deux candidats, qui s'affronteront sauf coup de théâtre le 5 novembre prochain, font tous deux l'Histoire américaine. C'est la première fois que le fils d'un président est jugé dans une affaire criminelle. Par le passé, de nombreux membres des familles présidentielles ont eu des ennuis judiciaires mais aucun d'eux n'a subi de procès.

Quatre jours avant l'ouverture de celui contre Hunter Biden, Donald Trump avait été le premier ancien président à être reconnu coupable dans un procès pénal. Même Richard Nixon, qui avait démissionné en 1974 après avoir espionné l'immeuble du Watergate abritant les démocrates à Washington, n'avait pas été inquiété après son départ de la Maison-Blanche. Son successeur, Gerald Ford, l'avait gracié par avance de toute poursuite judiciaire.

Deux vieilles affaires

Comme la falsification de documents comptables pour dissimuler des paiements à d'anciennes maîtresses qui a valu un verdict de culpabilité à Donald Trump, les faits reprochés à Hunter Biden remontent à une dizaine d'années. Le fils cadet du futur président se débattait alors avec une addiction au crack et à l'alcool.

En 2018, il avait acquis un revolver auprès d'un vendeur certifié, mais en omettant d'avouer qu'il avait des problèmes de drogue en remplissant le formulaire. Il a possédé cette arme illégalement pendant seulement onze jours, avant que sa conjointe la jette à la poubelle craignant qu'il ne se suicide. Ces accusations pourraient lui valoir au maximum 25 ans de prison. Comme Donald Trump, Hunter Biden n'a pas de casier judiciaire. Il est donc peu probable qu'il finisse derrière les barreaux.

Influences politiques

A New York, le procureur Alvin Bragg avait fait campagne en promettant de mettre fin à l'impunité de Donald Trump. En sortant des tiroirs de la justice de Manhattan cette vieille affaire de paiements à d'anciennes maîtresses, le procureur avait pris un risque. Car ce cas était jugé comme le plus faible contre l'ancien président comparé à l'attaque du Capitole, le recel de documents secrets et les tentatives pour renverser l'élection présidentielle dans l'Etat clé de Géorgie en 2020.

> «Il est irresponsable et dangereux d'affirmer qu'un procès est truqué parce qu'on n'aime pas le verdict»
>
> JOE BIDEN, À L'ADRESSE DE DONALD TRUMP

La filiation de Hunter Biden joue clairement en sa défaveur. Voilà des années qu'il est identifié comme le maillon faible du clan présidentiel par les républicains, qui ont lancé une enquête parlementaire sur ses mandats à l'étranger, notamment en Ukraine, quand son père était le vice-président de Barack Obama. Les parlementaires d'opposition ont même déclenché en décembre dernier une procédure de destitution contre le président, sans parvenir à présenter de preuves de son implication dans les affaires de son fils.

En juillet dernier, les avocats de Hunter Biden avaient failli obtenir un accord à l'amiable avec la justice pour éviter un procès à leur client. Mais la juge Maryellen Noreika, nommée en 2018 par Donald Trump mais confirmée par un vote unanime du Sénat, y compris des démocrates, avait rejeté cet arrangement.

Suivant ce retournement, l'administration Biden avait nommé un procureur spécial, David Weiss, également nommé par Donald Trump, pour enquêter sur le fils du président et tenter de couper court aux accusations de favoritisme. En revanche, dans le petit Etat du Delaware où son père a fait toute sa carrière politique et qui a voté à 58,7% des voix pour lui en 2020, Hunter Biden peut espérer obtenir un jury favorable. Les jurés ont commencé à être sélectionnés hier, avant le début des débats plus tard dans la journée ou ce mardi.

Le candidat Biden n'est pas sur le banc des accusés

C'est la grande différence avec le procès de Donald Trump: le candidat Biden n'est pas sur le banc des accusés. Toutefois, le président ne se distancie pas de son fils. Bien au contraire, il a passé le week-end avec lui et les observateurs décrivent une relation très proche. A l'ouverture de ce procès, le président s'est fendu d'un communiqué. «Je suis le président mais je suis aussi un père, déclarait-il. Jill et moi aimons notre fils et nous sommes fiers de l'homme qu'il est devenu […] et sa résilience face à l'adversité nous inspire.»

Joe Biden précisait toutefois qu'en tant que président il ne commenterait pas ce «procès en cours» mais que le père continuerait à soutenir son fils. Après avoir gardé le silence jeudi sur le verdict historique contre son rival Donald Trump, Joe Biden s'est finalement posé comme le garant du respect de l'Etat de droit aux Etats-Unis. «Il est irresponsable et dangereux d'affirmer qu'un procès est truqué parce qu'on n'aime pas le verdict», a-t-il lancé vendredi, à l'adresse de son rival Donald Trump. Cette posture sera mise à l'épreuve.

Un impact électoral tout aussi incertain

Le procès contre Hunter Biden devrait durer une à deux semaines, les faits étant bien plus limités que la conspiration de Donald Trump pour supprimer les scandales avant la présidentielle de 2016. Dans le Delaware non plus, les caméras ne sont pas permises dans la salle d'audience. Hier, les télévisions américaines, quel que soit leur positionnement politique, ont ouvert sur ce procès mais ont rapidement basculé sur l'audition parlementaire d'Anthony Fauci, responsable de la lutte contre le covid sous Donald Trump, retransmise en direct.

Alors que le procès contre Donald Trump a éclairé les manœuvres derrière son ascension politique, celui contre Hunter Biden traitera d'une période très sombre pour la famille du président, celle suivant la mort d'un cancer de Beau en 2015, le fils aîné du président qui devait être son héritier politique. Mais l'impact électoral de ce procès est tout aussi incertain, même en cas de condamnation. Le président a plus à craindre d'un second procès de son fils en Californie. Hunter Biden devra répondre d'évasion fiscale pour un montant de 1,4 million de dollars. Les débats traiteront d'un peu plus près les affaires de la famille Biden et ce procès est prévu en septembre, dans la dernière ligne droite de la campagne présidentielle. Les autres procès contre Donald Trump, eux, ne sont toujours pas fixés. Il est de moins en moins probable qu'ils se tiennent avant le scrutin du 5 novembre. ■

MAIS ENCORE

Quatre otages israéliens de plus sont décédés

L'armée israélienne a annoncé hier la mort de quatre otages israéliens détenus depuis le 7 octobre par le Hamas à Gaza. L'armée a «informé les familles […]» de la mort de ces quatre otages enlevés lors de l'attaque du Hamas dans le sud d'Israël et emmenés dans la bande de Gaza voisine, indique un communiqué militaire, en précisant que leurs corps étaient toujours aux mains du mouvement islamiste palestinien. (AFP)

Le Bürgenstock, objet de risée pour Moscou

DIPLOMATIE Pour le Kremlin, le fait que Volodymyr Zelensky accuse désormais la Russie et la Chine de vouloir saboter le sommet est une nouvelle preuve que ce dernier est d'ores et déjà un fiasco

ALEXANDRE LÉVY, SOFIA
@AlevyLevy

Volodymyr Zelensky a décidé de hausser le ton contre la Chine, pour le grand bonheur des commentateurs russes. Invité au forum de défense Shangri-La à Singapour, le président ukrainien a ouvertement accusé Pékin de vouloir saboter l'initiative de paix suisse: non seulement en ignorant l'invitation de participer à la conférence du Bürgenstock, les 15 et 16 juin prochains, mais aussi en dissuadant d'autres pays de s'y rendre. Des accusations quasi identiques qu'il avait déjà formulées à l'égard de Moscou. «Il est regrettable qu'un pays aussi puissant et indépendant que la Chine soit un instrument aux mains de Poutine», a-t-il ajouté. Dans des termes à peine voilés, il a aussi reproché à la Chine de fournir à la Russie des composants pouvant servir à la fabrication de ses armes, ce que les autorités chinoises ont toujours nié.

Avec ces paroles, très commentées, Kiev semble désormais renoncer à toute tentative de s'appuyer sur le géant asiatique pour promouvoir sa «formule de paix» en Suisse. Mais à Moscou, on y voit surtout le résultat du spectaculaire rapprochement russo-chinois à la faveur de la guerre en Ukraine. «Chapeau bas à Pékin, et honte à Zelensky!», s'enflamme sur sa chaîne Telegram le politologue Sergueï Markov, pour qui ce dernier développement démontre désormais que Pékin ne se contente plus de soutenir la Russie mais qu'il est ouvertement «pour la guerre contre l'Ukraine».

«La Fontaine russe»

Ce fervent – et plutôt fin – défenseur de la politique du Kremlin apparaît presque modéré en comparaison de l'euphorie qui s'est emparée de la plupart de ses confrères à la suite des critiques contre «l'ami chinois». Experts, éditorialistes et propagandistes s'en donnent de nouveau à cœur joie contre un président ukrainien qui aurait définitivement «perdu les pédales». «C'est l'histoire de l'éléphant et du carlin», titre le journal populaire *Moskovski Komsomolets* proche du pouvoir, en référence à une fable connue de tous les écoliers dans le pays, œuvre d'Ivan Krylov, *La Fontaine russe*. Il y est question d'un pachyderme évoluant tranquillement malgré les aboiements frénétiques d'un petit chien. Moins littéraire, le chroniqueur du tabloïd *Komsomolskaïa Pravda* qualifie le comportement de Volodymyr Zelensky d'un «mélange inouï de stupidité, d'arrogance et de mégalomanie».

Il reprend le leitmotiv de la propagande russe depuis le début de la guerre d'un président accro à la cocaïne dont les errements peuvent s'expliquer soit par le manque soit par l'abus de la poudre blanche. Vice-président du comité des affaires étrangères du Sénat russe, Vladimir Djabarov, lui, n'a pas du tout apprécié que l'allié chinois soit traité «d'instrument» aux mains de la Russie. «Je voudrais demander au président illégitime de l'Ukraine s'il n'est pas lui-même un instrument des Etats-Unis et des pays occidentaux dans leur tentative de détruire la Russie?», s'est-il interrogé. Ses propos restent, pour l'instant, la seule réaction officielle.

Mais dans tous les cas, à Moscou, ce dernier épisode sonne le glas de l'initiative de paix suisse, raillée dès ses débuts par le Kremlin à cause de l'absence de la Russie. Ce «soi-disant sommet» est d'ores et déjà un fiasco et un non-événement, vidé de sa substance et de ses principaux participants, n'ont de cesse de répéter divers responsables russes. Beaucoup louent ouvertement les efforts de la diplomatie russe dans ce sens. «La Russie a fait son travail d'explication auprès des pays du Sud qui, bien que prudemment, envisageaient encore de se présenter à cette conférence, au moins pour des raisons formelles. Nos diplomates ont minutieusement expliqué que les dés de ce jeu étaient pipés, et leurs efforts n'ont pas été vains», expliquait il y a quelques jours le politologue Vladimir Kornilov, hôte fréquent des plateaux des chaînes de télévision officielles.

L'art de la guerre

Sur Bürgenstock, Vzgliad, le journal en ligne préféré des faucons russes, s'en réfère, lui, aux enseignements du stratège militaire chinois Sun Tzu (VIe siècle av. J.-C.), pour qui «vaincre l'ennemi sans même se battre est l'art ultime de la guerre». «Cette phrase a été mise en pratique par les dirigeants russes, qui ont ruiné les efforts du régime de Kiev et de l'Occident afin de contraindre la Russie à des négociations au sujet de la crise ukrainienne», selon le journal. D'autres commentateurs russes ne manquent pas de rappeler que Volodymyr Zelensky comptait pourtant beaucoup sur le soutien de la Chine.

Il s'était récemment même adressé personnellement à Xi Jinping pour lui demander de faire le déplacement en Suisse. A Kiev, les mauvaises langues disent aussi que c'est à cause d'un commentaire déplacé sur les Chinois qu'il a congédié en mars dernier un allié de longue date, le secrétaire du Conseil de sécurité Oleksiy Danilov. Ce dernier s'en était pris au diplomate en chef de Pékin Li Hui, venu défendre à Kiev la formule chinoise pour un cessez-le-feu, se moquant de son prénom qui dans la langue ukrainienne, comme russe, désigne familièrement le sexe masculin. Envoyé pour diriger l'ambassade ukrainienne en Moldavie, Oleksiy Danilov doit certainement observer avec intérêt ces derniers rebondissements dans le discours officiel de son pays. ■

SOMMET

Kamala Harris viendra à Nidwald

La vice-présidente américaine Kamala Harris se rendra le 15 juin au Bürgenstock (NW) pour participer à la conférence sur la paix en Ukraine, a annoncé la Maison-Blanche hier dans un communiqué. Elle y soulignera «l'engagement du gouvernement Biden-Harris à encourager les efforts de l'Ukraine pour garantir une paix juste et durable, fondée sur la souveraineté de l'Ukraine, l'intégrité territoriale et les principes de la charte des Nations unies».

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait invité son homologue américain Joe Biden, qui participera juste avant au sommet du G7 en Italie, à prolonger son séjour en Europe et à venir en personne en Suisse. Le démocrate de 81 ans, en campagne pour un second mandat, a toutefois décidé de rentrer aux Etats-Unis, selon la presse pour participer à une opération de levée de fonds en Californie. ■ ATS

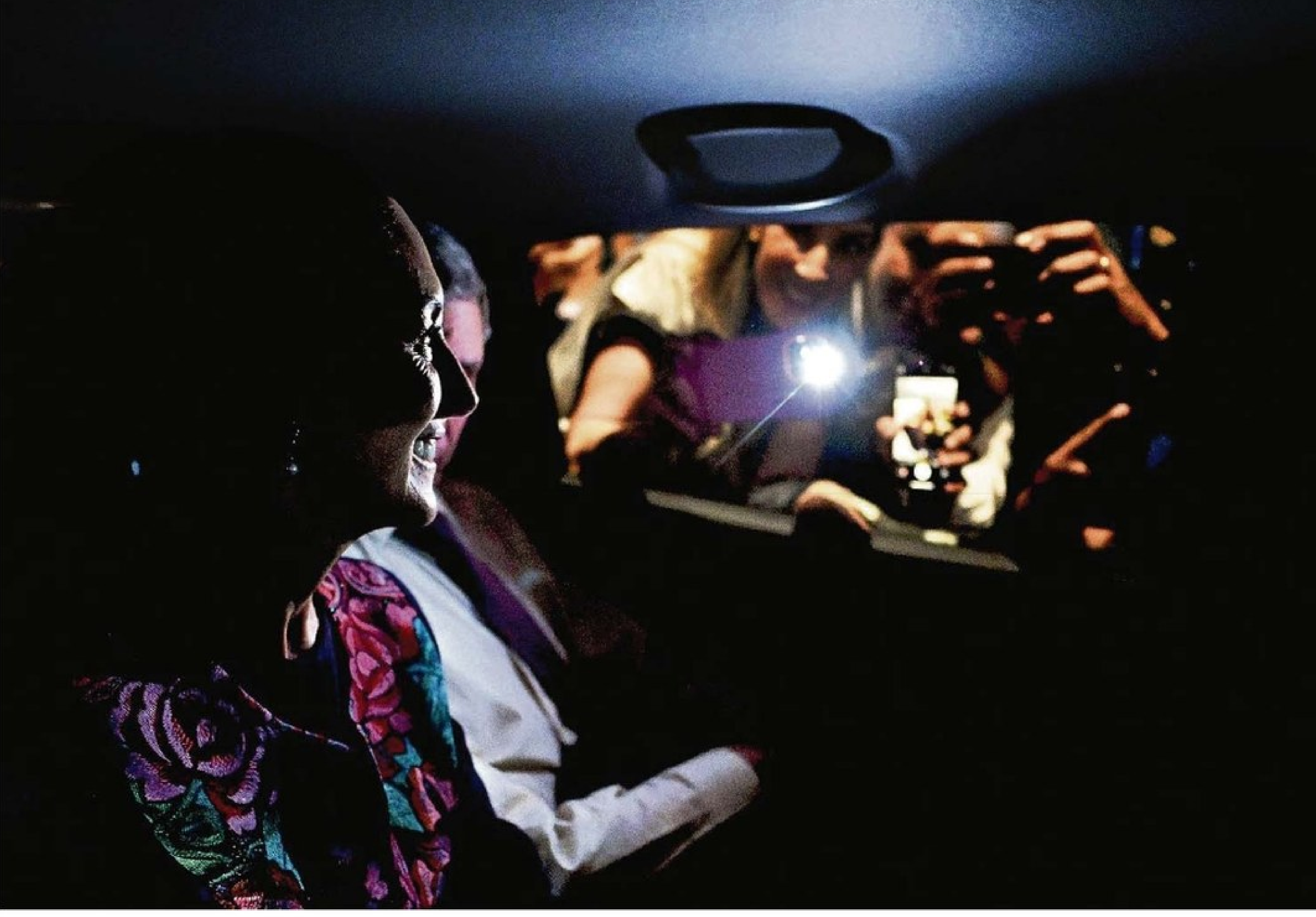
Au Mexique, la continuité au féminin

AMÉRIQUE LATINE Claudia Sheinbaum devient la première présidente de l'histoire du pays, avec au moins 58% des voix. L'ancienne maire de Mexico a fait campagne sur la politique sociale de son prédécesseur et mentor, Andrés Manuel Lopez Obrador

DIEGO CALMARD, MEXICO
@diegocalmard

La nuit est tombée depuis longtemps à Mexico. Les résultats officiels ne sont pas encore connus – le décompte des votes est lent dans ce pays de 129 millions d'habitants – mais il ne fait aucun doute que Claudia Sheinbaum sera la première femme à devenir présidente du Mexique. L'Institut national électoral lui attribue entre 58 et 60% des voix, loin devant sa rivale de l'opposition, l'ex-sénatrice de centre droit Xochitl Galvez, créditée de 26 à 28% des voix pour cette élection à un tour.

L'ancienne maire de Mexico (de 2018 à 2023) s'est donné pour mission de poursuivre la politique de «transformation sociale» de son prédécesseur et mentor Andrés Manuel Lopez Obrador, dit AMLO. Mercredi dernier, face à une foule optimiste, Sheinbaum avait clos sa campagne par un dernier discours aux traits victorieux et rassembleur: «Je m'engage à poursuivre l'héritage du président!» Cette scientifique de formation devra trouver les solutions face à un problème majeur dans le plus grand pays hispanophone du monde: la violence galopante dans un territoire rongé par les cartels et la corruption.



Claudia Sheinbaum se rendant sur la place de la Constitution, à Mexico, pour y célébrer sa victoire avec ses électeurs. *(MEXICO, 3 JUIN 2024/CARL DE SOUZA/AFP)*



Hautement formée

Avant de devenir la première présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum est surtout une scientifique. En 1995, elle est la première femme à préparer le doctorat en ingénierie énergétique de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), la plus grande académie du genre d'Amérique latine. «Claudia est une fille très travailleuse et son côté scientifique sera indéniablement un plus», raconte Olga Sanchez Cordero, ancienne première ministre d'AMLO. A l'UNAM, Claudia Sheinbaum milite pour les droits des étudiants. «Je la connais depuis qu'elle est adolescente et je me souviens de discours en assemblées générales. Je me suis toujours dit qu'elle irait loin», abonde dans le même sens Rosaura Ruiz, amie d'enfance et membre de son équipe, qui se souvient de soirées entières à débattre politique avec la famille Sheinbaum.

«Claudia est un exemple de lutte, c'est une femme humaniste et engagée et en même temps très préparée académiquement», loue Gerardo Noroña, député du Parti du travail, allié de Morena. Elle est probablement la plus diplômée de tous les chefs de l'Etat mexicains, avec un doctorat obtenu en partie à la prestigieuse université californienne de Berkeley. En 2007, elle rejoint le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU, récompensé du Prix Nobel de la paix la même année.

La scientifique avait déjà occupé le poste de secrétaire à l'Environnement lorqu'AMLO était maire de Mexico (2000-2006). En 2006, elle devient porte-parole de la campagne présidentielle de son mentor, une bataille perdue de quelques dizaines de milliers de voix face à la droite.

Les téléphériques de Mexico

Après le GIEC, elle quitte définitivement les laboratoires et retourne en politique pour devenir maire de l'arrondissement de Tlalpan, puis de Mexico en 2018. Elle perd en crédibilité lors de l'accident du métro de Mexico en mai 2021 (27 morts), mais elle crée des téléphériques pour désenclaver la banlieue; la sécurité s'améliore aussi durant son mandat. Elle apparaît alors comme la favorite du chef de l'Etat et gagne facilement la primaire de Morena à l'été 2023.

En meeting, elle calque le discours de son prédécesseur et l'axe sur la «transformation sociale» du pays qui repose sur les programmes sociaux: pensions pour les séniors, aides pour les communautés rurales et indigènes.

> **«Reste à savoir si elle parviendra à imprimer sa patte et à se détacher de la figure de son prédécesseur»**
>
> FERNANDA SALAZAR, POLITOLOGUE

«Les pauvres d'abord», scande-t-elle dans tous ses discours, mimant le candidat AMLO lorsqu'il faisait campagne en 2018. Le président est si populaire que Claudia Sheinbaum a d'ailleurs repris trait pour trait son intonation: voix plus grave, phrasé lent, discours populaire voire populiste. «La différence entre les deux, c'est que lui s'est toujours consacré à la lutte sociale et c'est un leader incroyable; l'aura de Sheinbaum repose plutôt sur ses études, son profil académique», explique Rosaura Ruiz. Probablement ce qui manquait d'ailleurs au gouvernement AMLO. «Ce n'est pas une personne très charismatique mais elle est très disciplinée, assure la politologue Fernanda Salazar. Reste à savoir si elle parviendra à imprimer sa patte et à se détacher de la figure imposante de son prédécesseur.»

A son arrivée au palais présidentiel, AMLO s'était mis le tissu social et associatif – écolos, peuples indigènes et féministes – à dos en méprisant leurs luttes une fois au pouvoir. Nul doute que la nouvelle présidente voudra les reconquérir: «Elle sera plus progressiste, projette Gerardo Noroña. Et avec Claudia, la transformation sociale va continuer. Elle a un grand plan pour l'habitat populaire, pour la santé et l'éducation.» «Evidemment, les féministes attendent beaucoup d'elle en matière de droits des femmes et en matière d'impunité en ce qui concerne les féminicides», espère Sanchez Cordero.

La violence, enjeu majeur

Pour l'environnement, elle compte miser sur les énergies renouvelables. Les militants écologistes espèrent aussi que son profil scientifique va la pousser à faire plus d'efforts que l'ancien président, dont le mandat aura été symbolisé par la construction d'une raffinerie de pétrole dans le sud du pays. Et si AMLO a tenté plusieurs fois d'affaiblir des organes de contrepoids démocratiques (comme l'Institut national électoral ou l'Institut national de transparence et d'accès à l'information), Claudia Sheinbaum promet, là aussi, plus d'ouverture.

En matière sécuritaire, dans un pays gangrené par les cartels, Claudia Sheinbaum voudra renforcer les forces de l'ordre et améliorer les services de renseignement. Mais elle prône surtout une réforme judiciaire afin de moderniser une justice obsolète et corrompue. «La violence ne se résout pas qu'en augmentant le nombre de policiers, tempère néanmoins Fernanda Salazar. Le système de justice ne fonctionne plus, et l'impunité est la norme», dit-elle, en référence aux 95% d'impunité qui règne au Mexique en matière de délits. Car tel est probablement le plus grand enjeu pour Claudia Sheinbaum: la violence du crime organisé, qui a fait plus de 180000 morts durant les six dernières années. Si Claudia Sheinbaum a pavé son chemin dans le sillage d'AMLO, il s'agit d'une situation sécuritaire dramatique que voudra forcément freiner la prochaine présidente du Mexique. ■

Séoul suspend l'accord militaire intercoréen

TENSIONS Le Conseil national de sécurité l'a annoncé hier après l'envoi par Pyongyang de centaines de ballons remplis d'immondices sur son voisin du Sud

ATS

La Corée du Sud va suspendre totalement son accord militaire conclu en 2018 avec le Nord afin de réduire les tensions entre les deux pays. Séoul avait déjà partiellement suspendu cet accord l'année dernière à la suite de la mise en orbite par Pyongyang d'un satellite espion, mais le Conseil national de sécurité a déclaré qu'il demanderait au cabinet de «suspendre totalement» cet accord militaire «jusqu'à ce que la confiance mutuelle entre les deux Corées soit rétablie».

Depuis une semaine, près d'un millier de ballons remplis de déchets, allant de mégots de cigarettes à des excréments d'animaux ont été lancés par la Corée du Nord vers son voisin, dont 600 dimanche, selon Séoul.

Pyongyang a affirmé que ces «cadeaux sincères» visaient à riposter à l'envoi sur son territoire de ballons chargés de tracts de propagande contre le dirigeant Kim Jong-un.

Action «de bas étage»

La Corée du Sud a qualifié cette action nord-coréenne «de bas étage» et d'«irrationnelle». Toutefois, contrairement aux récents tirs de missiles balistiques, cette action n'enfreint pas les sanctions imposées par les Nations unies au régime nord-coréen. Pyongyang s'est engagée dimanche à «suspendre» temporairement ces lâchers de ballons en assurant que cette «contremesure» avait été efficace.

L'accord militaire de 2018, signé pendant une période de réchauffement des relations entre les deux pays, qui restent techniquement en guerre, vise à réduire les tensions dans la péninsule, notamment le long de la frontière intercoréenne hautement sécurisée.

Séoul avait partiellement suspendu cet accord en novembre dernier pour protester contre le lancement réussi d'un satellite espion par Pyongyang, et le Nord avait affirmé qu'il ne l'honorerait plus du tout. En conséquence, le Conseil national de sécurité à Séoul a déclaré que l'accord était «virtuellement nul et non avenu en raison de la déclaration d'abandon de facto de la Corée du Nord», mais que le respect du reste de l'accord désavantageait Séoul en termes de capacité à répondre à des menaces telles que les ballons.

Respecter l'accord «pose des problèmes importants en ce qui concerne l'état de préparation de nos forces armées, en particulier dans le contexte d'une série de provocations récentes de la part de la Corée du Nord, qui causent des dommages réels et menacent nos citoyens», a déclaré le gouvernement sud-coréen.

Cette décision permettra «l'entraînement militaire dans les zones situées autour de la ligne de démarcation militaire» et «des réponses plus adéquates et plus immédiates aux provocations nord-coréennes». La décision devra être approuvée lors d'une réunion du cabinet prévue aujourd'hui avant d'entrer en vigueur.

Relations au plus bas

Les relations entre les deux Corées sont au plus bas depuis des années, la diplomatie étant au point mort depuis longtemps, Kim Jong-un intensifiant ses essais et continuant de développer son armement tandis que le Sud se rapproche de son principal allié en matière de sécurité, Washington. ■

MAIS ENCORE

En Slovénie, le vote reconnaissant l'Etat de Palestine repoussé

L'opposition conservatrice en Slovénie a déposé une motion empêchant le vote sur la reconnaissance officielle de l'Etat de Palestine prévu aujourd'hui, dans la foulée de l'Espagne, l'Irlande et la Norvège, a annoncé hier une porte-parole du parlement. (ATS)

EN BREF

Nigel Farage candidat aux législatives britanniques

Première surprise dans la campagne des législatives britanniques, le champion du Brexit Nigel Farage a annoncé lundi sa candidature au poste de député sous la bannière du parti nationaliste Reform UK, en pleine ascension et qui menace par la droite les conservateurs au pouvoir. Il va également prendre la tête du parti Reform UK, jusqu'ici dirigé par Richard Tice, et dont il était président honoraire. ATS

En Géorgie, l'opposition pro-européenne s'unit

L'opposition pro-européenne géorgienne, traditionnellement divisée, a fait un pas vers la formation d'un front commun hier, alors même que le président du parlement promulguait la loi sur l'«influence étrangère» que l'opposition juge destinée à la museler. L'UE et les Etats-Unis ont prévenu que l'entrée en vigueur de celle-ci éloignerait le pays de son objectif d'adhérer à l'UE. AFP

L'offensive des Suisses d'Israël échoue

POLITIQUE FÉDÉRALE **Les injonctions faites au conseiller aux Etats genevois Carlo Sommaruga pour le faire quitter le Conseil des Suisses de l'étranger ont été écartées par les organes dirigeants**

DAVID HAEBERLI, BERNE
@David_Haeberli

Les attaques étaient directes. Elles visaient Carlo Sommaruga, conseiller aux Etats genevois. Mais elles n'ont pas atteint leur cible. Les membres du comité du Conseil des Suisses de l'étranger (CSE), sorte de «parlement» de l'Organisation des Suisses de l'étranger dont le rôle est la défense des intérêts des Confédérés exilés, ont reçu fin mai une lettre demandant qu'il démissionne de cet organe, ou alors qu'il en soit exclu. Ces prétentions ont été écartées, nous confirme ce lundi Filippo Lombardi, ancien élu fédéral tessinois et président du comité.

> Les attaques détaillaient la proximité supposée du sénateur socialiste avec le Hamas

Développées sur cinq pages, les attaques détaillaient la proximité supposée du sénateur socialiste avec le Hamas, et ses prises de position en faveur des Palestiniens dans le cadre du conflit au Moyen-Orient, jugées incompatibles avec la neutralité helvétique. En conséquence, les huit signataires lui demandaient de quitter le comité du CSE, faute de quoi ce comité composé de 11 membres devait prononcer son exclusion. Trois des huit auteurs de la lettre sont membres du CSE, et deux vivent en Israël. Plusieurs autres ont des liens avec le pays.

Le comité du CSE, auquel la lettre était adressée, s'est réuni samedi 1er juin. Et sa réponse est nette: pas d'exclusion du Genevois, qui avait déjà dit qu'il n'avait par ailleurs aucune intention de démissionner d'une organisation pour laquelle il s'engage depuis plusieurs années.

«Aucune raison d'entrer en matière»

«Nous avons discuté du contenu de cette lettre qui nous était adressée, raconte Filippo Lombardi. Sa première partie est une analyse détaillée des origines du conflit entre Israël et les organisations palestiniennes. Nous avons considéré qu'il n'était pas dans les compétences de notre organisation de nous prononcer. Le seul cas où une prise de position de notre part serait indiquée, c'est si nous étions amenés à défendre les intérêts des Suisses de l'étranger, comme c'est notre mission.» Les membres du comité ont ensuite débattu de savoir si Carlo Sommaruga avait violé la loi ou le code de conduite du CSE. Les réponses du comité ont été négatives. Enfin, les statuts de l'organisation ne comportent aucune procédure d'exclusion. «Il n'y avait donc aucune raison d'entrer en matière», résume Filippo Lombardi.

Le CSE est composé de 140 membres: 120 sont des Confédérés de l'étranger et 20 habitent au pays. «Les délégués ont la faculté d'élire le comité tous les quatre ans. Nous avons rappelé aux signataires que, comme pour tout parlement démocratique, ils auront le choix de ne pas réélire Carlo Sommaruga lors de la prochaine élection, qui aura lieu en août 2025», conclut Filippo Lombardi. ■

MAIS ENCORE

Nouvelles mesures contre les «entreprises boîtes aux lettres»
La Suisse aura de meilleurs moyens pour lutter contre les «entreprises boîtes aux lettres» dans le transport routier transfrontalier. Le parlement s'est accordé sur un projet étendant l'obligation de licence et le registre des entreprises. Concrètement, il vise à empêcher que des entreprises étrangères» n'ouvrent des sociétés fictives dans un pays afin de se soustraire à certaines normes. (ATS)

Une école zurichoise souhaite géolocaliser les enfants

ÉDUCATION **Un projet pilote mené dans l'école primaire de Birmensdorf vise à surveiller les mouvements des élèves avec une montre connectée. Une «avancée technologique» qui pose énormément de questions**

BORIS BUSSLINGER, ZURICH
@BorisBusslinger

La circulaire est arrivée il y a quelques jours dans les foyers de Birmensdorf (ZH): information sur le projet pilote «encadrement optimal». Serti du logo de l'école, le document porte un second cryptogramme énigmatique: «Companion», une marque déposée début 2023 par une start-up zurichoise du même nom souhaitant proposer «un accompagnement optimal et sécuritaire des enfants par le personnel d'encadrement». Un chaperonnage dernier cri organisé dans le cadre de «l'accueil de jour», qui offre plusieurs formules de garde extrascolaire avant, entre et après les cours, et qui passe par un «bracelet Bluetooth indiquant dans quelle salle de la garderie ou à quel endroit du terrain de l'école l'enfant se trouve». Objectif? Optimiser le service à la cantine, améliorer la ponctualité et la sécurité des enfants, mais aussi «simplifier le quotidien de l'établissement». Une proposition qui ne suscite pas que de l'enthousiasme – c'est un euphémisme.

«Intervenir immédiatement si un élève s'éloigne»

«Une prise en charge de qualité de vos enfants est pour nous une préoccupation centrale, assure Companion. Mais en raison de l'augmentation constante du nombre d'enfants, les collaborateurs sont confrontés à de nouveaux défis.» Pour y répondre, Joel Giger, directeur du service de garde de l'école de Birmensdorf, mais aussi fondateur de la société Companion, – ce qui pose des questions d'attribution de contrats auxquelles nous n'avons pas obtenu de réponses – a la solution: le bracelet électronique. Ce dernier, rassure la société, «ne localise pas les enfants avec précision, mais enregistre leur séjour dans une pièce donnée ou sur le terrain extérieur». Il permet cependant aux surveillants munis de tablettes numériques d'être «activement informés» (par une notification) et d'«intervenir immédiatement» si un bambin «s'éloigne sans autorisation du terrain de l'école pendant le temps de garde». Le personnel de cuisine sera, lui, informé d'éventuelles «intolérances ou allergies alimentaires» lorsque l'enfant «s'enregistre pour le repas», ajoute Companion.

> «Dans son développement, un enfant doit pouvoir prouver qu'il est digne de confiance. Et qu'il peut se montrer indépendant»
>
> GREGOR WALLER, SPÉCIALISTE DES INTERACTIONS ENTRE ENFANTS ET MÉDIAS NUMÉRIQUES

D'ores et déjà approuvé par la commission scolaire de la commune, le projet pilote doit commencer dès le 10 juin avec un échantillon de classes jusqu'aux vacances d'été. A noter que les parents qui ne seraient pas d'accord avec le puçage de leur enfant ont l'option d'en exclure leur progéniture. La circulaire reçue par les familles précise toutefois qu'il est programmé que le test soit étendu à «toutes les classes» entre les vacances d'été et celles d'automne. Avant que les résultats de l'expérience ne soient «évalués» et qu'une décision finale ne tombe «quant à l'introduction définitive du système». Une perspective qui horrifie Katrin*, mère d'un garçon qui fréquente cet établissement. «L'école veut que les enfants marchent seuls jusqu'à l'école dès le jardin d'enfants, et maintenant ils veulent les surveiller toute la journée… cela n'a aucun sens», dit-elle. La mère de famille concède que si nombre de parents montrent une grande défiance face au projet, tous ne le voient pas d'un mauvais œil. «Une séance d'info aux familles est prévue dans le village ce mardi», ajoute-t-elle. Elle pourrait être houleuse.

Le grand silence dans la campagne

Scientifiquement parlant, analyse Gregor Waller, chercheur dans le domaine des interactions entre enfants et médias numériques au sein de la prestigieuse Haute Ecole des sciences appliquées de Zurich (ZHAW), «le projet paraît complètement disproportionné. Dans son développement, un enfant doit pouvoir prouver qu'il est digne de confiance. Et qu'il peut se montrer indépendant. Contrôler ses allées et venues en permanence est parfaitement contraire à ces principes. J'ajoute que transgresser les normes fait partie de l'apprentissage de la vie. Et quid du stockage des données? Où se fait-il? Qui y a accès?» Sur son site, l'entreprise assure que les données enregistrées ne seront conservées que «brièvement» et qu'il n'y a «pas d'archivage» – sans plus de détails.

Malgré de très nombreuses relances, nous n'avons malheureusement pas pu en obtenir davantage. Ni la commune de Birmensdorf, ni le directoire de l'école n'ont en effet souhaité répondre à nos questions. Quant à l'initiateur du projet, Joel Giger, il a tout d'abord promis de livrer des explications… avant de se rétracter pour nous renvoyer vers l'école. Et celle-ci n'est jamais sortie de son mutisme. Contacté, le canton de Zurich souligne quant à lui qu'il «appartient aux communes de mettre en œuvre les directives concernant l'accueil de jour et qu'il n'y a pas d'obligation d'information du canton». Tout en concédant son ignorance complète vis-à-vis du programme en question. Qui demeure bien mystérieux pour un projet éducatif. ■

*Nom d'emprunt. Identité connue de la rédaction.

A Yverdon, un consensus à 600 places de parc

VAUD **Un projet de compromis proposant la création d'un parking souterrain pour voitures à la place d'Armes a été présenté hier par les autorités**

ATS

La municipalité d'Yverdon a trouvé un compromis pour le futur parking souterrain de la place d'Armes. Entre les 430 places pour les voitures de son précédent projet et les 1000 demandées par une initiative populaire, l'exécutif propose désormais 600 places.

L'annonce a été faite hier matin par les sept membres de la municipalité, réunie au complet devant la presse. Un événement rare mais révélateur de l'importance de cette thématique pour Yverdon, dont la vie politique est empoisonnée depuis plusieurs décennies par l'avenir de la place d'Armes.

Tour à tour, les membres de la municipalité ont souligné que les «chamailleries» avaient assez duré et qu'il fallait «enfin» faire avancer ce dossier. L'heure est au «consensus» et à «une solution pragmatique», ont-ils répété. Le syndic Pierre Dessemontet a même salué «le courage» de ses collègues, dont certains ont dû faire «un effort important» pour arriver à cette solution de compromis.

Cela fait soixante ans que les projets échouent au sujet de la place d'Armes. En 2019, la municipalité (alors à majorité de droite) avait lancé un projet à 1000 places, mais le canton de Vaud avait émis un préavis négatif. La nouvelle municipalité (de gauche) avait ensuite proposé 430 places en 2022. Cela avait provoqué une rupture de la collégialité et le lancement d'une initiative populaire, exigeant de revenir aux 1000 places.

La balle dans le camp du Conseil communal

La solution présentée hier fait office de contre-projet à cette initiative, qui avait facilement abouti en novembre dernier. Outre la création d'un parking souterrain de 600 places pour les voitures, la municipalité prévoit 180 places pour les deux-roues motorisés et 250 places en vélo-station. La balle est désormais dans le camp du Conseil communal. Il devra se prononcer cet automne sur deux préavis. Le premier recommande de rejeter l'initiative à 1000 places, le deuxième sollicite un crédit de 585 000 francs pour mener les études nécessaires au redimensionnement du parking. ■

Le Conseil des Etats enterre le fonds pour la sécurité et la paix en Europe

DÉFENSE **Par 28 voix contre 15, la Chambre des cantons a refusé hier la création de cette solution qui aurait alloué 10 milliards de plus à l'armée jusqu'en 2030, et 5 milliards à l'Ukraine, comptabilisés à titre extraordinaire**

ATS

Le Conseil des Etats a rejeté hier, par 28 voix contre 15, la création d'un fonds pour la sécurité de la Suisse et la paix en Europe. Par ce biais, l'armée aurait dû recevoir 10 milliards de plus jusqu'en 2030 et l'Ukraine 5 milliards, comptabilisés à titre extraordinaire.

La motion avait été déposée par la Commission de sécurité du Conseil des Etats. Elle demandait de créer un fonds temporaire permettant de financer l'ensemble des besoins financiers supplémentaires de l'armée dès 2025 de 10,1 milliards de francs jusqu'en 2030, ainsi que la contribution suisse de 5 milliards de francs pour le soutien à la reconstruction et la remise en état des infrastructures en Ukraine. Le fonds aurait été autorisé à s'endetter temporairement.

«A situation extraordinaire, réponse extraordinaire»

Cette solution devait permettre d'une part de renforcer les capacités de défense de l'armée pour faire face à la menace de la guerre. D'autre part, elle aurait apporté un soutien à l'Ukraine qui a besoin d'aide maintenant pour réparer et maintenir ses infrastructures essentielles, a expliqué Marianne Binder-Keller (C/AG) pour la commission. Et d'ajouter que la guerre est une circonstance extraordinaire, qui permet de contourner le frein à l'endettement.



> «C'est un combat pour la liberté et nos valeurs qui se joue en Ukraine»
>
> CHARLES JUILLARD, CONSEILLER AUX ETATS (LE CENTRE/JU)

Un avis que ne partage pas la majorité du Conseil des Etats. Les dépenses de l'armée et celles pour l'Ukraine sont planifiables, elles ne peuvent donc pas être traitées comme des dépenses extraordinaires, a insisté Josef Dittli (PLR/UR). Le texte ne respecte en outre pas l'unité de matière. Cela créerait un dangereux précédent. Il faut être prudent avec le frein à l'endettement, a ajouté Jakob Stark (UDC/TG).

Qu'est-ce qui est extraordinaire, si ce n'est une guerre en Europe? a opposé Andrea Gmür-Schönenberger (C/LU). «C'est un combat pour la liberté et nos valeurs qui se joue en Ukraine», a ajouté son collègue Charles Juillard (C/JU), qui conclut qu'à «situation extraordinaire, réponse extraordinaire».

Le Conseil fédéral opposé

La motion avait été déposée grâce à une alliance de centre gauche, mais elle n'a pas fait l'unanimité au sein des élus du Centre et du PS. Le texte ne dit rien sur la manière dont l'argent doit être amorti, a regretté Baptiste Hurni (PS/NE). Et de se demander si les 10 milliards seront compensés dans le budget de l'armée et la somme pour l'Ukraine au détriment de l'aide au développement.

Le Conseil fédéral était aussi opposé au texte. Le gouvernement estime aussi que les capacités de défense de l'armée doivent être rapidement augmentées. Elles devront atteindre 1% du PIB en 2035, a rappelé la ministre de la défense Viola Amherd. Une augmentation plus rapide des dépenses de l'armée dans le respect du frein à l'endettement n'est pas possible et les conditions ne sont pas remplies pour des dépenses extraordinaires, a-t-elle souligné. ■

«La voie bilatérale est une impasse»

DIPLOMATIE Gilbert Casasus, professeur émérite spécialisé dans les questions européennes, critique le Conseil fédéral dans son obstination à vouloir négocier des accords avec Bruxelles. L'adhésion est la seule voie viable, défend-il dans son dernier livre

PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID HAEBERLI, BERNE
@David_Haeberli


Avant l'abandon unilatéral de l'accord-cadre par Berne le 26 mai 2021, des rencontres s'étaient tenues au plus haut niveau. (DAVOS, 20 JANVIER 2020/ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)

Une douche glaciale. C'est l'effet que fera la lecture de *Suisse-Europe. Je t'aime moi non plus!* sur les personnes qui considèrent la récente reprise des négociations entre Berne et Bruxelles comme un signe d'espoir. Gilbert Casasus, son auteur, est professeur émérite en études européennes à l'Université de Fribourg. Sa prose est sans concession. Pour lui, le Conseil fédéral creuse la voie bilatérale tout en sachant qu'elle ne mènera nulle part. La seule solution à long terme serait une adhésion.

Vous écrivez que le Conseil fédéral a tout faux et que seule l'adhésion à l'Union européenne est viable. Votre livre est un brûlot! Non. Mais ce n'est pas un livre consensuel. Il a pour objet de ne pas reprendre le débat stérile auquel on a droit depuis des dizaines d'années.

Pourquoi ne croyez-vous pas à la voie bilatérale? Parce que c'est une impasse qui s'éternise. Faisons un peu d'histoire. Lorsque l'Espace économique européen a été conçu par Jacques Delors en 1989, c'était pour permettre à des pays qui avaient un fort PIB d'adhérer à échelons successifs à la Communauté européenne. Certains ont suivi cette destinée transitoire. Aujourd'hui en Suède, en Finlande et en Autriche, il n'y a aucune volonté de quitter l'Union européenne. Ce que l'on a appelé les bilatérales a été accordé à la Suisse à un moment où elle était candidate à l'adhésion. Comme Joschka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque, l'avait dit: «On se donne rendez-vous dans dix ans pour l'adhésion.» Or, de 2008 à aujourd'hui, le feuilleton des négociations, des échecs, des renégociations, des accords et désaccords est digne d'une série B. Je considère que ce processus est malsain et qu'il a amené les deux parties à se distancier. J'ai écrit ce livre pour dire que l'on ne peut pas continuer comme ça.

Selon vous, le Conseil fédéral est conscient que cette voie ne mènera à rien. Mais il prolonge le plaisir de faire durer les négociations, c'est ça? C'est une bonne formule. Beaucoup de responsables politiques font le calcul de dire que l'on adhérera le jour où on y sera obligé. Je veux éviter cette situation. Je considère que la Suisse a beaucoup de cartes en main et pas des moindres pour jouer un rôle au sein de l'Union européenne.

Quels sont ces atouts? Une capacité extraordinaire de compromis sans compromission; le multiculturalisme, le multilinguisme et une économie florissante. La Suisse pourrait apporter des améliorations à l'UE. Je pense qu'elle pourrait être un Grand Luxembourg au sein de l'UE. Quand on voit le poids politique du Luxembourg par rapport à sa population au sein de l'Union européenne, ce n'est pas mal du tout. On pourrait être un Luxembourg multiplié par deux.

Le livre souligne la bonne santé suisse. En comparaison, l'état de l'UE ne fait pas envie, non? Je ne suis pas le porte-parole de l'Union européenne. Ceux et celles qui, en Suisse, pointent son déficit politique ont raison. Je n'ai pas d'argument fort contre cela. Par contre, je maintiens que l'on peut créer un rapport de force qui nous soit favorable pour une Europe plus sociale, plus citoyenne, plus démocratique.

INTERVIEW

Plus sociale, ce n'est pas exactement la direction du Conseil fédéral aujourd'hui, non? On ne va pas demander des salaires suisses en Bulgarie ou des salaires bulgares en Suisse! Les Suisses pensent qu'ils ont le meilleur système social en Europe. C'est faux. Prenons le débat sur l'assurance maladie. Quand vous comparez les expériences de patients en Suisse, en Allemagne et en France, la réalité, c'est que la protection sociale du malade est meilleure en France qu'en Suisse.

En cas d'adhésion, pensez-vous vraiment que l'UE déroulerait le tapis rouge à la Suisse en nommant, comme vous l'écrivez, des hauts fonctionnaires helvétiques à des postes clés? En l'espace de dix ans, oui, sans problème. Nous avons en Suisse un personnel de très haute qualité. Côté européen, plus personne n'a la pointure d'un Jacques Delors. La Confédération pourrait également combler des trous de la politique européenne. Quelle est la politique étrangère et de sécurité commune européenne? Elle n'en a pas. Or, la Suisse a une capacité de réflexion d'un pays qui a surmonté un certain nombre d'épreuves et pourrait enrichir le débat européen.

Vous insistez sur le fait que l'UE est agacée par l'attitude suisse, notamment depuis la décision de laisser tomber l'accord-cadre en 2021. Pourquoi serait-elle soudainement si bienveillante envers elle? En 2021, on était tout près d'un accord, qui sortait du bilatéralisme pur. Cela aurait pu être une nouvelle étape. Mais le Conseil fédéral a rompu le contrat de confiance qui liait les deux partenaires. Aujourd'hui l'UE est dans l'état d'esprit d'accorder à la Suisse ce qu'elle demande pour régler ce problème et s'occuper de questions autrement brûlantes. Et dans dix ou quinze ans, on reprendra le débat. C'est un feuilleton qui ne s'arrête jamais.



«La Suisse pourrait apporter des améliorations à l'UE. Je pense qu'elle pourrait être un Grand Luxembourg»

Vous ne voyez donc aucun progrès dans les bilatérales III, comme il est convenu de les appeler? Non, c'est même un pas en arrière par rapport à 2021. Le travail fait par Roberto Balzaretti [diplomate suisse chargé des négociations par le Conseil fédéral, ndlr] était remarquable. Voilà d'ailleurs quelqu'un qui pourrait avoir un très haut poste à l'Union européenne.

La seule issue serait donc l'adhésion. Mais il n'y a aucune majorité politique en Suisse sur ce point. Comment procéder? Elle n'interviendrait pas avant 2040. Je suis conscient qu'aujourd'hui les conditions ne sont pas réunies. C'est mon message: il faut s'y préparer parce que rien ne serait pire pour la Suisse que d'être en situation d'adhésion et dans une situation de faiblesse en même temps. Mais pour que la Confédération soit bien préparée, il faut que ce débat quitte la sphère purement juridique. Si vous voulez éloigner le citoyen ou la citoyenne lambda de l'Europe, lancez-leur des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne qui n'intéressent qu'un quarteron de spécialistes. Ce qui manque aujourd'hui ce sont des gens en mesure de dépasser cette culture purement juridique et je dirais aussi purement économique. ■

«Suisse-Europe. Je t'aime moi non plus!», Editions Slatkine.

Anne Hiltpold, l'ambition chahutée

GENÈVE On la dit posée, à l'écoute, mais sans toujours mesurer la portée de ses interventions. Un an après son entrée en fonction, la ministre PLR fait face à une fronde des enseignants qui lui reprochent un manque de soutien



La magistrate a dévoilé en février une feuille de route ambitieuse, de l'horaire continu au primaire à la réforme de l'école inclusive. *(GENÈVE, 1ER MAI 2024/DAVID WAGNIÈRES POUR LE TEMPS)*

SYLVIA REVELLO
X @sylviarevello

Grève des profs du cycle d'orientation, controverse sur la Fête des mères et à présent fronde d'une partie des enseignants: depuis son entrée en fonction, il y a un an, la conseillère d'Etat genevoise Anne Hiltpold a déjà dû affronter plusieurs turbulences. En prenant la tête du Département de l'instruction publique (DIP) après vingt ans de règne socialiste, la PLR avait de grandes ambitions pour faire évoluer l'école. Sans surprise, elle se heurte à des résistances. Mais pour brosser son portrait, il faut dépasser le cliché de la ministre de droite en guerre avec des profs de gauche.

Excès de fermeté ou bon sens?

Département très exposé où les risques d'accrochage sont multiples, le paquebot DIP est, par essence, difficile à manœuvrer. Surtout pour une magistrate communale sans lien particulier avec le milieu de l'éducation. Décrite comme à l'écoute et ouverte à la discussion, Anne Hiltpold, plutôt effacée en début de législature, a peu à peu pris de l'assurance, dévoilant une feuille de route ambitieuse entre horaire continu au primaire, réforme du cycle d'orientation ou encore de l'école inclusive. Jusque-là sur la réserve en matière de communication, elle s'est également risquée à intervenir davantage dans les médias. Sans être en rupture totale avec le passé, l'ancienne maire de Carouge a affirmé des positions tranchées, notamment sur la nécessité de remettre l'enseignement au centre de la mission de l'école. Ce qui ne lui a pas toujours attiré des sympathies.

Dans une lettre ouverte dévoilée le week-end dernier par la RTS, quelque 1200 enseignants, sur les 8000 que compte le canton, lui reprochent un «manque de soutien» et des accusations de militantisme jugées infondées, se référant notamment à une interview donnée au *Temps* ce printemps. A priori anecdotique, la polémique sur la Fête des mères ne passe pas. En avril dernier, l'école primaire de Lully avait rebaptisé cet événement «fête des gens qu'on aime», pour ménager des élèves orphelins. Qualifiant la démarche d'«isolée et maladroite», Anne Hiltpold a fermement réagi, sommant la direction de faire machine arrière. Une intervention inadmissible pour la Société pédagogique genevoise (SPG) à l'origine de la missive qui rappelle que de nombreux établissements connaissent la même pratique sans que cela suscite de levée de boucliers. «L'inclusion, ne vous en déplaise, n'est pas une affaire d'opinion, mais de loi», mentionne le courrier, en référence aux directives qui stipulent que «le département lutte contre les discriminations directes ou indirectes fondées sur une caractéristique personnelle, notamment l'origine, l'identité de genre, les particularités physiques, la situation familiale ou encore les convictions religieuses». Pour les syndicats, la réaction de la magistrate est la preuve d'une «méconnaissance totale du terrain, ainsi que du dossier en question».

Les enseignants dénoncent également des «positions doctrinaires et idéologiques qui ne reposent pas sur des faits, mais plutôt sur l'idée qu'elle se fait de l'école qu'elle a connue en tant que mère». Un point de vue «d'usagère» qu'Anne Hiltpold a revendiqué à plusieurs reprises. «Comme lorsqu'elle affirme que les élèves les plus faibles ne bénéficient pas du contact d'élèves avec davantage de facilités alors que cela est prouvé scientifiquement», pointe Waël Almoman, membre du bureau de l'Union du corps enseignant secondaire genevois. «On a parfois l'impression qu'elle a encore sa casquette de candidate PLR, plutôt que celle de conseillère d'Etat», pointe Michaël Savoy, membre du bureau de la Fédération des associations des maîtres et maîtresses du cycle d'Orientation.

Anne Hiltpold, aussi surnommée «Anne II», a-t-elle péché par précipitation et excès de fermeté en voulant satisfaire un certain électorat ou a-t-elle légitimement donné son avis et froissé des profs trop sensibles? Rappelons qu'à l'époque de sa prédécesseure, Anne Emery-Torracinta, pourtant enseignante et socialiste, les relations entre la base et le département n'étaient pas non plus toujours au beau fixe.

Un couteau dans le dos

Face à la fronde montante, la nouvelle ministre peine à conserver son assurance. Dans sa réponse au micro de l'émission *Forum* de la RTS, elle est apparue sur la défensive, n'assumant pas jusqu'au bout ses positions, relativisant les critiques et dénonçant le «curieux» timing de la lettre. Une rencontre avec les syndicats ayant en effet eu lieu quelques jours plus tôt, précisément pour évoquer ces problèmes. Un couteau dans le dos selon elle, la preuve d'une confiance rompue pour les syndicats.

> **«Les syndicats d'enseignants ont une grande force de frappe, si elle veut avancer, elle doit les convaincre»**
> XAVIER MAGNIN, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT

«De nombreux enseignants ont été heurtés par ses propos. Le but de la lettre était de lui faire prendre conscience», argumente la présidente de la SPG, Francesca Marchesini. Autre cause de brouille: une déconnexion avec le terrain. «Elle a des envies de réforme à tous les niveaux mais sans comprendre la complexité du métier d'enseignant», estime Waël Almoman. Pour autant, le syndicaliste exclut toute mauvaise volonté. «Elle est à l'écoute, certes, mais on ne sait pas ce qu'elle fait des informations qu'on lui donne», rapporte-t-il.

Un point de vue partagé par le député socialiste Cyril Mizrahi. «Elle prend note des idées, on espère qu'il va se passer quelque chose, mais au final, on attend encore», déplore celui qui est aussi vice-président de la Fédération genevoise d'associations de personnes handicapées et de leurs proches, citant en exemple la prochaine rentrée scolaire. «Elle nous assure que tout est sous contrôle sur le plan de l'inclusion; or on est toujours dans un grand flou, avec du bricolage dans tous les coins.» Contrairement à son souhait et à celui des représentants des élèves à besoins particuliers, le député affirme voir toujours trop d'enfants orientés vers l'enseignement spécialisé par manque de moyens. «Or un élève scolarisé dans une structure séparée ne coûte pas moins cher que s'il reste dans l'enseignement régulier avec les ressources adéquates.»

«Elle essaye de faire bouger les choses»

Au cycle d'orientation, l'entrée en matière a été manquée. En annonçant, presque en catimini, l'introduction de deux heures d'enseignement supplémentaires, alors même que les enseignants attendent une réforme du système en profondeur, Anne Hiltpold a braqué les maîtres du CO qui sont descendus dans la rue en février. Si les choses se sont depuis apaisées avec l'ouverture de négociations, rien n'est réglé. «Lors d'une rencontre avec les enseignants du cycle le 6 mai dernier, beaucoup ont fait part de leur frustration», souligne Michaël Savoy. En ce qui concerne les deux heures supplémentaires, une prise de position est attendue à l'issue de la dernière séance de négociation le 21 juin prochain.

A son arrivée, Anne Hiltpold a revendiqué sa volonté de se préoccuper des élèves, avant de penser aux profs. N'est-ce pas légitime? «On ne conteste pas cette position, les élèves doivent effectivement être notre priorité à tous, mais elle ne peut pas penser une école sans les enseignants», estime Francesca Marchesini.

Pour Xavier Magnin, député du Centre et président de la Commission de l'enseignement, les premiers pas d'Anne Hiltpold vont au contraire dans le bon sens. «Elle essaye de faire bouger les choses, de refixer un cadre à l'école, ce qui est courageux», estime-t-il, soulignant la complexité de la tâche. Avec un bémol sur la méthode: «Les syndicats d'enseignants ont une grande force de frappe, si elle veut avancer, elle doit les convaincre.» A propos de la Fête des mères, le député émet des réserves. «Elle a probablement réagi un peu trop fort et trop vite, ce genre d'épiphénomène braque facilement les profs qui ont besoin de reconnaissance et de se sentir respectés.»

Anne Hiltpold a-t-elle fait preuve de maladresse politique? La députée MCG Ana Roch, également membre de la commission, pense que non. «Sur la grève des enseignants du cycle, par exemple, elle a su se montrer ferme tout en restant ouverte au dialogue», estime-t-elle, louant une ministre toujours assidue et présente en commission. «Ses objectifs sont en revanche très ambitieux, il ne faudra pas qu'elle se perde en essayant de mener tous les dossiers de front.» ■

EN BREF

Abus sexuels à l'abbaye de St-Maurice: appel à témoins

Le groupe de travail indépendant qui doit faire la lumière sur les abus commis à l'abbaye de St-Maurice ou dans ses institutions a commencé son travail. Il lance un appel aux «personnes concernées par les abus sexuels». L'objectif est de «recueillir leur expérience et connaître le contexte de survenue de ces abus, les démarches qu'elles ont entreprises et leurs suites». L'appel vise aussi à recueillir la parole de «témoins qui pourraient fournir des données sur le fonctionnement de l'abbaye, sur les relations entre chanoines, élèves, novices, etc. ou tout autre élément éclairant les conditions qui ont pu favoriser ou prévenir les abus». L'anonymat est garanti. ATS

Menace à l'arme factice dans une école de Bellinzone

Deux jeunes, âgés de 15 et 16 ans, ont été interpellés hier après-midi, dans le cadre d'une opération menée à l'école cantonale de commerce de Bellinzone. L'établissement a été évacué le matin, après des menaces contre une enseignante. Selon une première reconstitution et pour des raisons que l'enquête devra encore établir, l'adolescent de 15 ans a menacé une enseignante en montrant la crosse d'une arme dissimulée dans son pantalon, indique la police cantonale tessinoise. L'arme, qui serait factice selon les investigations de la police, a ensuite été dissimulée à l'extérieur du bâtiment par le jeune de 16 ans. ATS

Une voiture percutée par un train des TPF à Neyruz

Une collision entre un train et une voiture tombée d'un pont sur la voie ferrée a fait cinq blessés légers hier en milieu de journée à Neyruz (FR). Le bilan aurait pu être pire vu les circonstances. Un véhicule qui circulait sur la route de Fribourg en direction de Cottens est sorti de la chaussée vers 12h45 pour tomber d'un pont, d'une hauteur d'environ 8 mètres, avant de s'immobiliser sur les voies CFF en contrebas. Le conducteur a pu s'extraire du véhicule et se mettre en sécurité, peu avant qu'un train des Transports publics fribourgeois (TPF) s'en vienne percuter la voiture, indique la police cantonale. Quatre passagers du train ont été légèrement blessés. ATS

Un plan canicule pour les travailleurs valaisans

Le Valais met sur pied un plan canicule pour les travailleurs actifs à l'extérieur. Jusqu'ici, le plan cantonal ciblait prioritairement les personnes vulnérables. Il se base sur les directives édictées par la Suva en collaboration avec le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) pour toute la Suisse. Le troisième palier, entre 28 et 32 °C, exige par exemple de surveiller l'état physique des ouvriers et de permettre davantage de courtes pauses dans des lieux frais, notamment. Dès 33 °C – le dernier niveau – de nouvelles mesures doivent être mises en place: les travaux pénibles doivent notamment être réduits au maximum et les pauses multipliées et rallongées. ATS

Un pouvoir celte qui passait par les femmes

PASSÉ L'analyse de l'ADN prélevé sur des restes humains trouvés dans des tombes de l'élite celtique en Allemagne du Sud, vieilles de plus de 2200 ans, révèle l'existence de liens familiaux suggérant que ces dynasties étaient matrilinéaires

AURÉLIE COULON
X @AurelieCoulon



Site funéraire celte du tertre d'Alte Burg dans la région du Bade-Wurtemberg. Il date du début de l'âge de fer, aux environs du IVe siècle av. J.-C., entre les cultures de l'Hallstatt et de La Tène, associées aux premiers Celtes. *(LANDESAMT FÜR DENKMALPFLEGE IM REGIERUNGSPRÄSIDIUM STUTTGART, ARCTRON 3D GMBH)*

Si les Helvètes font partie des peuples celtes plutôt bien connus de tous, entre autres pour avoir donné leur nom à l'Helvétie, un voile de mystère repose encore sur leurs prédécesseurs, les tout premiers Celtes qui peuplaient le centre de l'Europe, dont la Suisse. Très peu de traces écrites historiques les décrivant existent, et jusqu'à récemment seule l'étude des vestiges de leurs lieux de cultes, de leurs habitations et surtout de leurs tombes permettait aux archéologues de mieux comprendre ces Celtes des premiers temps, qui ont vécu entre le VIIe et le IIe siècle avant av. J.-C..

«L'organisation de ces sociétés précoces fait débat au sein de la communauté d'experts de la protohistoire», explique Dirk Krausse, archéologue à l'Office régional pour la conservation des monuments historiques de la préfecture de Stuttgart. «Certains comme moi pensent qu'il existait un système de dynastie, avec une transmission du pouvoir entre générations de même famille, d'autres privilégient la thèse de la gérontocratie, où des personnalités charismatiques faisaient figure d'autorité.»

En analysant l'ADN ancien récolté dans les os de défunts de cette époque, lui et ses collègues viennent d'apporter de nouveaux résultats, publiés lundi dans la revue *Nature Human Behaviour*. Ces derniers suggèrent que le pouvoir était bien concentré aux mains de dynasties et sa transmission passait par les femmes.

Entre 650 et 400 av. J.-C., le cœur de la civilisation des premiers Celtes est situé sur une région qui s'étend de l'est de la France au sud de l'Allemagne et jusqu'au Plateau suisse. Là, ils construisent les premières villes du nord des Alpes, où se développent aussi des élites d'individus enrichis par le passage sur son territoire des voies d'échanges entre le nord et le sud du continent.

«Au début du VIIe siècle av. J.-C., au début de l'âge du fer, on voit émerger dans le sud de l'Allemagne ces tombes extraordinairement riches sous de larges tertres qui peuvent atteindre 100 mètres de diamètre, où sont inhumés des individus et leurs richesses», expose Dirk Krausse. Les scientifiques ont analysé les fragments d'ADN retrouvés dans des échantillons d'ossements et de dents provenant de 31 tombes de ces élites, situées dans le Bade-Wurtemberg. Ils ont identifié 20 hommes et 11 femmes.

> **«Les premiers Celtes n'étaient pas forcément moins machistes»**
>
> MARC-ANTOINE KAESER, ARCHÉOLOGUE ET DIRECTEUR DU LATÉNIUM

Parmi eux, deux Celtes inhumés au centre des deux tertres les plus fastueux de l'Europe préhistorique, distants d'une dizaine de kilomètres: la tombe centrale d'Eberdingen-Hochdorf près de Stuttgart et celle d'Asperg-Grafenbühl, découvertes respectivement en 1964 et 1977. Un lien génétique entre les deux individus était déjà une hypothèse puisqu'ils dépassaient tous les deux 1 m 80, une taille remarquable pour l'époque.

L'analyse de l'ADN des deux hommes illustres a confirmé leur parenté et a permis d'établir qu'ils sont très probablement oncle et neveu. Une femme a donc transmis l'héritage prestigieux de son frère à son fils. Les scientifiques allemands ont trouvé un autre lien familial, au troisième degré, entre une femme d'un riche tombeau du tertre de Magdalenenberg et un homme d'une tombe secondaire du Hochdorf, éloignés de plus de 100 kilomètres. Le plus probable d'après leur ADN, selon les auteurs, est qu'il s'agisse d'une grand-mère et de son petit-fils, avec une filiation maternelle. Un troisième réseau familial étendu sur trois sites funéraires distincts a aussi été découvert, impliquant quatre individus possédant un ancêtre commun, et tous originaires du nord de l'Italie.

La transmission matrilinéaire au sein de dynasties a déjà été décrite à plusieurs moments de l'Histoire, comme tout au début de la Rome antique et dans la société féodale. Entre 12 et 17% des sociétés actuelles dans le monde reposent sur ce système d'héritage.

«Nos résultats montrent que ces sociétés étaient organisées en dynasties matrilinéaires qui entretenaient des relations diplomatiques et politiques sur de longues distances, suggère Dirk Krausse. Mais dynastie matrilinéaire ne signifie pas que la société était matriarcale, mais plutôt qu'il existait des femmes publiques qui avaient une position de haut rang dans la société.»

Cette interprétation nuancée des données génétiques par les auteurs est saluée par Marc-Antoine Kaeser, archéologue et directeur du Laténium au bord du lac de Neuchâtel, qui n'a pas participé à l'étude. «Les preuves archéologiques de cette période indiquent que les sociétés celtes valorisaient les activités guerrières masculines. Ces résultats proposent une vision plus subtile. Mais même si l'organisation du pouvoir n'était pas patriarcale, les premiers Celtes n'étaient pas forcément moins machistes. Le lignage matrilinéaire au sein d'une élite ne dit pas grand-chose de la liberté sexuelle des femmes ni de leur statut dans les autres strates de la société.»

Après le Ier siècle apr. J.-C., il n'y a plus de trace de ces tombes très luxueuses. «Nous ne savons pas pourquoi ces dynasties matrilinéaires ont disparu dans le centre de l'Europe, constate Dirk Krausse. Nous avons des indices que des femmes celtes puissantes ont persisté dans les îles britanniques, à l'image de Boadicée, une reine guerrière du premier siècle qui a mené les combats celtes contre les envahisseurs romains. Mais, en général, le lignage matrilinéaire reste un fait d'exception en Europe, historiquement plutôt patriarcale.» L'expert espère que ces travaux inciteront l'analyse de l'ADN ancien d'ossements dans d'autres tombes celtes, ailleurs en Europe. ■

MAIS ENCORE

Climat
«El Niño», le phénomène météorologique naturel qui s'est ajouté au réchauffement climatique pour faire de 2023 l'année la plus chaude jamais mesurée, touche à sa fin, ouvrant la voie au retour probable dans quelques mois du cycle opposé, «La Niña», synonyme de températures mondiales plus fraîches. Mais ce refroidissement pourrait être en moyenne très faible, avertissent les climatologues, en raison du réchauffement provoqué par les émissions de gaz à effet de serre de l'humanité. (AFP)

L'IA peut aider à comprendre la biodiversité du passé

PALÉONTOLOGIE Une étude de l'Université de Fribourg montre comment combler les failles des registres fossiles

ATS

Souvent, en raison d'archives fossiles lacunaires, les paléontologues peinent à dresser un tableau précis de l'étendue de la biodiversité passée et à comprendre son évolution au fil du temps. Une étude de l'Université de Fribourg montre que l'intelligence artificielle (IA) peut leur faciliter la tâche.

Les scientifiques estiment qu'il existe actuellement plus de 8 millions d'espèces animales et végétales. Pour comprendre cet incroyable foisonnement, il est indispensable de retracer aussi précisément que possible les processus, y compris les extinctions de masse, qui ont affecté la biodiversité globale au fil du temps.

La fossilisation, phénomène rare

Pour ce faire, les paléontologues se servent de registres fossiles qui ne représentent qu'un petit échantillon, souvent lacunaire, des espèces ayant vécu sur notre planète, puisque seule une infime fraction des plantes et des animaux, entre 0,01 et 0,1% des organismes, se fossilise. Rebecca Cooper, de l'Institut suisse de bioinformatique (SIB), auteure principale de l'étude, et Daniele Silvestro, de l'Université de Fribourg, également chef du groupe de paléobiologie évolutive computationnelle du SIB, en collaboration avec l'Université de Birmingham (GB), montrent qu'il est possible d'évaluer cette diversité au fil du temps, même avec des données fossiles éparses.

Publiée dans la revue *Nature Communications*, leur étude présente un nouveau logiciel en libre accès appelé DeepDive, capable de reconstruire l'évolution de la richesse des espèces au fil du temps. Ce programme génère des centaines de milliers d'ensembles de données synthétiques reproduisant les archives fossiles.

A partir de ces dernières, un modèle d'IA apprend comment le nombre et la localisation des fossiles peuvent nous informer sur l'étendue réelle de la biodiversité cachée. ■

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Mardi 4 juin 2024



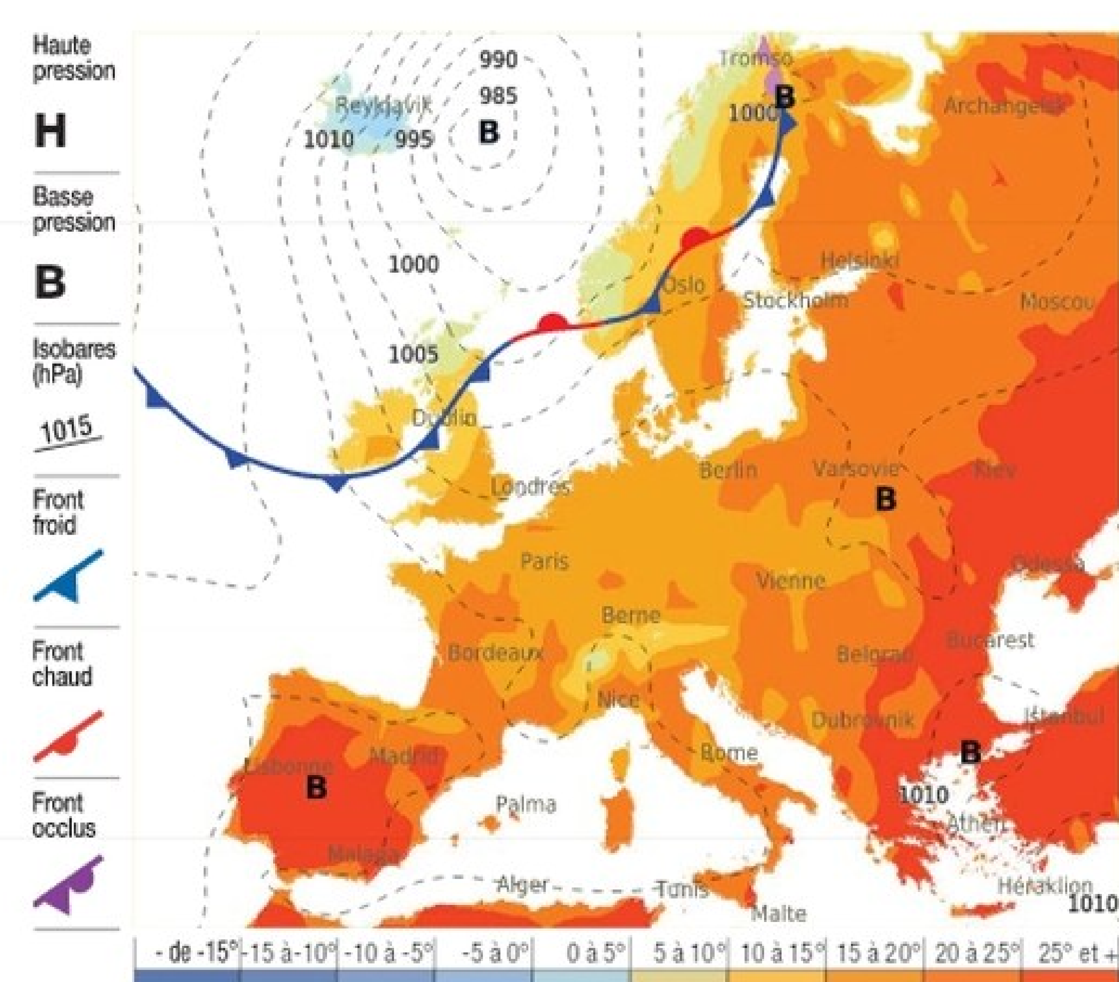
lever: **05h45**
coucher: **21h23**
2 minutes de soleil en plus



lever: **04h01**
coucher: **19h26**

lune décroissante
taux de remplissage: 5%

Situation générale aujourd'hui à 13h



Bâle 12° 22°
Zurich 12° 22°
Saint-Gall 10° 19°
La Chaux-de-Fonds 7° 18°
Berne 11° 22°
Coire 11° 23°
Lausanne 13° 22°
Saint-Moritz 3° 15°
Genève 12° 23°
Sion 12° 24°
Verbier 7° 15°
Locarno 14° 23°

LA DÉPRESSION QUI A DONNÉ UN TEMPS HUMIDE et même très pluvieux dans l'est du pays s'est enfin évacuée. Elle laisse la place à un intervalle de temps plus sec et plus ensoleillé au moins jusqu'à jeudi après-midi. Mercredi devrait être la plus belle journée, même si quelques bancs de stratus pourraient retarder un peu l'ensoleillement en tout début de matinée sur le Plateau. En fin de semaine, les vents de sud-ouest devraient ramener un temps humide et instable avec à la clé un régime d'averses.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	MERCREDI 90%		JEUDI 80%		VENDREDI 90%		SAMEDI 70%		DIMANCHE 70%	
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	12°	24°	12°	24°	14°	23°	14°	23°	14°	22°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	12°	26°	13°	26°	14°	24°	15°	25°	14°	24°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Suisse centrale et orientale	13°	24°	12°	24°	14°	23°	15°	23°	14°	22°
Limite des chutes de neige	-		-		3000 m		-		-	
Sud des Alpes	15°	24°	16°	24°	17°	24°	18°	25°	18°	24°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse **tél. 0900 162 666**
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

DEUIL

Mireille Amoïel, son épouse;
Edouard et Laetitia Amoïel; son fils et sa belle-fille;
Maxime et Gabriel, ses petits-fils;
Jean-Luc Amoïel, son frère;
Ses neveux et nièces
ainsi que les familles parentes, alliées et amies

ont la tristesse de faire part du décès de

Monsieur Charles AMOÏEL

survenu subitement le samedi 18 mai 2024 à Marrakech dans sa 80e année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

En son souvenir, un don peut être fait au profit de la Fondation CanSearch, mention Charles Amoïel, IBAN: CH10 0078 8000 0508 9799 9.

Cet avis tient lieu de faire-part.

MURITH



Roger et Anne-Marie **Daccord-Badel**;
Yves **Daccord**, Julie, Inès et Emma;
Isabelle **Daccord**;
Nathalie **Daccord**, Esteban et Mila,
ainsi que les familles parentes et amies ont la tristesse de faire part du décès de

Monsieur Gérard DACCORD

qui s'en est allé dimanche 26 mai 2024, dans sa 87e année.
Les adieux ont eu lieu dans l'intimité.
Adresse de la famille: Roger Daccord, Route des Gottes 17, 1744 **Chénens**

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE
Genève – 11 h: **Mme Christine Bertschinger;** chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges
Genève – 14 h: **Mme Barbara Emilia Gillioz;** chapelle de la Cluse (Murith), 89 bd de la Cluse
Genève – 14 h 45: **Mme Roselyne Krippner;** chapelle de l'Ange de la Consolation du centre funéraire de Saint-Georges
Genève – 16 h: **Mme Josiane Perrin;** chapelle de l'Ange de la Consolation, cimetière Saint-Georges
Perly – 14 h 30: **Mme Sylvane Chabbey;** chapelle

LAUSANNE
14 h 30: **Mme Giacca Fournier;** centre funéraire de Montoie, chapelle A

VAUD
Morges – 11 h: **M. Alain Mathis;** chapelle de Beausobre
Ollon – 14 h: **M. Alain Bugnon;** église catholique
Orbe – 13 h 30: **Mme Marie-Antoinette Schmid;** temple
Pully – 14 h: **Mme Marinette Brunetto;** temple du Prieuré

FRIBOURG
Cordast – 13 h 30: **Mme Nelly Fuhrer-Belk;** église réformée
Surpierre – 14 h 30: **M. Giuseppe Ciminera;** église

JURA
Porrentruy – 17 h: **Mme Suzanne Flück-Montavon;** chapelle de la morgue à l'hôpital

JURA BERNOIS
Malleray – 13 h 45: **Mme Pasqua Taffarel Musumeci;** église catholique

NEUCHÂTEL
Les Bayards – 14 h: **M. Hermann Stähli;** temple

VALAIS
Le Bouveret – 16 h: **M. Roly Favez;** église



VOUS ET NOUS

«Pas dans mon jardin»

JEAN-FRANÇOIS PASCHE, LE MONT (VD)

Les partisans des lois fédérales sur l'énergie et l'électricité, soumises au vote le 9 juin, s'efforcent de disqualifier leurs adversaires en les présentant comme d'affreux égoïstes: ils acceptent bien l'idée de créer de nouvelles fabriques d'électricité, mais… «pas dans mon jardin»! Que voilà une attaque grossière et surtout infondée, car ces lois favorisent l'implantation de ces installations sans respect de la nature.

Les pâturages intacts du Jura, les pentes encore vierges de nos Alpes, nos forêts, les biotopes de notre faune terrestre ou ailée, ce n'est pas «mon» jardin, c'est «notre» jardin, à nous tous, habitants de ce pays que nous aimons. Ne le laissons pas être défiguré!

ÉCRIVEZ-NOUS! HYPERLIEN@LETEMPS.CH

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE
Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD
CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60
Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90

FRIBOURG
Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration
Présidence: Abir Oreibi

Direction
Pierre-Adrian Irlé, *directeur exécutif*
Madeleine von Holzen, *rédactrice en chef*
Jean-Christophe Potocki, *produits & technologie*
Olivier Schwarz, finances

Rédactrice en chef
Madeleine von Holzen

Adjoints: Vincent Bourquin
Grégoire Nappey
Assistante et office manager:
Monique Graber Sangiorgio

Chefs d'édition
Nicolas Dufour (web)
Florian Fischbacher (web)
Elise Kerchenbaum (print)
Simon Moreillon (print)
Julien Pralong (resp. web)
Philippe Simon (resp. print)

Chefs de rubrique
International: Aline Jaccottet
Suisse: Nicole Lamon
Economie: Aline Bassin
Opinions & Débats:
Romain Clivaz
Culture & Le Temps Week-end:
Stéphane Gobbo
Epoque & Société:
Célia Héron
Sport: Laurent Favre
Sciences: Sylvie Logean

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH - 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Case postale 2645
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Le Temps SA
Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Nationale: Anne-Sandrine Backes
Adresse : NZZ one - Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél. : 021 318 46 60
Email: letemps@nzzone.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél. : 022 575 80 50
Email : publicite@letemps.ch

Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

Tirage diffusé
34 118 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2023)

Audience REMP MACH Basic
2024-1 : 86 000 lecteurs

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

Economie & Finance

1,75%

LE TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE APPLICABLE AUX CONTRATS DE BAIL EN SUISSE RESTE INCHANGÉ à 1,75%, a annoncé hier l'Office fédéral du logement. Après une hausse en juin et décembre 2023, les locataires ont encore un peu de répit. Une potentielle modification des loyers dépend de l'évolution des taux directeurs.

GILBERT HOUNGBO
Directeur général de l'OIT
«Le pouvoir d'achat a été fortement atteint par ces poussées inflationnistes», a affirmé le patron de l'organisation hier au début de la Conférence internationale du travail à Genève.



+75,45%

L'INFLATION A ATTEINT 75,45% SUR UN AN EN MAI EN TURQUIE, contre 69,8% le mois précédent, selon les données officielles publiées hier, un taux conforme aux prévisions de la banque centrale qui assure que les prix baisseront dès le mois prochain.

SMI 12 007,04 +0,05%	↑	
Euro Stoxx 50 5003,54 +0,40%	↑	
FTSE 100 8262,75 -0,15%	↓	

Dollar/franc	0,8955	↓
Euro/franc	0,9749	↓
Euro/dollar	1,0887	↑
Livre st./franc	1,1448	↓
Baril Brent/dollar	78,46	↓
Once d'or/dollar	2342	↑

Que valent les assurances de Swisscom?

ÉVALUATION Depuis fin avril, l'opérateur s'est mué en revendeur d'assurances avec la sous-marque Sure. La FRC et Moneyland analysent les avantages mais aussi les inconvénients de ces nouveaux services proposés par le géant des télécoms

ANOUCH SEYDTAGHIA
X @Anouch

Que valent les assurances proposées par Swisscom? N'y a-t-il que des avantages, comme l'affirme l'opérateur, ou faut-il se méfier de certaines zones d'ombre? Le 24 avril dernier, l'opérateur entrait résolument sur le marché de l'assurance, avec une nouvelle marque, «Sure», présentée comme une offre «on/off»: facile à souscrire, à modifier et à résilier. Six semaines après cette annonce, il est temps d'analyser les avantages et les inconvénients de ces assurances voyage, portant sur la responsabilité civile ou encore la garantie de loyer. Pour toutes ces offres, Swisscom collabore avec des spécialistes de ces domaines.

Quid des délais?

De manière générale, la Fédération romande des consommateurs (FRC) se montre réservée, «notamment parce que cette activité contribue à l'agglomération de données importantes, dont des données sensibles, en mains de l'opérateur. La manière dont ces données vont être traitées n'est à notre sens pas claire», estime Malika Pessard, juriste au sein de la FRC. Elle poursuit: «Nous nous interrogeons également sur le montant des primes, qui ne figure nulle part. Pour les clients Swisscom, l'assurance «Sure» est-elle plus avantageuse que les produits directement proposés par les compagnies partenaires?»

Réponse de Swisscom: «Le produit «Loisirs» a été spécialement développé pour Swisscom et ne peut pas être acheté sous cette forme directement auprès d'Europäische Reiseversicherung (l'assureur partenaire de l'opérateur dans ce domaine, ndlr). Aucune comparaison de prix n'est dès lors possible. S'agissant de l'assurance ménage, le prix est le même que celui pratiqué par Zurich dans sa boutique en ligne», répond Christian Neuhaus, porte-parole de Swisscom.

10,98
C'est, en millions, le nombre total de raccordements (contrats) de Swisscom en Suisse.

30
Les frais de rappel en cas de primes impayées aux assurances Sure sont de 30 francs.

Autre point, la FRC s'interroge sur les délais de résiliation. «Les avantages principaux, d'ailleurs au cœur de la communication de Swisscom, sont avant tout la «liberté» (résiliation mensuelle possible, contre la résiliation annuelle légale) et la «flexibilité» (modification facilitée de la couverture d'un produit d'assurance). Or, d'après ce que nous comprenons des conditions générales, la possibilité de résilier mensuellement le contrat n'est valable que la première année d'assurance car le contrat est ensuite renouvelé automatiquement d'année en année, pour un an», soulève Malika Pessard.

Sur ce point, Swisscom affirme que la lecture de la FRC est erronée. «Le preneur d'assurance dispose à tout moment d'un droit de résiliation pour la fin de chaque mois (avec un délai de préavis de quatorze jours). Le client est donc en principe libre de résilier le contrat après un mois déjà. Inhabituelle sur le marché, cette flexibilité des délais de résiliation et des durées contractuelles sert en outre les intérêts de la clientèle», assure Christian Neuhaus. Reste qu'à la décharge de la FRC, et des clients potentiels de Swisscom, ces conditions générales sont bien obscures sur ce point.

La question du prix

Concernant les assurances habitation et RC, la FRC note qu'une fois le contrat d'assurance conclu par l'intermédiaire de Swisscom, l'opérateur s'occupe a priori des questions de facturation, la gestion des sinistres semble quant à elle rester en mains de la compagnie. «Cela implique une démultiplication des interlocuteurs en fonction du problème à traiter (facturation des primes ou cas d'assurance). De plus, Swisscom prévoit des frais de 30 francs par rappel, en cas de retard dans le paiement de la prime. C'est énorme», estime Malika Pessard.

En face, l'opérateur relativise. «Il s'agit en l'occurrence des frais de rappel des dispositions de Swisscom en tant qu'entreprise de télécommunication et non de Swisscom «Sure». En ce qui concerne les assurances, des frais de rappel de plus de 20 francs sont courants sur le marché», répond Christian Neuhaus.

Côté prix, que valent les offres de Swisscom? «J'ai saisi mes données et fait calculer la prime que je devrais payer pour l'assurance ménage et l'assurance responsabilité civile. L'offre ne m'a pas fait tomber de mon siège: pour obtenir une telle assurance chez Swisscom, je devrais payer environ 100 francs de plus par an que je ne le fais pour mon assurance actuelle. Je ne suis toutefois pas surpris que Swisscom ne poursuive pas une stratégie axée sur les prix bas. Et j'avais opté pour une assurance bon marché il y a des années déjà», relevait récemment Ralf Beyeler, expert télécoms chez Moneyland.

Le spécialiste relève plusieurs points positifs. «Je trouve très bien que les assurances proposées par Swisscom puissent être résiliées à tout moment, avec un délai court de quatorze jours seulement. […] Il est toutefois paradoxal d'observer que Swisscom n'est pas aussi favorable envers les clients dans le cadre de son activité principale: en effet, chez Swisscom, les abonnements de téléphonie mobile et à internet ont en général une durée minimale de vingt-quatre mois». Ralf Beyeler apprécie par ailleurs le fait que les primes puissent être payées mensuellement.

Mais le responsable chez Moneyland souligne qu'«il est nécessaire d'avoir un abonnement Swisscom pour pouvoir souscrire cette assurance: les personnes qui doivent surveiller leurs dépenses feraient mieux d'opter pour un abonnement de téléphonie mobile auprès d'un prestataire bon marché – et payer ainsi environ un tiers du prix exigé par Swisscom.»

Des conseils

De son côté, Malika Pessard livre plusieurs conseils. «Il faut être conscient que toute la communication commerciale de l'opérateur crée des besoins qui ne sont pas forcément essentiels, aggravant le risque de surassurance. C'est pourquoi il est recommandé de faire un bilan avant de souscrire: vérifier les couvertures de vos contrats d'assurance (y compris les risques couverts en cas de réservation payée via vos cartes de crédits) et s'assurer que la couverture corresponde à vos besoins, avec comme points d'attention la franchise, l'étendue de la couverture et les exclusions.» ▬

TÉLÉPHONIE

Fortes divergences dans l'offre d'itinérance

Les différences de tarifs en itinérance entre les opérateurs de téléphonie mobile suisses restent importantes, selon une étude de Moneyland.ch publiée hier. Swisscom s'affiche comme le prestataire le moins cher.

Dans son analyse annuelle, le service comparatif en ligne Moneyland.ch a d'abord pris en compte les clients qui voyagent dans les pays de l'Union européenne quatre fois au cours d'une année. Le comparateur se base sur un volume de données total de 6 gigaoctets et 120 minutes d'appels téléphoniques. Résultat: Swisscom arrive en première position avec des coûts de 86,60 francs. Swype (87 francs) et Aldi Suisse (89,60 francs avec abonnement) suivent de près. Avec M-Budget de Migros et Wingo, une marque de Swisscom, les coûts restent inférieurs à 100 francs. Sunrise est en revanche nettement plus cher à 139,50 francs. Avec Yallo, marque de Sunrise, et Lebara, les tarifs grimpent encore, à 160 francs (avec carte prépayée) et 170 francs (avec abonnement).

Chez certains prestataires, les tarifs dépendent du pays de l'UE concerné. C'est le cas pour Salt, où les prix sont toujours assez salés: avec l'abonnement, les clients paient entre 133,50 et 367,90 francs, selon les pays. En utilisant une carte prépayée, les coûts sont également nettement plus élevés avec Salt. L'un des fournisseurs les plus chers est par ailleurs Post Mobile – une offre de Salt en collaboration avec La Poste Suisse – avec des tarifs allant de 276,70 francs à 336,70 francs selon les pays. ▬ ATS

Les Geneva Watch Days à Zurich, tout un symbole

HORLOGERIE C'est un rendez-vous lancé en 2020 comme une conjuration à la pandémie. La formule a plu. Plus de 50 maisons y participent cette année, dont trois de Swatch Group. Avec même un pré-événement dans la capitale économique du pays

STÉPHANE GACHET

«Se présenter aux Zurichois, c'est un joli symbole», pose en préambule Antoine Pin, président des Geneva Watch Days et directeur des montres Bulgari. Cette escapade en dehors de la Cité de Calvin est aussi une grande nouveauté cette année, même si le message général demeure inchangé: «Ouverture. Approche œcuménique. L'objectif est de faire connaître notre industrie. L'idée est plus large que juste d'embarquer les francophones à Zurich. Il s'agit de ne pas rester enfermés sur un site.» Une trentaine de marques parmi les 54 participantes aux Geneva Watch Days 2024 ont ainsi décidé de mouiller sur les rives de la Limmat pour y rencontrer, ce soir, les médias et les collectionneurs locaux, le temps d'une conférence de presse et d'un dîner, sur invitation uniquement. L'événement public proprement dit se tiendra à Genève, du 29 août au 2 septembre.



«Il n'y a pas besoin de se prendre trop au sérieux dans la manière de se présenter»
ANTOINE PIN, PRÉSIDENT DES GENEVA WATCH DAYS

Les Geneva Watch Days ne sont pas un salon professionnel, ni un forum, ni quoi que ce soit de ce genre. Plutôt un regroupement d'intérêts, comme une fédération d'artisans qui se réunissent pour exposer leurs savoir-faire. «C'est presque un rendez-vous culturel», confirme Antoine Pin. Il a spontanément vu le jour en 2020, en pleine pandémie. Les deux grands salons officiels de Bâle et Genève avaient été forcés de déclarer forfait ce printemps-là. Comme pour conjurer le covid, un noyau de marques se sont alors donné rendez-vous à Genève, dans la rade, pour quelques jours de partage. La formule était inédite. L'initiateur, Jean-Christophe Babin, dirigeant de Bulgari (LVMH), l'avait résumé en quelques adjectifs: décentralisé, autogéré, ouvert, exportable et raisonnable en termes de coûts.

Le complément aux salons professionnels

La formule a tellement plu qu'elle est restée, comme une fête païenne de fin d'été qui répondrait à la grand-messe du printemps, Watches and Wonders. L'organisation des Geneva Watch Days est collégiale, gérée par les exposants, suffisamment différente des autres rendez-vous pour que trois marques de Swatch Group s'y rallient cette année: Blancpain, Breguet et Glashütte Original. Un fait remarqué et commenté dès que cela s'est su, en début d'année, car Swatch Group, c'est connu, ne participe plus à aucune rencontre groupée depuis son retrait de Baselworld en 2019.

L'avant-première des bords de la Limmat illustre la souplesse de l'organisation, comme le souligne Antoine Pin: «Nous faisons tout de manière progressive. Nous ne sommes pas associés à un groupe, ni à une marque, ni à une ville.» Le «Geneva» qui figure en tête de l'intitulé n'est en cela qu'un symbole. C'est à la fois l'un des berceaux historiques de l'horlogerie et un clin d'œil aux autorités du canton, qui ont soutenu les organisateurs dès la première édition. «Mener ce «Geneva» à Zurich, c'est ça l'esprit: Faire tomber les barrières, remettre l'horlogerie là où elle doit être.» C'est-à-dire un plaisir, une célébration. Le président précise qu'il ne s'agit pas de prendre la chose à la légère, mais qu'il ne s'agit pas non plus d'exagérer dans le sens inverse: «L'horlogerie est une affaire sérieuse, mais il n'y a pas besoin de se prendre trop au sérieux dans la manière de se présenter.»

Le rayonnement de la culture horlogère

Le public, à l'évidence, en redemande. Les marques participant au pré-événement ont activé leurs réseaux chacune de leur côté, et quelques jours avant aujourd'hui, plus de 500 personnes s'étaient déjà inscrites. La preuve, explique Antoine Pin, que «lorsque l'on fait appel à l'intelligence collective, on ne se trompe pas trop souvent».

La transparence est aussi incluse dans le programme. Ainsi, le budget des prochains Geneva Watch Days est de 1,3 million de francs, assuré par des forfaits répartis en cinq paliers entre 10 000 et 50 000 francs, selon l'envergure de la marque. Ce budget couvre la communication et la structure physique de l'événement, dont un chapiteau et un «cube» qui seront montés sur les quais, devant l'hôtel Le Richemond. Pour ce qui est de la présentation des montres, tout est du ressort des exposants. Encore un signe d'ouverture: les exposants eux-mêmes ne sont pas exclusivement helvétiques. Raketa, dernière manufacture de Russie, par exemple, sera de la partie. Précision: l'entrée est gratuite, ouverte au public.

Le passage à Zurich donnera peut-être une nouvelle impulsion aux éditions à venir, avec, pourquoi pas, la reproduction de l'événement dans quelques lieux choisis. «Notre terrain de jeu, ce n'est pas la Suisse, c'est le monde, rappelle Antoine Pin. Mais par la nature même d'un tel événement, autogéré et autofinancé, il n'est pas possible de se déployer vite. On avance donc par petits pas et on valide au fur et à mesure.» Maintenant que le Röstigraben est franchi, la prochaine étape pourrait être encore plus symbolique, comme la tenue des Geneva Watch Days à Bâle. ▬

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITE

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'emission ou cours de clôture (valeurs du lundi, 03.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds en obligations

B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1a	98.85	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1a	98.85	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD 3/1a	98.83	-

Fonds en actions

Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a	106.12	9.3

Fonds immobiliers

Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	149.50	8.3

SYNCHRONY Funds

Fonds en obligations

Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	92.63	-0.7
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1e	97.20	-1.5
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	103.87	-1.1
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3e	91.91	-2.4

Fonds en actions

Synchrony (LU) High Div US Stocks A	USD 1/1e	148.21	5.8
Synchrony (LU) HighDivEuroP.St. A	EUR 1/1e	125.01	7.9
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD 1/1e	123.02	9.5
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	153.59	7.2
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1e	148.19	1.8
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1e	129.66	3.3
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1e	215.13	7.1
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e	136.09	8.2
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3f	100.87	7.2
Synchrony High Div.Sw.Stcks A	CHF 1/1e	132.62	6.1
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD 4/3f	101.52	3.0
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e	138.07	4.0
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1e	105.22	8.6
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1e	109.12	8.8
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1e	105.27	-
Synchrony US Equity A	USD 4/3e	194.63	10.2

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1f	143.08	5.8
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1f	144.91	3.4
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1f	96.86	2.5
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1f	131.00	8.8
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1f	96.57	0.9
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1f	152.00	13.4
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1e	138.72	3.1
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1e	174.07	4.8
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1f	121.71	2.7
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1f	127.67	4.5
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1f	116.79	4.6
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1f	129.79	7.0

BBGI GROUP Global Investments

Autres fonds

BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	156.40	8.6
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF	CHF 1/1e	119.00	20.0
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF Hdg.	CHF 1/1e	84.30	10.2
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR	EUR 1/1e	155.40	13.8
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR Hdg.	EUR 1/1e	94.20	11.4
BBGI - Swiss Phys. Gold CI USD	USD 1/1e	125.50	11.8
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1e	111.70	11.0
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/1e	192.90	7.0
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/1e	78.20	-7.1

BCV

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1f	100.86	5.7
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.02	3.1
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	98.19	8.8
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1f	89.61	0.2
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/1f	138.89	12.3
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/1f	110.20	8.6
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/1f	162.33	5.7
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/1f	97.94	4.6
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/1f	83.70	-0.4
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/1f	112.13	3.0
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/1f	103.20	2.0

Berninvest

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF 5/5	131.50	-0.4
Immo Helvetic	CHF 5/5	205.00	1.0

BLACKROCK

Fonds en obligations

BGF FI Glb Ops D2 USD	USD 1/1e	16.54	0.4
BGF Glb Corp Bond D2 USD	USD 1/1e	15.64	-0.4

Fonds en actions

BGF Syst Glb Eq HI D2 USD	USD 1/1e	23.01	8.6
Glb Uncon Eq D Acc USD	USD 3/3e	176.32	7.0

bordier 1844

Fonds en obligations

BO Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD 4/4e	112.62	4.4
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR 4/4e	103.00	0.4
BO Fd IV-Bordier Glb Fix Inc USD	USD 4/4e	113.03	1.4

Fonds en actions

BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur EUR	EUR 4/4e	156.36	3.8
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur I EUR	EUR 1/1e	145.92	4.1
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4e	187.97	3.6
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR 4/4e	124.71	10.7
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR 1/1e	131.42	11.0
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4e	2294.47	11.5
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4e	222.43	11.1

BRUNO WALTER FINANCE SA

Fonds en actions

Allround Quadinvest Fund ESG B	EUR 2/1e	217.59	2.7
Allround Quadinvest Fund ESG C	EUR 2/1e	162.90	2.8
Allround Quadinvest Fund ESG D	EUR 2/1e	231.85	2.8
Allround Quadinvest Fund ESG Da	EUR 2/1e	98.10	2.8
Allround Quadinvest Growth B	USD 2/1e	290.77	6.1
Allround Quadinvest Growth C	USD 2/1e	299.59	5.9
Allround Quadinvest Growth D	USD 2/1e	305.50	6.3
Allround Quadinvest Growth Da	USD 2/2e	256.36	6.3
Allround Quadinvest Growth OE	USD 2/1e	284.77	5.9

bwm VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse: LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	619.50	21.3
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	189.39	18.2

caceis INVESTOR SERVICES

Fonds en actions

Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	124.40	14.5
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1e	98.33	15.5
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	132.72	9.6

carne

Fonds en actions

Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	244.71	29.1
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1e	242.44	22.4
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD 2/1e	292.95	25.4

CITÉ GESTION PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs

WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1f	1100.61	3.8
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1f	1029.85	2.7
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1f	1244.20	4.3

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1e	960.99	0.5
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1e	1049.22	1.5
CS Money Market Fund USD B	USD 2/1e	1162.89	2.0

Fonds en obligations

CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	108.11	-0.4
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1e	113.15	2.0
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	111.58	0.4
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	127.83	0.6
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1e	156.61	1.3
CS (Lux) EM Corp IG Bd FD B	USD 2/2e	141.52	0.5
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2e	136.60	2.8
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	494.75	-0.4
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD 2/1e	174.94	3.3
CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 1/1e	158.52	4.5

Fonds en actions

CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	41.48	9.9
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	447.00	7.3
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	15.00	9.5
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	23.15	9.5
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1e	551.02	8.4
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD 2/2e	577.94	-9.4
CS (Lux) EU Qu Div EQ B	EUR 2/1e	22.99	5.5
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1e	4297.68	9.7
CS (Lux) GL Qua Div EQ B	USD 2/1e	25.55	8.1
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1e	15.60	8.4
CS (Lux) Infrastruct Eg Fd B	USD 2/2e	213.58	2.0
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1e	2892.79	-1.6
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD 2/1e	45.16	-0.5
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1e	1455.19	6.3

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	115.40	4.9
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	131.55	7.3
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	99.79	1.6
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	104.42	1.6
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1e	108.61	3.8
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1e	125.58	4.9
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	116.94	7.6
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1e	199.12	3.3
CS (Lux) Portfolio Fund Bal CHF UB	CHF 2/1f	119.67	6.3
CS (Lux) Portfolio Fund Bal USD UB	USD 2/1f	141.82	3.0
CS (Lux) Portfolio Fund Yld CHF UB	CHF 2/1f	106.44	3.5
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	122.21	5.1
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1e	139.45	7.4
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	107.26	2.7

Fonds immobiliers

CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	101.00	6.8
CS REF Green Property	CHF 5/5e	115.50	-4.6
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	72.80	2.2
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	172.50	5.8
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	141.50	-1.4
CS REF Siat	CHF 5/5e	217.00	2.4

Investissements alternatifs

CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	159.24	-2.5
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	118.71	3.1

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	18.44	0.8
CS (Lux) Com Idx Pl USD Fd B	USD 2/1e	71.48	6.0
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD 2/1e	75.69	6.9
CSIP (Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	260.75	9.5

CRONOS FINANCE

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 5/5	111.00	-5.5

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions

Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD 2/1a	191.29	-1.6
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD 4/4a	79.06	-1.4
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e	203.20	6.6
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e	223.83	7.8
ENETIA Energy Infras. Fund IB EUR	EUR 2/1e	17644.42	4.1
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/1e	142.98	0.7
White Fleet IV-Ene Enr In S EUR(unhe)	EUR 1/1e	11755.46	5.5
White Fleet IV-Ri. St. B (USD)	USD 1/1e	45.16	-6.8
White Fleet IV-Sec. Trds S (USD)	USD 1/1e	194.94	8.7

Fonds d'allocation d'actifs

Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e	122.97	4.9

Autres fonds

Physical Gold B3	USD 1/1e	128.40	13.6

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers

ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	149.00	9.2

ethos

Fonds en actions

Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1e	491.00	6.0

GENERALI INVESTMENTS

Fonds en obligations

GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1e	104.66	-0.3
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1e	101.75	-1.0
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1e	555.36	0.4

Fonds en actions

GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1e	404.98	9.3

Fonds d'allocation d'actifs

GENERALI Anlagefonds	CHF 2/1e	134.30	2.5
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/1e	91.77	12.2
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/1e	96.51	6.3
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1e	109.82	4.1
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/1e	147.68	0.1
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/1e	92.02	0.0
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/1e	92.31	-0.0
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/1e	93.14	-0.4
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/1e	89.01	-0.4
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/1e	93.19	-0.4
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/1e	95.27	-0.5
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/1e	98.38	-1.0
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/1e	110.00	0.7
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/1e	121.68	2.2
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/1e	135.54	3.7

FIR FONDS IMMOBILIER ROMAND

Fonds immobiliers

FIR	CHF 2/2	221.00	4.2

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations

EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1e	98.30	0.6

Fonds en actions

EG European Equities (EUR)	EUR 2/1e	408.50	6.4
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/1e	231.30	2.2
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1e	67.40	7.5
Gutzwiller ONE	USD 2/1e	598.50	10.7

Investissements alternatifs

Gutzwiller TWO (USD)	USD 2/1bf	173.20	-0.4

helvetia Asset Management AG

Fonds immobiliers

Helvetia (CH) Swiss Property Fund	CHF 1/1	107.00	4.9

IAM Independent Asset Management

Fonds en actions

IAM European Equity CHF - A	CHF 2/1e	1352.39	11.4
IAM Global Equity CHF - A	CHF 2/1e	2060.41	11.4
IAM Immo Securities CHF - A	CHF 2/1e	1202.56	0.7
IAM Swiss Equity CHF - A	CHF 2/1e	3238.29	6.1

IMMOFONDS asset management

Fonds immobiliers

IMMOFONDS	CHF 2/2	540.00	-1.5

LA FONCIÈRE

Fonds immobiliers

La Foncière	CHF 4/4	132.00	-0.4

Lienhardt & Partner PRIVATBANK ZÜRICH

Fonds d'allocation d'actifs

Lienhardt & Partner Core Strat Fd A-CHF	CHF 2/1e	84.11	5.5

MIRABAUD Asset Management

À la recherche d'une gestion active de conviction? Tous les détails de nos solutions d'investissements à disposition ici www.mirabaud-am.com

Fonds en obligations

Mir. - Gl Strat Bd I USD	USD 4/4e	125.15	1.5

PATRIMONIUM Your Partner in Private Markets

Fonds immobiliers

PSREF - A	CHF 2/1	169.00	2.1

procimmo BUILDING INVESTMENTS

Fonds immobiliers

Procimmo Real Estate SICAV	CHF 2/2	149.00	2.8
Procimmo Residential Lemanic Fund	CHF 5/5	139.00	7.3
Streetbox Real Estate Fund	CHF 5/5	490.00	9.6

PvB

Fonds en actions

Nerrick Swiss Equity Fd CHF - A	CHF 4/4e	144.94	6.9

REALSTONE

Fonds immobiliers

RSF	CHF 5/5	124.00	0.0
Solvalor 61	CHF 1/1	283.00	-1.7

UBP

Fonds en obligations

UBAM - Dynamic Euro Bond AC	EUR 1/1e	263.81	2.5
UBAM - Dynamic US Dollar Bond AC	USD 1/1e	254.10	3.3
UBAM - Global High Yield Solution AC	USD 4/1e	225.58	3.8
UBAM - Med.Term US Corp.Bnd AC	USD 1/1e	208.42	1.1

Fonds en actions

UBAM - 30 Global Leaders Equity AHC	USD 1/1e	277.02	3.6
UBAM - Angel Jap Small Cap Eq APC	JPY 1/1e	19313.00	-3.6
UBAM - Dr. Ehrhardt German Equity AC	EUR 1/1e	2414.10	7.1
UBAM - Swiss Equity AC	CHF 1/1e	436.83	11.0

Vontobel

Fonds en obligations

Emerging Mark. Corp. Bd B	USD 4/4e	103.08	3.5
Emerging Markets Debt B	USD 2/1e	133.10	5.7
Euro Corporate Bond B	EUR 2/1e	171.27	0.1
Global Corporate Bond A	USD 4/4e	99.89	-0.3
Sust Bd CHF Concept A	CHF 1/1e	92.70	-0.2
Sust Em Mkts Loc Ccy Bd B	USD 2/1e	96.67	-2.7
Sustainable Global Bond HI (hedged)	CHF 4/4e	90.03	-2.4
TwentyFour Str Inc Fund H (hedged)	CHF 4/4e	91.74	1.6
TwentyFour Sus S-T Bd Inc H (hedged)	CHF 4/4e	94.92	0.0

Fonds en actions

Global Env Change B	EUR 2/1e	573.21	10.6
Global Equity B	USD 2/1e	420.50	3.4
mtx Sust.Asian Leaders(Ex-Jap) B	USD 2/1e	371.95	4.6
mtx Sust.Emer.Mkts Leaders B	USD 2/1e	143.06	4.0
Sustainable Swiss Dividend A	CHF 4/1e	674.90	9.7
Sustainable Swiss Equity A	CHF 4/1e	280.57	7.6
Sustainable Swiss Equity Income Plus A	CHF 4/1e	103.11	-
Sustainable Swiss M&S C A	CHF 4/1e	1277.95	5.2
Swiss Eq Mlti Factor A	CHF 2/1e	181.00	6.8
US Equity B	USD 2/1e	2279.33	4.2

Explication Indices

Conditions d'émission et de rachat de parts:

Le premier chiffre se réfère aux conditions appliquées lors de l'émission de parts:

1. Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur du fonds (l'émission a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission d'émission en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors du placement de nouvelles res-sources entrées)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors de l'émission de parts

Le second chiffre en italique se réfère aux conditions appliquées lors du rachat de parts:

1. Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds (le rachat a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission de rachat en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors de la vente de placements)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors du rachat de parts

Particularités:

a) évaluation hebdomadaire
b) évaluation mensuelle
c) évaluation trimestrielle
d) pas d'émission ni de rachat régulier de parts
e) valeur du jour précédent
f) évaluation antérieure
g) émission des parts suspendue temporairement
h) émission et rachat de parts suspendus temporairement
i) prix indicatif
l) en liquidation
x) après distribution de revenu et/ou gain de cours

Les informations fournies sont sans garantie
NAV / Issue Price commissions non comprises

Ultime coup d'éclat pour Luciano Benetton

PRÊT-À-PORTER L'homme d'affaires italien, 89 ans, a annoncé récemment quitter le groupe qu'il a lui-même fondé avec ses frères et sa sœur. Sur toutes les lèvres dans les années 1980 et 1990, l'enseigne de mode ne représente aujourd'hui plus qu'une toute petite partie des activités de l'empire familial

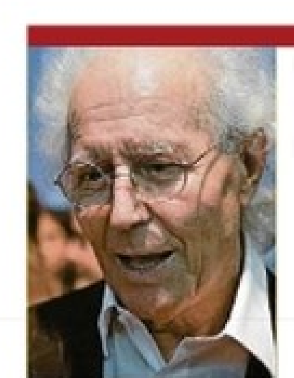
LORÈNE MESOT
X @Lorene_Mesot

C'est l'histoire de quatre orphelins italiens qui, en 1955 après la mort de leur père, montent un petit business de pulls en laine, disponibles en 36 couleurs. La sœur confectionne les habits, tandis que l'aîné, 14 ans, les vend en porte-à-porte dans les rues de Ponzano Veneto, près de Venise, après avoir renoncé à sa bicyclette pour payer une machine à coudre. Ils s'appellent Giuliana et Luciano Benetton et viennent de créer ce qui deviendra l'une des enseignes de mode les plus célèbres du monde. Dix ans plus tard, les chandails «Très Jolie» deviennent «Benetton», du nom de Luciano, Gilberto, Giuliana et Carlo qui ouvrent cette année-là, en 1965, leur toute première usine.

Six décennies plus tard, le 28 mai 2024, Luciano Benetton a réuni une dernière fois son conseil d'administration à la Villa Minelli, le siège de l'entreprise près de Trévise. L'homme – 90 ans l'année prochaine – se retire. Il a annoncé son départ fin mai dans le quotidien italien *Corriere della Serra* de la manière la plus théâtrale qui soit. «C'était le départ bruyant d'un self-made-man légendaire», commentait hier la *NZZ*.

Trahison à la Villa Minelli

«J'ai fait confiance et j'ai eu tort. J'ai été trahi au sens propre du terme», déclare le vieux monsieur aux cheveux blancs dans le quotidien italien, expliquant avoir pris cette décision à la suite de la découverte d'«un trou de 100 millions d'euros» dans les finances (le groupe souffre d'une perte nette de 230 millions d'euros en 2023 pour 1,09 milliard de chiffre d'affaires). Exit le directeur général de Benetton, Massimo Renon. Le 18 juin prochain, Claudio Sforza, ancien patron de la société de jeux Gamenet et directeur financier de la Poste italienne, devrait être officiellement nommé à la place.


LUCIANO BENETTON
COFONDATEUR DE BENETTON

Luciano Benetton avait repris les rênes du conseil d'administration en 2018, endossant la lourde tâche de redresser la barre. En l'espace de cinquante-neuf ans, le navire amiral Benetton a en effet connu fortune, gloire et succès, mais aussi scandales et perte de vitesse.

Durant les quarante premières années d'existence de Benetton, la croissance du groupe a affolé les statistiques: 500 millions d'euros de chiffre d'affaires en 1986, plus d'un milliard en 1990, 2,5 milliards en 2005. Pour le média The Conversation, ce succès fulgurant repose alors sur son mode d'organisation, qui consiste à externaliser: «Benetton a déployé à son échelle, vingt ou trente ans avant Amazon, AliExpress ou Temu, ce qui s'apparenterait aujourd'hui à une stratégie de plateforme».

> **«Il est probable que l'activité textile ne lui survivra pas au sein du groupe»**
> EXTRAIT DE L'ARTICLE DE THE CONVERSATION

Dans les années 1990 en effet, la production repose «sur un maillage de 450 sous-traitants, dont 200 pour les seuls pulls», explique le média. La majorité d'entre eux ne comptent que quelques dizaines de salariés, mais représentent, ensemble, une force de frappe de 25 000 travailleurs – alors qu'ils ne sont qu'un millier dans les usines Benetton qui ont «seulement» pour rôle de centraliser les processus et de se concentrer sur des «étapes clé de la production».

Dès les années 1980, la marque est sur toutes les lèvres grâce à ses campagnes publicitaires estampillées «United Colors of Benetton» et orchestrées par le photographe Oliviero Toscani. Homosexualité, sida, racisme, religion: tout y passe.

«Le résultat a été l'indignation, la censure et les appels au boycott. Mais la provocation par des motifs choquants a fonctionné», remarquait hier la *NZZ*. The Conversation y voit, lui, une autre «forme de sous-traitance (mais gratuite)» à travers la presse.

La fin d'une ère

C'est au début des années 2000 que Benetton signale une baisse de ses ventes pour la première fois. Malmenée par la concurrence – Inditex, H&M, Uniqlo et Primark –, l'entreprise rompt avec ses sous-traitants pour se concentrer sur ses usines et développe ses propres boutiques, alors que sa gamme de prêt-à-porter était jusqu'alors distribuée par des commerçants indépendants. Sans jamais renouer avec le succès d'antan.

Ses concurrents «contrôlent de plus près la distribution et analysent mieux les goûts des consommateurs. Ils ont accéléré le renouvellement des collections en magasin. Benetton est plus lent sur ce terrain», analyse Andrea Colli, professeur d'histoire économique à l'Université Bocconi de Milan sur les ondes de Radio France. Sur le terrain de la publicité également, Benetton perd désormais la partie contre Zara, estime Andrea Colli.

L'image du groupe a par ailleurs souffert de l'implication de Benetton dans plusieurs scandales majeurs parmi lesquels l'effondrement du Rana Plaza à Dacca au Bangladesh en 2013 (plus de 1100 morts) et celui du pont Morandi à Gênes le 14 août 2018 (43 morts), rappelle *L'Echo*. Car la famille Benetton est l'actionnaire majoritaire d'Atlantia (rebaptisée depuis Mundys), le gestionnaire du pont Morandi.

Dès les années 1990 en effet, elle est partie à la conquête de nouveaux territoires via sa holding Edizione et est aujourd'hui active dans les transports, les télécommunications, la restauration, l'immobilier et même l'agriculture.

En 2023, l'activité vêtement ne représentait plus que 2% des actifs nets du groupe, précise encore The Conversation qui conclut «souhaitons longue vie à Luciano, mais les intérêts de la famille sont désormais ailleurs, et il est probable que l'activité textile ne lui survivra pas au sein du groupe». ▬


NICOLAS JUTZET
DIRECTEUR ADJOINT DE L'INSTITUT LIBERAL

L'Atelier de la liberté

Devenir riche en vendant des glaçons

En septembre 1833, la rédaction du *Calcutta Courier* est en effervescence. Ils viennent d'assister à ce qu'ils jugent être un moment historique, le premier transport de glace des Etats-Unis vers l'Inde: «Les noms de ceux qui ont mené à bien cette aventure méritent de passer à la postérité avec d'autres bienfaiteurs de l'humanité, comme le premier importateur de la pomme de terre en Europe.» L'homme dont il est question est un certain Frederic Tudor, entrepreneur de Boston, qui deviendra le «roi de la glace».

Tout débute le 1er août 1805. Tudor a 21 ans et une idée en tête. Il décide de se lancer dans une activité qui est alors inexistante: le transport de glace des Etats-Unis vers les Antilles. Il prévoit de faire un premier voyage au cours de l'hiver suivant. Transporter de la glace dans un pays chaud? Le projet paraît loufoque. La réaction de ses contemporains est pire que la vôtre à la lecture de ces lignes. Il faut se remettre dans le contexte. Quand Tudor annonce à son entourage vouloir découper des blocs de glace dans des lacs en hiver puis vendre cette eau glacée en Martinique l'été suivant, son utilité pour la conservation des aliments n'était pas encore prouvée et seule une élite avait accès à des boissons fraîches et des glaces. Le potentiel commercial et la faisabilité technique de son projet soulèvent un violent scepticisme. Pourtant Tudor est sûr de son coup. Le produit que les autres habitants de la région considèrent comme étant sans valeur va le rendre riche. Au début, il craint même de se faire piquer son idée. Or, ce n'est pas la concurrence qu'il va devoir affronter, mais plutôt les sarcasmes. Aucun navire ne souhaite embarquer sa glace. Loin de se laisser abattre, il s'achète un bateau, le Favorite.

A bord du navire, on tente d'isoler la glace avec un peu de foin. Malgré cela, elle fond. Ce qui oblige l'équipage à constamment dégager cette eau de la cale. Vingt et un jours après son départ de Boston, le Favorite arrive en Martinique. Une partie de sa cargaison a survécu. Tudor vient de prouver qu'il était possible de transporter de l'eau glacée à des centaines de kilomètres. Seul problème, sur place, Tudor n'a aucun moyen de stocker les blocs de glace. S'ensuivront d'autres voyages et une amélioration continue des techniques d'isolation. Tudor atteint une première fois la rentabilité en 1810. Loin d'être linéaire, son parcours d'entrepreneur le voit même finir en prison, en raison de ses dettes. Mais, chaque fois, Tudor renaît de ses cendres et donne tort à ses détracteurs. Dans les années 1830, grâce à l'amélioration des techniques de prélèvement et de stockage de la glace, l'approvisionnement régulier des Américains tout au long de l'été devient réalité. Les Européens qui se rendent à Boston sont impressionnés par l'abondance d'un bien qui est encore un grand luxe chez eux.

En théorie, la forte demande devrait rendre plus attractif le développement d'une alternative qui permette de créer facilement de la glace de façon artificielle. Pourtant, jusqu'au début du XXe siècle, les inventeurs qui disent pouvoir fabriquer de la glace moins chère et de meilleure qualité que la naturelle n'ont presque aucune part de marché. La raison est simple: la glace naturelle est si abondante et les techniques de découpe, de stockage et d'expédition devenues si efficaces qu'elle permet de faire face à la demande.

C'est finalement la crainte des insalubrités présentent dans les lacs et rivières qui va accélérer la transition vers la production de glace artificielle. Avec ce basculement, Frederic Tudor disparaît des radars. Avoir démocratisé la réfrigération, nécessaire à la fois pour la conservation des aliments, pour le confort et bien d'autres choses, n'était visiblement pas suffisant.

Aujourd'hui, pour une centaine de francs, vous pouvez vous procurer une machine qui vous fournira des glaçons à volonté. Alors cet été, ayez une pensée pour Tudor. Car sans son obsession, votre boisson serait peut-être encore chaude. ▬

BOURSE 03.06.2024

↑ SMI 12007.04 0.05% ↓ SPI 15982.52 -0.06% ↓ SLI 1950.03 -0.25% ↓ SMIM 2607.419 -0.66% ↑ VSMI 12.0176 3.47%

SMI

Titre 03.06.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines Bas	Haut
ABB NA	0.87	1.75	49.79	0.79	29.13	50.14
Alcon N	0.24	0.30	80.00	-0.42	61.28	83.34
Geberit NA	12.70	2.30	552.20	0.33	409.00	571.20
Givaudan	68.00	1.61	4214.00	-0.54	2724.00	4300.00
Holcim N	2.80	2.54	78.62	-0.20	54.34	81.98
Kühne+Nagel	10.00	3.91	255.70	0.08	234.50	301.90
Logitech NA	1.06	1.21	87.38	-2.26	48.28	90.54
Lonza Gr.	4.00	0.83	484.80	-0.33	308.60	599.40
Nestlé NA	3.00	3.11	96.46	0.94	89.52	109.54
Novartis	3.30	3.56	92.73	-0.47	79.21	94.52
Partners Gr.	39.00	3.24	1202.00	-0.33	786.80	1325.50
Richemont	3.50	1.91	143.65	-0.28	102.95	154.00
Roche Hld.GS	9.60	4.14	232.10	0.48	212.90	293.05
Sika N	3.30	1.22	270.90	-0.73	206.90	287.60
Sonova	4.60	1.52	283.00	-0.63	205.80	300.60
Swiss Life	33.00	5.27	625.60	-0.35	509.60	666.60
Swiss Re NA	6.22	5.47	113.55	-1.00	83.10	117.20
Swisscom	22.00	4.40	500.00	0.36	486.80	569.60
UBS Group N	0.64	2.25	28.46	-0.11	17.26	28.78
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.49	474.00	0.06	401.70	492.90

↑ GAGNANTS — Cours du SPI du 03.06.2024 — PERDANTS ↓

Gagnants			Perdants		
Arundel NA	0.20	+43.66%	GAM NA	0.25	-9.35%
Molecular Partn.	3.66	+7.65%	Comp. Fin.Tr.	132.50	-7.99%
Gurit Hold.	62.90	+5.36%	Meyer Burger	0.01	-6.86%
Meier Tobl.	34.45	+4.24%	Bell Food	270.00	-5.10%
Newron Pharma	10.40	+4.00%	Zehnder Gr.	57.90	-4.77%

INDICES BOURSIERS

(Nikkei-Index=©Nihon Keizai Shimbun)

S&P UK (UK) 1674.55 -0.19%
DAX (DE) 18608.16 0.60%
SMI (CH) 12007.04 0.05%
RTS (RU) 1111.55 -1.26%
S&P TSX (CA) 22042.33 -1.02%
HANG SENG (HK) 18402.16 1.73%
DOW JONES (US) 38274.09 -1.07%
CAC 40 (FR) 7998.02 0.06%
NIKKEI (JP) 38923.03 1.13%
NASDAQ 16689.51 -0.27%
BOVESPA (BR) 122083.87 0.03%
S&P SOUTH AFRICA (ZAR) 3601.60 0.77%
STRAITS TIMES (SG) 3348.87 0.53%

AEX (NL)	905.10	0.16%	OMX (SE)	991.74	0.09%
All Ordinaries (AU)	8024.10	0.67%	OMXC 20 (DK)	2758.93	-0.37%
ATX (AT)	3700.62	0.33%	S&P 500 (US)	5244.25	-0.63%
Euro Stoxx 50 (CH)	5003.54	0.40%	SET Index (TH)	1345.66*	-0.43%
IBEX 35 (ES)	11397.20	0.66%	SSE 180 (CH)	7872.34	0.09%
Kospi (KR)	2682.52	1.74%	Stoxx Europe 600 (CH)	519.85	0.32%
Nasdaq 100 (US)	18440.21	-0.52%	Stoxx Singap. 20 (CH)	1923.89	0.47%
OBX (NO)	1352.23	0.24%	Taiwan Weighted (TW)	21536.76	1.71%

CHANGES

↓ $/CHF 0.8956 -0.84%

0,95 0,90 0,85 0,80
J A S O N D J F M A M J

↓ €/CHF 0.975 -0.58%

1,04 1,00 0,96 0,92
J A S O N D J F M A M J

La Banque 03.06.	Devises achète	Devises vend	Billets achète	Billets vend	avec 100 fr. on achète
1 Euro	0.9774	0.9776	0.95	1.01	98.91
1 Dollar US	0.9023	0.9024	0.87	0.94	106.10
1 Dollar canadien	0.6603	0.6605	0.63	0.70	142.35
1 Dollar australien	0.5990	0.5992	0.56	0.64	156.25
100 Dollar hongkong	11.5364	11.5381	10.90	12.70	787.40
100 Yens	0.5745	0.5746	0.53	0.62	16194.33
1 Livre sterling	1.1461	1.1466	1.07	1.22	81.80
100 Couronnes suédoises	8.5729	8.5751	7.90	9.45	1058.20
100 Couronnes norvég.	8.5762	8.5784	7.90	9.50	1052.63
100 Couronnes danoises	13.1061	13.1094	12.10	13.85	722.02

1 Bitcoin USD 69046.95 (03.06.) 67785.81 (02.06.)

Monnaies 03.06.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1.1166	1.0257	0.8734	174.3016	1.5231	99.7304
Dollar US	0.8956	-	0.9186	0.7822	156.0850	1.3643	89.3205
Euro	0.9748	1.0886	-	0.8515	169.9337	1.4850	97.2361
Livre sterling	1.1448	1.2784	1.1743	-	199.5558	1.7440	114.1927
Yen	0.5736	0.0064	0.0059	0.0050	-	0.0087	0.5721
Dollar canad.	0.6563	0.7329	0.6732	0.5733	114.4106	-	65.4732
Rouble	0.0100	89.3205	0.0103	0.0088	1.7475	0.0153	-

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Titre	Cours 03.06. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	Bas
Accelleron	36.04	-0.99	37.8	20.7
Addex Therap.	0.069	-3.63	0.26	0.04
Adecco Gr. NA	34.54	1.17	42.2	27.8
Adval Tech	95.00	-2.06	128	85.0
Aevis Vict. NA	15.70	-1.26	19.1	13.8
Airesis S.A	0.48	±0.00	0.77	0.41
Allreal NA	153.40	0.26	162	140
Also Holding	262.00	±0.00	274	175
Aluflexpack	14.90	-0.67	17.5	7.42
ams-OSRAM	1.47	2.19	4.34	0.92
APG SGA NA	206.00	-1.44	226	165
Arbonia NA	12.62	-0.63	13.5	7.10
Arundel NA	0.20	43.66	0.30	0.10
Aryzta NA	1.78	-1.61	1.83	1.34
Ascom NA	8.14	0.37	12.5	7.00
Asmallworld	1.60	1.91	2.08	1.26
Autoneum H. NA	147.60	0.68	167	98.8
Avolta	37.42	2.35	45.3	29.0
Bachem H. NA	77.95	-3.59	93.3	54.0
Bâloise NA	154.20	-1.09	157	126
Barry Callebaut	1548.00	-1.15	1812	1215
Baselland. KB	850.00	0.24	902	830
Basilea Pharm.	43.65	-0.11	49.0	32.0
Basler KB PS	64.20	-0.31	69.6	60.8
BB Biotech	40.60	1.63	49.8	35.4
Belimo	414.40	-1.19	479	369
Bell Food	270.00	-5.10	285	244
Bellevue Gr.	18.20	±0.00	30.2	17.7
Bergb.Engelb.	41.00	-1.68	46.5	39.9
Berner KB	237.00	-0.42	253	230
BKW	142.10	0.07	168	122
Bossard	217.00	-1.14	230	173
Bq. Cant. de G.	291.00	-0.34	317	198
Bq. Cant. de J.	60.50	-2.42	66.5	49.2
Bq. Cant. Vaud.	94.40	-0.68	113	91.9
Bucher Ind.	367.50	-1.21	414	314
Bündner KB	1790.00	±0.00	1815	1610
Burckhardt	605.00	0.33	645	436
Burkhalter	92.40	-0.11	101	83.0
BVZ	990.00	0.51	1080	810
Bystronic	438.50	-0.90	660	396
Calida Holding	31.65	0.80	40.3	25.0
Carlo Gavazzi	320.00	0.63	391	294
Cembra Money	71.65	-1.98	76.8	60.0
CI Com	1.25	±0.00	2.84	0.90
Cicor Technol.	50.40	-0.40	53.4	41.7
Clariant	14.05	-2.43	15.3	10.8
Coltene	51.60	1.57	74.1	50.0
Comet	331.50	-0.60	358	171
Comp. Fin.Tr.	132.50	-7.99	157	113
Cosmo Pharma.	72.00	1.69	76.0	33.7
CPH	90.00	-0.22	93.0	78.0
Crealogix	59.00	-	61.5	42.2
Dätwyler	189.60	2.05	230	154
DKSH Hold.	60.00	-1.96	71.6	54.0
DocMorris	67.05	-0.30	102	29.5
dormakaba	494.50	1.75	504	385
Dottikon	260.00	-0.76	270	190
Edisun Pow.	91.50	3.39	116	87.5
EFG Int.	12.24	0.82	12.8	8.80
Elma Electronic	1000.00	-	1040	980
Emmi NA	890.00	-1.11	964	820
Ems-Chemie	732.00	-1.61	781	581
Epic Suisse	71.60	-0.56	75.0	59.2
Evolva Hold.	0.90	±0.00	11.4	0.62
Feintool Int.	18.05	-2.43	23.9	16.4
Flugh. Zürich	192.30	0.21	208	166
Forbo Hold. NA	1078.00	-2.00	1386	957
Fund. Real	16.50	-0.60	17.3	15.7
Galenica NA	74.40	-0.40	78.2	65.1
GAM NA	0.25	-9.35	0.61	0.23
Georg Fischer	65.40	0.31	72.2	45.6
Glarner KB N	21.40	-0.47	26.2	21.1
Grp. Minoteries	246.00	-1.60	296	242
Gurit Hold.	62.90	5.36	99.8	55.4
Helvetia	120.80	-0.25	137	115
HIAG Immo.	72.80	-1.09	82.0	69.4
Highlight	6.00	-	15.3	4.00
Hochdorf	7.68	-0.26	29.0	1.23
Huber+Suhner	75.60	-0.92	79.2	59.9
Hypo Lenzburg	4200.00	0.48	4380	3780
Idorsia	2.65	2.16	9.75	1.29
Implenia	34.50	±0.00	48.5	25.8
Ina Invest	18.60	±0.00	19.0	16.3
Inficon	1412.00	-1.40	1476	940
Interoll	2725.00	-1.62	3150	2245
Intershop N	120.80	0.67	130	117
Investis	96.40	-0.41	102	89.6
IVF Hartmann	129.00	-3.01	144	103
Julius Bär NA	54.60	0.96	63.4	43.0
Jungfraubahn	194.80	-0.10	211	141
Kardex	252.00	1.20	262	163
Kinarus Ther.	0.004*	-	0.00	0.00
Klingelnb.	16.20	-1.82	20.1	15.0
Komax	160.80	-1.35	250	154
Kudelski	1.44	±0.00	1.99	1.11
Kuros Bios.	9.13	-1.19	9.30	1.25
Lalique Group	39.60	±0.00	39.8	29.6
Landis+Gyr	75.60	-1.31	83.3	60.5
lastminute	20.35	-0.49	30.8	18.9
Leclanché NA	0.57	-1.38	0.63	0.37
Lem	1484.00	-2.50	2350	1476
Leonteq	25.75	-1.53	45.6	22.9
Liechten. LB	68.50	-1.86	75.0	58.0
Lindt & Spr.	107000.00	-0.19	116000	95000
Lindt & Spr. PS	10460.00	-0.48	11430	9385
Luzerner KB	67.80	-1.02	77.3	67.2
MCH Group N	5.30	3.92	5.88	3.50
Medacta Gr.	122.00	-0.65	135	98.1
Medartis	76.40	-0.13	99.4	63.5
Medmix	16.68	-0.83	26.8	14.4
Meier Tobl.	34.45	4.24	53.0	28.9
Metall Zug	1320.00	-1.86	1745	1245
Meyer Burger	0.01	-6.86	0.23	0.01
Mikron	18.35	±0.00	20.0	10.7
Mobilezone	14.10	-1.40	15.3	12.1
Mobimo	258.00	0.39	270	233
Molecular Partn.	3.66	7.65	6.17	3.04
Montana A.	19.48	-0.61	19.9	9.68
Newron Pharma	10.40	4.00	11.5	4.00
Novavest Real Est.	33.70	0.60	39.0	32.4
ObsEva	0.001*	-	0.09	0.00
OC Oerlikon NA	4.92	-1.62	5.09	3.30
Orascom Dev.	4.18	0.97	6.70	3.80
Orell Füssli	77.40	0.26	83.6	69.0
Orior	61.10	-0.81	78.7	60.1
Peach Prop.	8.50	-1.62	15.1	7.50
Perrot Duval	57.00	±0.00	86.5	50.0
Phoenix Mec.	483.00	-2.03	536	342
Pierer Mob.	36.90	-0.27	78.0	35.5
Plazza	298.00	±0.00	319	292
PolyPeptide	32.05	-4.04	34.6	14.1
Private Equity	75.60	±0.00	76.8	63.0
PSP	114.10	0.71	121	97.5
Relief Therap.	1.25	-1.19	4.89	1.15
Rieter	130.60	-0.61	138	74.1
Roche I	256.00	1.27	314	229
Romande Energie	56.00	-1.75	58.8	48.8
Sandoz	31.09	-3.03	32.8	22.7
Santhera Pha.	9.77	-1.01	14.6	7.14
Schindler N	229.50	0.66	237	171
Schindler PS	234.80	0.51	243	176
Schlatter Hold.	26.80	-4.29	28.0	21.0
Schweiter Tech.	433.50	-3.13	709	404
Schweizer NB	3960.00	±0.00	4950	3440
Sensirion	74.50	-1.06	98.6	57.5
SF Urban Prop. N	91.60	-1.51	96.0	82.5
SFS Group	122.40	0.33	130	88.9
SGS	82.14	-2.21	88.3	69.6
SHL Telemed.	5.20	±0.00	10.9	3.50
Siegfried	889.00	-1.11	950	655
SIG Group	18.01	-3.84	26.1	17.1
SKAN Group	80.80	0.37	86.6	65.0
SoftwareONE	17.18	-0.12	19.3	14.0
Spexis	0.062	±0.00	1.06	0.01
St. Galler KB	435.50	0.35	520	431
Stadler Rail	27.40	-0.54	36.3	26.4
StarragTornos	51.00	±0.00	63.0	44.6
Straumann	115.55	-1.24	152	97.0
Sulzer NA	120.80	-1.63	124	72.3
Swatch Group I	193.70	0.28	292	188
Swatch N Gr.	37.65	0.13	55.2	36.4
Swiss Pr. Site	84.80	1.80	91.8	75.4
Swiss Steel H.	14.50	-2.68	29.1	12.4
Swissquote	279.80	1.60	281	158
Talenthouse	0.005	-	0.02	0.00
Tecan	320.80	0.44	392	251
Temenos NA	59.10	1.90	89.7	53.1
Thurgau. KB PS	126.00	-1.56	130	117
TX Group	157.60	-0.63	159	81.7
u-blox Holding	96.10	0.42	124	72.5
Valiant Hld.	102.40	-0.58	111	91.2
Varia US Prop.	34.80	-0.57	41.0	33.3
VAT Group N	469.40	-3.53	502	309
Vaudoise	432.00	-0.69	457	413
Vetropack N	31.95	1.43	48.0	30.5
Villars	625.00	-	715	550
Vontobel	53.70	-0.37	60.0	47.6
VP Bank	82.20	-0.24	97.6	80.4
VZ Holding	111.60	-0.36	114	77.8
V-ZUG	53.60	2.68	80.5	52.0
Walliser KB	115.50	±0.00	118	107
Warteck Invest	1710.00	-3.12	2040	1670
Wisekey	4.00	±0.00	9.56	2.80
XLife Sciences	33.10	0.30	51.4	31.4
Ypsomed	390.00	2.09	409	244
Zehnder Gr.	57.90	-4.77	78.7	45.2
Züblin Immob.	25.40	-1.55	28.6	23.8
Zug Estates	1755.00	-1.13	1915	1480
Zuger KB	8380.00	0.96	8580	7420
Zwahlen&Mayr I	158.00	±0.00	180	112

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

		03.06.			03.06.
Saron		1.451	Euribor	1 mois	3.69
€STR		3.892	Euribor	3 mois	3.782
€STR	3 mois	3.926	Euribor	6 mois	3.755
€STR	6 mois	3.944	Euribor	12 mois	3.722
€STR	12 mois	3.847			

PÉTROLE/COMBUSTIBLES

↓ Brut 78.32 -3.75%
Londres Brent, $/Baril

99 90 81 72
J A S O N D J F M A M J

	03.06.	31.05.
Baril NY WTI (Nymex) $/bar.	74.18	77.18
Baril RBOB (Nymex) $/gal.	2.34	2.42

Mazout Comb. ECO 31.05.

de 3001 à 6000 litres 110.40 - 112.60

Prix net du mazout par 100 litres à 15°C en CHF. Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.

MATIÈRES PREMIÈRES

	03.06.	31.05.
Cuivre (LME) $/t	10017	1.04%
Etain (LME) $/t	32055	-2.20%
Plomb (LME) $/t	2223	0.32%
Aluminium hg (LME) $/t	2619	0.47%
Blé (CBOT) €/t	671.00	-1.29%
Maïs (CBOT) $-Cts/bu	442.75	-0.67%

MÉTAUX PRÉCIEUX

↑ Or 2102.29 0.07%
CHF/Once

2250 2000 1750 1500
J A S O N D J F M A M J

CHF Pièces	achète 03.06.	vend 03.06.
8 Florin	378.50	408.00
Krugerrand	2068	2181
Maple leaf	2068	2172
Napoleon 20 Fr.	384.00	432.00
Souverain ancien	484.00	549.00
Souverain nouveau	484.00	544.00
Vreneli 20 Fr.	386.00	432.00
Or (Zurich)		
Once/USD	2328	2329
Kg/CHF	67280	67780
Argent (Zurich)		
Once/USD	30.29	30.34
Kg/CHF	872.00	887.00
Platine (Zurich)		
Once/USD	1022	1032
Kg/CHF	29412	30162
Palladium (Zurich)		
Once/USD	908.00	913.00
Kg/CHF	26223	26593

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich ; * = dernier prix mentionné ; **Div.** = dividende ; **GS** = bons de participation ; **I** = actions au porteur ; **NA** = actions nominatives ; **PS** = bons de participation ; **St.** = actions ordinaires ; **Vz.** = actions privilégiées ; **le bas/haut sur 52 semaines** se réfère uniquement aux transactions boursières. **Monnaies/Métal** et **devises étrangères** données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie.
cours 03.06.2024 / 18.50 h CE(S)T
Source: Infront

Les médias tentent d'apprivoiser l'IA

TECHNOLOGIE Après avoir été mis sous forte pression par l'arrivée d'internet et des réseaux sociaux, la presse et l'audiovisuel suisses accueillent la déferlante de l'intelligence artificielle générative avec intérêt et méfiance

GRÉGOIRE BARBEY
@GregoireBarbey

Les robots envahissent-ils les rédactions des médias en Suisse? Le récent déploiement d'une intelligence artificielle générative par *Blick* (propriété de l'éditeur Ringier, auquel *Le Temps* a appartenu jusqu'en 2020) pourrait le suggérer. Cet assistant, intitulé «Blicky IA», peut aller jusqu'à contribuer à la rédaction d'un article. D'autres médias bien installés ont aussi recours à des logiciels similaires, que ce soit pour produire ou traduire des textes, suggérer des titres, créer des images ou proposer aux lecteurs des fonctionnalités comme la lecture des articles. Si la prudence est de mise, les rédactions s'intéressent de près à ces technologies et mènent de plus en plus d'expérimentations.

Le Temps mène, comme d'autres médias, des réflexions autour de l'utilisation des IA génératives, et a notamment publié une charte éditoriale à ce sujet. Elle stipule que ces outils sont utilisés pour soutenir l'intelligence humaine, et que toute production générée par une IA est indiquée de manière transparente. Des expérimentations ont aussi lieu en interne.

L'exemple de Blicky IA

Le magazine T s'était fait remarquer dans son édition d'octobre 2022 – un mois avant que ChatGPT ne déferle sur le monde – en publiant une édition illustrée à 95% par une IA générative d'images, avec la participation d'un artiste. *Le Temps* utilise par ailleurs le système de gestion de contenu (CMS) du groupe Le Monde, et bénéficie ainsi de ses évolutions technologiques. Des fonctionnalités impliquant de l'IA générative, qui ne sont pas encore utilisées au sein de notre rédaction, ont récemment été ajoutées.

C'est sans doute l'exemple le plus frappant dans le paysage médiatique suisse. Les lecteurs du *Blick*, en allemand comme en français, ont récemment pu découvrir une nouvelle signature parmi les auteurs: Blicky IA. «Ses missions éditoriales les plus abouties sont pour l'instant l'élaboration d'articles sur la base de textes, les suggestions de titres pour améliorer le référencement sur les moteurs de recherche et la transcription de contenu audio en texte», indique Michel Jeanneret, rédacteur en chef de *Blick* en Suisse romande.



Image originale, réalisée par une IA générative, pour illustrer un récit de voyage de Julien Blanc-Gras paru dans le magazine T, en septembre 2023. *(MATHIEU BERNARD-REYMOND POUR LE MAGAZINE T)*

D'autres fonctionnalités, comme la traduction, devraient voir le jour à terme. Un enjeu important puisqu'un tiers des articles publiés en Suisse romande sont issus de la version alémanique de *Blick*. Selon le journaliste, l'éditeur de *Blick*, Ringier, n'a pas fixé un objectif de croissance du nombre de contenus publiés. «L'accent est mis sur la qualité du journalisme, et l'IA doit avant tout nous permettre de gagner du temps sur des tâches à faible valeur ajoutée pour soigner notre produit», précise Michel Jeanneret. Au moment où ces lignes sont écrites, la page de Blicky IA recense cinq articles pour lesquels il a été mis à contribution.

Prudence et expérimentations

Chez Tamedia, qui édite notamment la *Tribune de Genève*, *24 heures* ou encore le *Tages-Anzeiger*, aucun équivalent de Blicky n'est à l'étude pour l'instant. Ce qui n'empêche toutefois pas le groupe de presse d'effectuer des expérimentations. «Nous avons par exemple déployé une fonctionnalité dans notre système de gestion de contenu (CMS) qui suggère trois titres, surtitres et sous-titres», indique Titus Plattner, journaliste et membre du AI Lab de Tamedia, interrogé par *Le Temps*. Des suggestions qui sont rarement reprises intégralement, ajoute-t-il.

Les abonnés de la *Tribune de Genève* et de *24 heures* ont récemment pu découvrir une nouvelle fonctionnalité: la lecture des articles via une voix générée par IA. L'outil est fourni par l'entreprise BotTalk. Au sein de l'AI Lab de Tamedia, éditeur des deux titres lémaniques, créé en octobre 2023, des tests sont par ailleurs menés dans des environnements fermés, qui ne sont pas accessibles dans le reste de l'entreprise. «Nous nous intéressons de près aux évolutions technologiques de l'IA depuis 2017», précise Titus Plattner. Les différents titres édités par Tamedia peuvent recourir à des IA génératives d'images, moyennant une indication claire pour le public avec le nom de l'outil qui a été utilisé. L'exercice se limite à des illustrations. La charte de Tamedia, élaborée il y a plus d'un an, interdit l'utilisation d'images photoréalistes.

> **«Nous devons être attentifs à ne pas brouiller les frontières entre la réalité et ce qui a été fabriqué»**
>
> TITUS PLATTNER, JOURNALISTE ET MEMBRE DU AI LAB DE TAMEDIA

La SSR s'est aussi dotée au printemps 2023 d'une task force dédiée à l'IA, composée de représentants des différents départements de l'entreprise. Comme Tamedia, l'audiovisuel public se veut prudent. Dans sa charte concernant l'utilisation de l'IA dans la production de contenus éditoriaux, la RTS indique par exemple qu'elle ne recourt pas aux logiciels de génération d'images comme Midjourney, Dall-E ou encore Stable Diffusion. L'IA générative peut toutefois être utilisée pour résumer des sources jugées fiables. Aucun contenu n'est en revanche publié sans supervision humaine.

La RTS n'a pas recours à des outils permettant de cloner des voix ou truquer des vidéos (*deepfakes*) pour sa production, mais peut les utiliser à des fins d'expérimentations internes. L'IA générative est en outre déjà utilisée pour la transcription de contenus audio et vidéo, en particulier du dialecte parlé à l'allemand écrit. Toutes ces informations sont d'ailleurs accessibles au public sur une page dédiée du site web de la SSR.

Du côté d'ESH Médias, qui édite *Le Nouvelliste*, *Arcinfo* et *La Côte*, l'IA générative n'est pas utilisée dans les processus d'écriture, indique au *Temps* Jacques Matthey, directeur des rédactions. Des réflexions sont par ailleurs menées pour élaborer une charte spécifique, et déterminer dans quelles circonstances l'IA peut être utilisée pour des tâches telles que la correction ou la génération de résumés, «tout en assurant un contrôle rigoureux par nos équipes», ajoute-t-il.

Le rédacteur en chef de *La Liberté*, François Mauron, précise pour sa part que le quotidien fribourgeois n'a pas encore recours à l'IA générative dans ses processus éditoriaux. Il n'exclut toutefois pas que cela puisse arriver un jour, par exemple pour traiter certains communiqués de presse. Des tests sont aussi menés autour de la transcription d'interview, comme dans d'autres médias.

Une question éthique

L'éthique est au centre des préoccupations des différents médias et groupes de presse contactés. Michel Jeanneret précise par exemple que le recours à Blicky ainsi qu'à d'autres fonctionnalités doit toujours être supervisé par un humain. Même son de cloche du côté de Tamedia. Titus Plattner ajoute: «Nous devons être attentifs à ne pas brouiller les frontières entre la réalité et ce qui a été fabriqué.» A ses yeux, le journalisme reste un artisanat, qui a besoin de professionnels faits de chair et d'os pour se rendre sur le terrain, dénicher des informations qui n'ont pas encore été informatisées.

Pour Titus Plattner, il ne fait aucun doute que l'IA générative va s'immiscer partout à l'avenir. «Des outils grand public utilisés par les rédactions, comme Google Doc ou Microsoft 365, intègrent déjà de telles fonctionnalités», observe-t-il. C'est aussi le cas de certains systèmes de gestion de contenu (CMS). Certains médias ont conçu leur propre CMS, mais d'autres s'appuient sur des solutions commercialisées par des fournisseurs tiers, qui peuvent intégrer de nouvelles fonctionnalités. Une situation qui posera évidemment la question de la traçabilité des outils d'IA générative. Les rédactions devront redoubler de prudence pour garder la maîtrise sur la manière de produire l'information. ▬

Cette porte ouverte à la SSR qui suscite la controverse

DONNÉES Le média de service public n'interdit pas les robots d'indexation qui peuvent utiliser ses contenus pour entraîner leurs modèles d'IA

Les entreprises qui commercialisent des IA génératives s'appuient sur de vastes corpus de textes pour entraîner les grands modèles de langage qui alimentent leurs chatbots. L'indexation des contenus publiés sur le web par des robots, comme ceux de Google qui lui permettent de classer les pages sur son moteur de recherche, inclut aussi les articles des médias. De quoi soulever la question des droits d'auteur.

Aux Etats-Unis, le *New York Times* poursuit OpenAI et Microsoft, accusant les deux entreprises d'avoir utilisé son contenu de manière illégale pour entraîner les modèles utilisés par ChatGPT. Mais d'autres médias ont un choix radicalement opposé, à l'image du *Monde* ou du *Financial Times* qui ont conclu des accords avec OpenAI, ce qui permet à l'entreprise qui commercialise ChatGPT d'accéder aux contenus publiés par ces titres, tout en offrant des garanties sur la traçabilité des sources en contrepartie – c'est du moins ce que prévoient ces contrats.

Un acteur suffisamment attractif

En Suisse, aucun média n'a pu conclure un tel partenariat, et on ne sait pas encore clairement si OpenAI souhaite le faire. L'entreprise américaine a déjà des accords avec Axel Springer et Le Monde, ce qui lui donne accès à de vastes contenus d'actualité en allemand et en français. La Suisse, de par la taille de son marché intérieur, pourrait ne pas représenter un acteur suffisamment attractif pour que de tels partenariats soient indispensables pour OpenAI.

Il n'en demeure pas moins que la question se pose au sein de la profession. Certains médias indiquent aux robots d'indexation qu'ils s'opposent à ce que leur contenu serve à entraîner des modèles de langage. Une approche qui a toutefois ses limites, comme le relevait Louis Dreyfus, président du directoire du groupe Le Monde dans un entretien accordé au *Temps* concernant l'accord passé avec OpenAI. Il n'est pas certain que toutes les entreprises respectent ces interdictions.

Plusieurs médias privés s'inquiètent par ailleurs de l'absence de telles dispositions prises par la SSR. Ils y voient une menace concernant leur capacité à conclure un accord avec les géants de l'IA générative. Pourquoi s'embarrasser à passer par la table des négociations si un vaste contenu est accessible gratuitement? De plus, ce contenu donné aux éditeurs d'IA générative gratuitement est financé par la redevance, donc l'argent public. La NZZ s'en était émue dans un article en mars.

Contacté par *Le Temps*, le service presse de la SSR indique qu'il n'est pas garanti que le blocage des robots d'indexation soit un rempart suffisant contre les utilisations abusives.

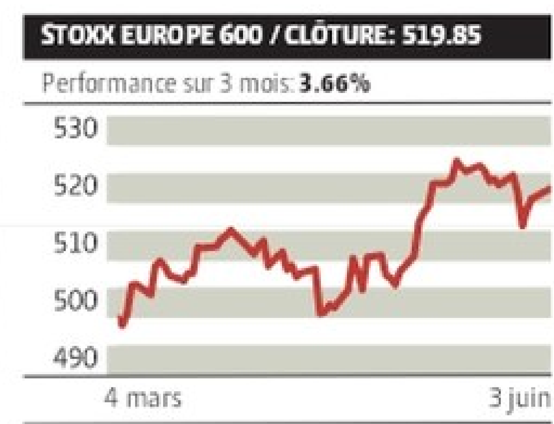
> **«Il est essentiel de former des alliances pour négocier avec les plateformes technologiques»**
>
> LA SSR

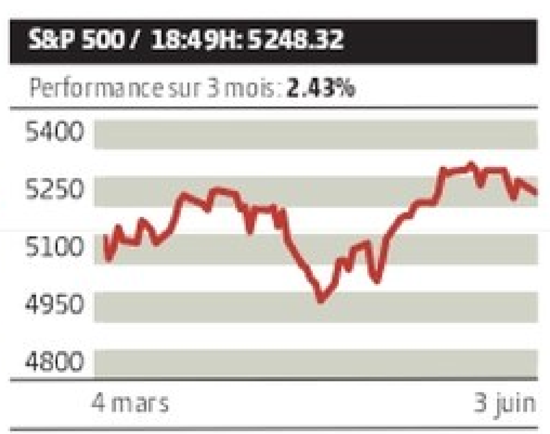
En outre, il précise qu'une telle interdiction n'a pas été mise en œuvre par toutes les entreprises privées de médias en Suisse (Ringier est le seul grand éditeur suisse qui ne pratique pas le blocage, comme le mentionne le média spécialisé Persoenlich, ndlr).

«En contact avec la branche»

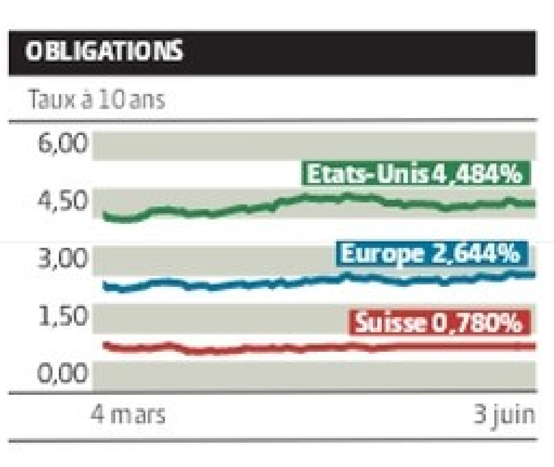
«La SSR évalue la procédure et est en contact avec la branche à ce sujet, précise toutefois un porte-parole par écrit. Il est essentiel de former des alliances pour négocier avec les plateformes technologiques.» La SSR souhaiterait conclure une telle alliance avec les médias privés. De premières discussions ont eu lieu, et un intérêt de toutes les parties a été confirmé lors du Swiss Media Forum à Lucerne qui a eu lieu les 15 et 16 mai derniers. Une approche que semble partager Ladina Heimgartner, CEO de Ringier, élue récemment à la tête de la World Association of News Publishers, qui réunit quelque 3000 éditeurs. Elle se dit convaincue que la voie à suivre pour les médias se situe dans la collaboration avec les géants de la tech. ▬ G. BY

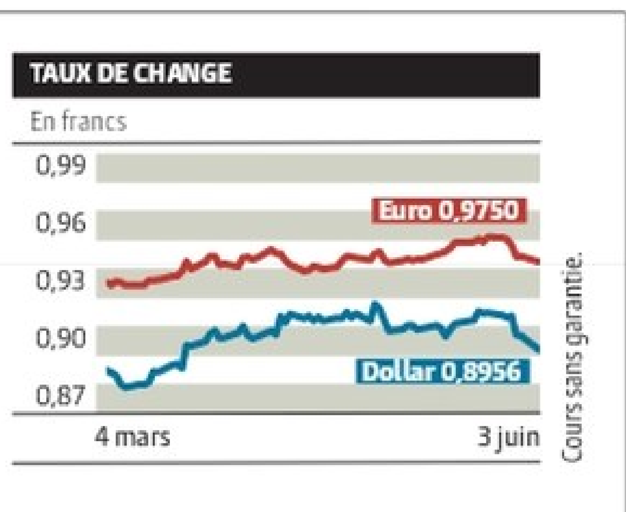












Une première baisse du taux de la BCE semble acquise

EXPECTATIVE La Banque centrale européenne devrait abaisser cette semaine son taux de dépôt de 0,25%, à 3,75%. Malgré un rebond récent, l'inflation approche la cible de 2% recherchée par l'institution. Le suspense demeure néanmoins entier pour les réunions suivantes

SÉBASTIEN RUCHE
X @sebruche

C'est presque une certitude. La Banque centrale européenne (BCE) devrait commencer à normaliser sa politique monétaire ce jeudi, après avoir maintenu des taux d'intérêt élevés pour lutter contre l'inflation. L'institution devrait baisser de 0,25% son taux sur les dépôts, qui passerait de 4 à 3,75%. Mais rien ne dit qu'elle continuera à diminuer son loyer de l'argent dès sa réunion suivante, en juillet.

Raison principale de ce changement de cap: la hausse des prix a considérablement ralenti en zone euro, depuis son sommet à plus de 10% atteint en octobre 2022. Pas de suspense pour cette fois, a priori, résume Gaël Fichan, responsable de la gestion obligataire à la banque Syz: «La BCE s'est engagée depuis des semaines à effectuer une coupe dans ses taux, les membres de sa direction ont publiquement répété être ouverts à cette idée et le marché estime à 96% la probabilité qu'elle baisse ses taux ce jeudi».

Marge de manœuvre pour l'avenir

Cette coupe devrait se faire même si l'inflation a légèrement rebondi en mai, à 2,6%, en rythme annuel contre 2,4% en mars et avril. La hausse de prix a même atteint un sommet depuis sept mois dans les services, note Dean Turner, économiste spécialisé sur la zone euro chez UBS, mais «cela ne devrait pas faire dérailler le virage imminent de la politique de la BCE».

La situation devrait en revanche encourager la BCE à faire preuve de prudence pour l'avenir, reprend Gaël Fichan, de Syz, qui s'attend à une deuxième baisse des taux en septembre: «La banque va certainement se laisser de la marge de manœuvre et ne pas donner d'indications claires pour ses prochaines réunions, car l'économie de la zone euro a rebondi, la croissance des salaires continue d'être soutenue et l'inflation fait un plateau. La BCE pourra ainsi attendre d'avoir davantage de données pour déterminer si elle continue à baisser ses taux ou pas».

> «La politique monétaire restera restrictive jusqu'au deuxième trimestre 2026, selon les prévisions du marché»
>
> GAËL FICHAN, RESPONSABLE DE LA GESTION OBLIGATAIRE À LA BANQUE SYZ

En ce sens, l'institution européenne a retenu la leçon du pivot amorcé par la Réserve fédérale américaine en décembre dernier, lorsqu'elle a annoncé la fin de la hausse de ses taux et une normalisation à venir de sa politique monétaire. Mais l'inflation a rebondi et cette annonce s'est révélée prématurée, si bien que l'obligataire américain a souffert.

La BCE est également poussée à la prudence par deux autres éléments. Tout d'abord, le risque que l'euro baisse face au dollar si les taux diminuent rapidement en Europe mais pas aux Etats-Unis. Ensuite, les différents niveaux d'inflation au sein des pays de la zone euro (de 0,2% en Lettonie à 4,9% en Belgique) rendent extrêmement difficile la définition d'une politique monétaire adaptée à tous, relève Eric Dor, professeur à l'école de commerce Iéseg de Paris.

«Mouvement progressif»

Chez UBS, Dean Turner s'attend à ce que la BCE demeure évasive sur le rythme et la profondeur des baisses à venir durant la séance de questions des médias, jeudi, notamment car la hausse des salaires a un peu dépassé, au premier trimestre, les prévisions de la banque. Néanmoins, l'inflation devrait approcher la cible de 2% recherchée par la BCE «dans un futur assez proche».

Cette première baisse des taux européens ne va pas se traduire par une politique monétaire accommodante, tempère finalement Gaël Fichan, de Syz: «Cette politique demeurera restrictive jusqu'au deuxième trimestre 2026, selon les prévisions du marché, ce qui correspond à une baisse des taux par trimestre, donc un mouvement très progressif jusqu'à un taux neutre, qui donnera une petite bouffée d'oxygène à certains secteurs mais qui ne stimulera pas pour autant l'économie». Ce taux neutre serait compris entre 2,5 et 3%, selon le consensus parmi les banquiers centraux, les économistes et les acteurs du marché. ■

MAIS ENCORE

Credit Suisse cède des parts
Credit Suisse, désormais aux mains d'UBS, se déleste d'une participation de 62% dans Credit Suisse Investment Partners (CSIP) en faveur du gestionnaire d'actifs zurichois Bantleon. Le montant de la transaction n'est pas dévoilé. La structure gère des fonds d'obligations convertibles, dont les actifs sous gestion s'élèvent à environ 1 milliard de francs. (AWP)

Quasiment inchangé

BOURSE La bourse suisse a ouvert la première séance de la semaine en hausse de 0,54% à 12065,32 points. Après avoir touché un point haut de 12100 points en cours de séance, le SMI a clôturé en très légère hausse de 0,05% à 12 007,04 points, tandis que le SPI s'effritait de 0,06% à 15982,52 points. **ABB** (+0,79% à 49,79 francs) et **Swisscom** (+0,36% à 500 francs) ont figuré parmi les rares progressions du jour. Ce fut également le cas des poids lourds **Nestlé** (+0,94% à 96,46 francs), meilleure performance du SMI, et **Roche** (+0,48% à 232,10 francs). En revanche, **Novartis** a cédé 0,47% à 92,73 francs. Hormis **Zurich Insurance** (+0,06% à 474 francs), les valeurs financières se sont également affaiblies, emmenées par **Swiss Re** (-1% à 113,55 francs) et **Partners Group** (-0,33% à 1202 francs). Pour sa part, **Logitech** a reculé de 2,26% à 87,38 francs. **Sika** (-0,73% à 270,90 francs) et **Sonova** (-0,63% à 283 francs) ont également égaré quelques points. Sur le marché élargi, la moitié de la direction de **Relief Therapeutics** (-1,19% à 1,25 franc) a quitté la société début juin et la gestion des affaires quotidiennes est reprise par le conseil d'administration. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

LE TITRE VEDETTE
Nestlé
96,30
95,94
95,58
+0,94%
9h00
17h30
Source: SIX

EN BREF

Shein vers une entrée en bourse remarquée à Londres

Le géant de la *fast fashion* Shein devrait publier dans les jours à venir un projet d'entrée en bourse à près de 60 milliards d'euros à Londres, après avoir renoncé à Wall Street, indiquaient hier plusieurs médias britanniques, citant des sources proches du dossier. Le site, fondé en Chine et basé à Singapour, «prévoit de déposer de façon confidentielle un projet d'entrée en bourse à Londres dans les prochains jours» pour ce qui serait l'une des plus grosses offres boursières des dernières années à la bourse de Londres, écrit le *Financial Times*, qui précise que ce projet à 50 milliards de livres serait déposé auprès des régulateurs britanniques pour signifier un souhait de cotation. AFP

La France voit sa notation rétrogradée et change de club

DETTE PUBLIQUE Le pays a vu vendredi sa note souveraine dégradée par l'agence américaine S&P. Un abaissement qui s'explique notamment par une explosion du déficit public en 2023

LE TEMPS AVEC L'AFP

Pour la première fois depuis 2013, la France a subi vendredi une dégradation de sa note souveraine par Standard & Poor's (S&P). En avril, les deux autres grandes agences de notation, Fitch et Moody's, avaient maintenu leur notation de la France, respectivement à AA- et AA2. Maintenant évaluée «AA-», quatrième cran sur l'échelle de l'agence de notation américaine, comment se situe-t-elle par rapport aux autres pays?

Ces notes évaluent le risque de voir un pays ne pas rembourser ses dettes. Elles ont eu tendance à se dégrader en moyenne depuis la crise financière de 2008 et la pandémie de 2020, qui ont fait exploser les déficits publics. L'agence qui évalue la France depuis 1975 n'avait revu son appréciation à la baisse qu'à deux reprises avant cette nouvelle notation. C'est la première à avoir retiré à l'Hexagone son emblématique «triple A» en 2012, meilleure note possible et symbole d'une excellente gestion.

Voici une comparaison avec ses principaux voisins européens et plusieurs autres pays développés, établie en prenant en compte la notation de S&P sur les emprunts à long terme en devises étrangères (les deux autres grandes agences, Fitch et Moody's, peuvent avoir des évaluations différentes en fonction des pays).

■ Le club très fermé des AAA

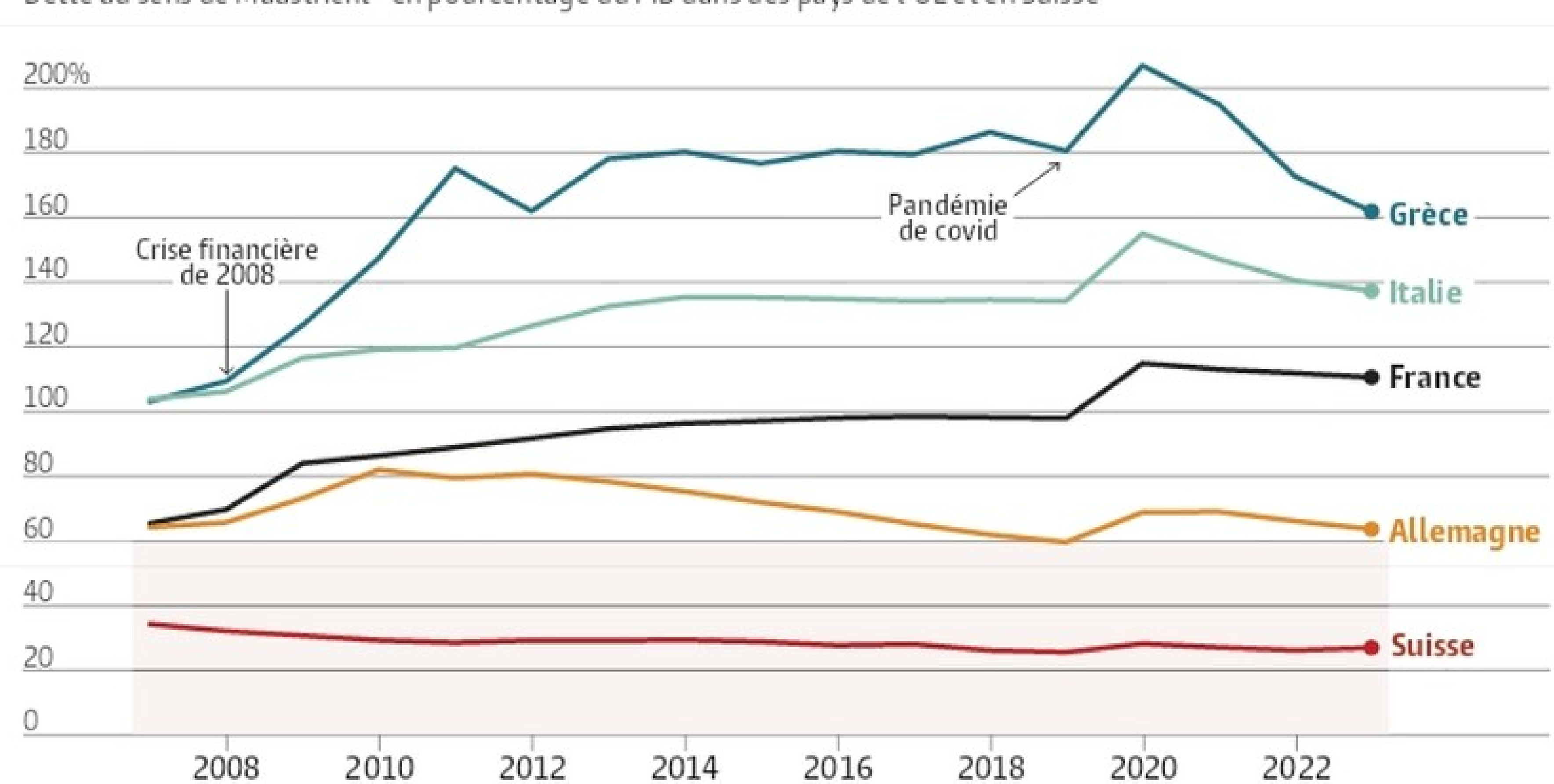
Un peu plus d'une dizaine de pays dans le monde voient encore leur dette ornée de la meilleure note, le fameux «triple A». Les Etats-Unis l'ont perdue en 2011 sur fond de divisions politiques autour de la dette, et la France en 2012.

En Europe, la Suisse (depuis 1988), l'Allemagne (1983), le Liechtenstein (1996), le Luxembourg (1998), le Danemark (2001) peuvent se targuer de détenir cette note depuis longtemps, mais aussi les Pays-Bas, la Norvège et la Suède. Hors de l'Europe, le Canada, l'Australie et Singapour sont également AAA.

■ Ils font mieux que la France (AA+ et AA)

Désormais rétrogradée au quatrième cran de l'échelle S&P, la France est moins bien classée que les pays notés «AA+» (2e cran) et «AA» (3e cran). Au sein des «AA+», on trouve notamment l'Autriche, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis, Hongkong ou encore Taïwan (2022). Juste en dessous, les dettes souveraines des Emirats arabes unis, de la Belgique, du Royaume-Uni, de la Corée du Sud, du Qatar ou encore de l'Irlande sont notées «AA».

LA CRISE DE 2008 ET LA PANDÉMIE ONT AGGRAVÉ LA DETTE DE CERTAINS PAYS DE L'UE
Dette au sens de Maastricht* en pourcentage du PIB dans des pays de l'UE et en Suisse



* Dette sans les actifs financiers que détiennent les administrations publiques et sans les éléments de passif d'une administration détenus par une autre administration.
** La zone rouge correspond au taux symbolique de 60% du poids de la dette par rapport au PIB, fixé comme règle dans l'Union européenne par le Traité de Maastricht.
Graphique: Etienne Meyer-Vacherand | Source: Eurostat, BNS

■ Le petit groupe des AA- auquel la France appartient

La dégradation de la note souveraine de la France vendredi l'a fait entrer dans le petit groupe des pays notés «AA-», auquel appartiennent par exemple la République tchèque, depuis 2011, et la Slovénie, depuis 2019. La capacité de ces pays à honorer les échéances de leurs dettes reste cependant «très forte», selon les critères de l'agence de notation.

Depuis la décision de S&P, Bruno Le Maire, ministre français de l'Economie et des Finances, a affirmé lors de plusieurs interventions médiatiques que le gouvernement n'entendait pas procéder à des hausses d'impôts jusqu'en 2027. Il a cependant insisté sur la nécessité de réduire les dépenses publiques, sur les plus de 450 milliards d'euros de dépenses annuelles de l'Etat. En 2023, le déficit public français avait dérapé à 5,5% du PIB au lieu de 4,9% attendus, une des raisons expliquant la dégradation de la note de la France. Bruno Le Maire estime cependant que les dépenses et le creusement des déficits face au covid et à l'envolée des prix de l'énergie ont permis de sauver l'économie française.

■ Quelques grandes puissances dans les A+

Malgré cette dégradation, la dette de la France reste mieux notée que celle de certaines grandes puissances économiques mondiales. Le Japon et la Chine sont ainsi dotés depuis respectivement 2015 et 2017 d'une évaluation «A+», cinquième cran de la notation S&P. Appartiennent aussi à cette catégorie le Koweït (depuis 2021) ou encore, depuis cette année, Israël et l'Estonie.

■ Plus bas encore, dans les profondeurs du classement

Encore en dessous, dans la catégorie «A», on trouve des pays comme l'Espagne. Quelques pays européens aux finances plus en difficulté se trouvent encore plus loin dans le classement. L'Italie, rare pays européen plus endetté que la France en proportion du PIB, a reçu en 2017 la note «BBB» (9e cran de la notation), tandis que la Grèce est remontée à «BBB-» (10e cran) depuis 2023. Il s'agit de la même note que l'Inde, qui est classée dans cette catégorie depuis 2007.

Jusqu'à ce cran-là, la dette du pays est jugée de «qualité moyenne» et l'emprunt non spéculatif. En deçà (à partir de BB+ et en dessous) se trouvent encore 13 crans de notation, allant jusqu'au «défaut» (D), pour les pays jugés dans l'incapacité de rembourser leurs dettes. ■

Neho: courtage à prix fixe

Eric Corradin, directeur et cofondateur de Neho, une agence immobilière au forfait fixe, nous dévoile les coulisses de cette entreprise et explique comment elle s'est positionnée comme un acteur majeur sur le marché immobilier suisse



Eric Corradin, directeur et cofondateur de Neho (DR)

Monsieur Corradin, vous êtes directeur et l'un des fondateurs de Neho, la première agence immobilière au forfait fixe. En quoi une entreprise comme Neho est-elle nécessaire aujourd'hui? Le constat est simple: les vendeurs de biens immobiliers ne souhaitent plus dépenser des dizaines de milliers de francs pour un service de courtage. Au cours des deux dernières décennies, les prix de l'immobilier ont plus que doublé, entraînant une augmentation proportionnelle des commissions des courtiers immobiliers. Dans le même temps, la charge de travail des courtiers a diminué, car presque toutes les demandes des acheteurs sont désormais initiées via des portails immobiliers. Si la qualité a un prix, celui-ci ne doit pas dépasser sa valeur réelle. Il était donc essentiel de proposer une alternative équitable.

En quoi le forfait fixe de Neho se distingue-t-il d'une commission traditionnelle? Les agents immobiliers conventionnels facturent généralement une commission de 2,5 à 3% du prix de vente. Le modèle tarifaire plus équitable de Neho nous prouve qu'un service de courtage complet peut également être proposé à un prix fixe. Ainsi, nos clients économisent en moyenne environ 25 000 francs lors de la vente de leur bien immobilier.

Comment Neho accompagne-t-il les propriétaires dans la vente de leur bien immobilier? Nous accompagnons nos clients de A à Z dans la vente de leur bien. Nous en faisons l'estimation, conseillons le propriétaire, rédigeons et publions l'annonce, et négocions avec les acheteurs potentiels pour obtenir le meilleur prix. Notre plateforme offre quant à elle un niveau supplémentaire de transparence et de contrôle.

La vente d'un bien immobilier reste un processus exigeant

Vous mentionnez la plateforme de Neho. Quel rôle joue-t-elle dans une vente? Notre plateforme présente deux avantages essentiels pour nos clients: la transparence et l'efficacité. En matière de transparence, chaque vendeur est accompagné de A à Z par une équipe d'experts, et nous gérons l'intégralité du processus si le propriétaire le souhaite. Grâce à l'environnement personnel de vente sur neho.ch, le propriétaire peut suivre chaque action de son courtier, 24h/24, 7j/7.

Et en termes d'efficacité? Notre plateforme rationalise les aspects administratifs d'une vente immobilière, permettant ainsi à nos courtiers de consacrer davantage de temps à leur mission principale: obtenir le meilleur prix pour le bien de leurs clients.

Vous évoquez vos agents locaux. Qui sont les professionnels qui travaillent comme agents immobiliers chez Neho? Tous les agents de Neho sont responsables d'une zone géographique autour de leur lieu de résidence. Ayant grandi dans leur région respective, ils en ont une connaissance approfondie. Ils comprennent parfaitement le marché local, sont très bien connectés et ont accès à un large réseau de propriétaires et d'acheteurs potentiels dans leur secteur.

Pouvez-vous nous donner une idée du nombre de clients que les courtiers de Neho ont accompagnés? En moyenne, chaque courtier de notre équipe a géré plus de 250 ventes immobilières. Cela place nos courtiers parmi les plus expérimentés du secteur.

Comment parvenez-vous à obtenir le meilleur prix de vente pour vos clients? Le meilleur prix est toujours le fruit d'une stratégie globale. Premièrement, une estimation précise est essentielle pour comprendre les attentes des acheteurs et fixer un prix de vente conforme au marché. Viennent ensuite la mise en vente et la stratégie de diffusion: plus nous atteignons d'acheteurs potentiels, plus nous avons de chances de trouver celui ou celle qui sera prêt(e) à payer le meilleur prix. Enfin, l'obtention du meilleur prix repose sur des négociations efficaces. En cas d'intérêt suffisant, nous préconisons une procédure d'enchères pour maximiser le prix de vente.

Pouvez-vous expliquer pourquoi l'estimation est si déterminante pour le succès de la vente? Sans une estimation précise et conforme au marché, il est quasiment impossible de fixer le juste prix pour une annonce. Notre expérience démontre que le prix de l'annonce a une influence primordiale sur le résultat de la vente. S'il est trop élevé, les acheteurs potentiels sont découragés dès le départ. S'il est trop bas, on risque de vendre le bien en dessous de sa valeur.

Comment détermine-t-on le bon prix? Sur la base de l'estimation, l'agent local recommande le prix offrant les meilleures perspectives de vente au meilleur prix. Cependant, le dernier mot revient toujours au propriétaire.

Comment Neho commercialise-t-il une maison ou un appartement? Pour assurer une visibilité optimale, nous faisons appel à des photographes professionnels pour créer des visuels de haute qualité, une visite virtuelle et des plans laser précis. L'annonce est ensuite publiée sur plus de 30 portails ainsi qu'à plus de 200 000 acheteurs enregistrés sur le site de Neho. Ainsi, le bien bénéficie d'une visibilité maximale au niveau régional, national et international.

Trente portails, cela semble beaucoup… En effet, et c'est un atout majeur de notre service, car cela garantit une visibilité maximale pour le bien, augmentant ainsi les chances de trouver l'acheteur idéal rapidement.

Le marché immobilier actuel semble en meilleure forme en 2024 par rapport à il y a deux ans. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet? Le marché immobilier connaît cette année une recrudescence d'acheteurs à la recherche de biens. Après la hausse des taux hypothécaires au début de 2022, l'incertitude avait conduit de nombreux acheteurs potentiels à se retirer du marché. Aujourd'hui, la stabilisation des taux hypothécaires à un niveau plus bas a entraîné une augmentation de la demande de propriétés résidentielles.

Que doivent prendre en compte les propriétaires souhaitant vendre leur bien immobilier en 2024? Bien que le marché se soit nettement assoupli en 2024, la vente d'un bien immobilier reste un processus exigeant. Les vendeurs doivent fournir davantage d'efforts qu'il y a trois ou quatre ans pour réussir leur vente. De plus, toutes les régions n'ont pas été impactées de la même manière par les évolutions des deux dernières années, rendant une connaissance approfondie du marché local encore plus cruciale.

Monsieur Corradin, merci pour cet entretien. Pour conclure, quels sont les aspects de votre travail ou de votre entreprise dont vous êtes le plus fier? Je suis particulièrement fier de la satisfaction de nos clients envers notre service de courtage. Nous avons accompagné plus de 6200 propriétaires dans la vente de leur bien immobilier. Neho affiche une note moyenne de 4,6/5 étoiles sur Trustpilot, ce qui témoigne de la qualité de notre travail. ■ NEHO

Jusqu'à ce que la fonte des glaces nous sépare

MONTAGNE L'été, le dégel fait parfois remonter à la surface des vestiges et des cadavres piégés depuis des décennies. C'est ce que raconte le roman d'Alexandre Duyck, inspiré de la disparition des époux Dumoulin près de Savièse en 1942

VIRGINIE TROUSSIER
@v_troussier

Au moment des adieux, dans la fébrilité d'un départ en montagne, un dernier regard, un dernier chant, une dernière prière avec leurs enfants et les villageois, et déjà les silhouettes de Francine et Marcelin Dumoulin disparaissent dans les reliefs, sous le soleil du massif des Diablerets, le 15 août 1942. Disparus, pour de bon. On ne les reverra plus.

Les enfants n'ont pu se résoudre à la réalité de cette absence, aux sombres pressentiments que leur renvoyait ce silence obstiné. Les enfants ont dû vivre avec la déchirure de l'angoisse et le poids du chagrin. Dans une ambiance d'abîmes de renoncements, d'euphorie désespérée, avec au bout de la nuit, cette lueur tremblée qui peu à peu s'asphyxie: et s'ils revenaient, là, maintenant? Les enfants seront séparés, envoyés au sein de familles d'accueil; ils grandissent en se questionnant, en espérant, ils ne dorment plus, pleurent chaque jour de leur vie. Au bout d'une dizaine d'années de recherches infructueuses, tout disparu est déclaré mort. Mais qui peut se résoudre à cette réalité quand elle n'a aucune consistance?

Cette histoire est celle des époux Dumoulin, devenus les époux Héritier dans le beau livre d'Alexandre Duyck, *Avec toi je ne crains rien*, récemment paru chez Actes Sud. L'auteur retrace le destin de ce couple, parti rejoindre son bétail dans les montagnes bernoises, le mari emmenant pour la première fois sa femme là-haut. La météo a mal tourné et ils ne sont plus redescendus. L'auteur, en plus de peindre un portrait fidèle des villageois de l'époque, signe un roman qui malaxe, dans l'éther du cauchemar, des pensées sans fin, accrochées au réel, qui cherchent à conjurer la puissance de la mort, les images teintées par le kaléidoscope effrayant du froid et de la glace, du soleil et de la neige, et du triste chaos de la débâcle.

Un deuil impossible

L'absence est inexplicable, le silence total, plus compact qu'un mur sur lequel se fracassent les espoirs. Le temps passe, et les sœurs se résignent tristement, tandis que l'un des fils sombre dans la folie à trop vouloir les retrouver. En juillet 2017, 75 ans après la disparition, la dernière fille, devenue une dame âgée, apprend la nouvelle: on a retrouvé ses parents sur le glacier des Diablerets.

Alexandre Duyck le raconte ainsi: «Tout est là, sauvé. Les tissus, la toile, les muscles, les collants noirs de Louise. La chair, les os. La glace a tout conservé, à la manière des embaumeurs égyptiens, les corps sont intacts, incroyablement intacts, les médecins légistes ne décèleront pas la moindre fracture ni chez l'un ni chez l'autre, juste des impacts au niveau des crânes, quand ils ont tapé la paroi de la crevasse, de quoi, sans doute, les endormir à tout jamais. […] Là encore, les glaciers, dont on sait qu'ils vivent, qu'ils avancent, ont tordu les corps, les ont malaxés, les bustes sont eux aussi enfoncés, mais rien n'est cassé, les corps sont entiers, rien n'a été arraché. Bientôt apparaissent les têtes, toujours surmontées de cheveux qui n'ont pas blanchi, qui ne sont pas tombés, ce sont deux quarantenaires aux chevelures noires et fournies qui surgissent de l'an 1942 et qui frappent à nos portes. […] Les cheveux. Les crânes. Les dents. Rien n'est parti, tout est là. Les visages ont souffert, la peau sur les os, figures déformées et décharnées, certains magazines ont publié ces photos, ils n'auraient pas dû. […] Les visages sont couleur bronze, terrifiants comme dans les films qui font peur mais sinon, rien n'a bougé. Les deux corps sont emmêlés l'un à l'autre, pas tout à fait blottis mais tout de même enlacés, on a imaginé qu'ils étaient morts dans les bras l'un de l'autre. L'identification est facile.»

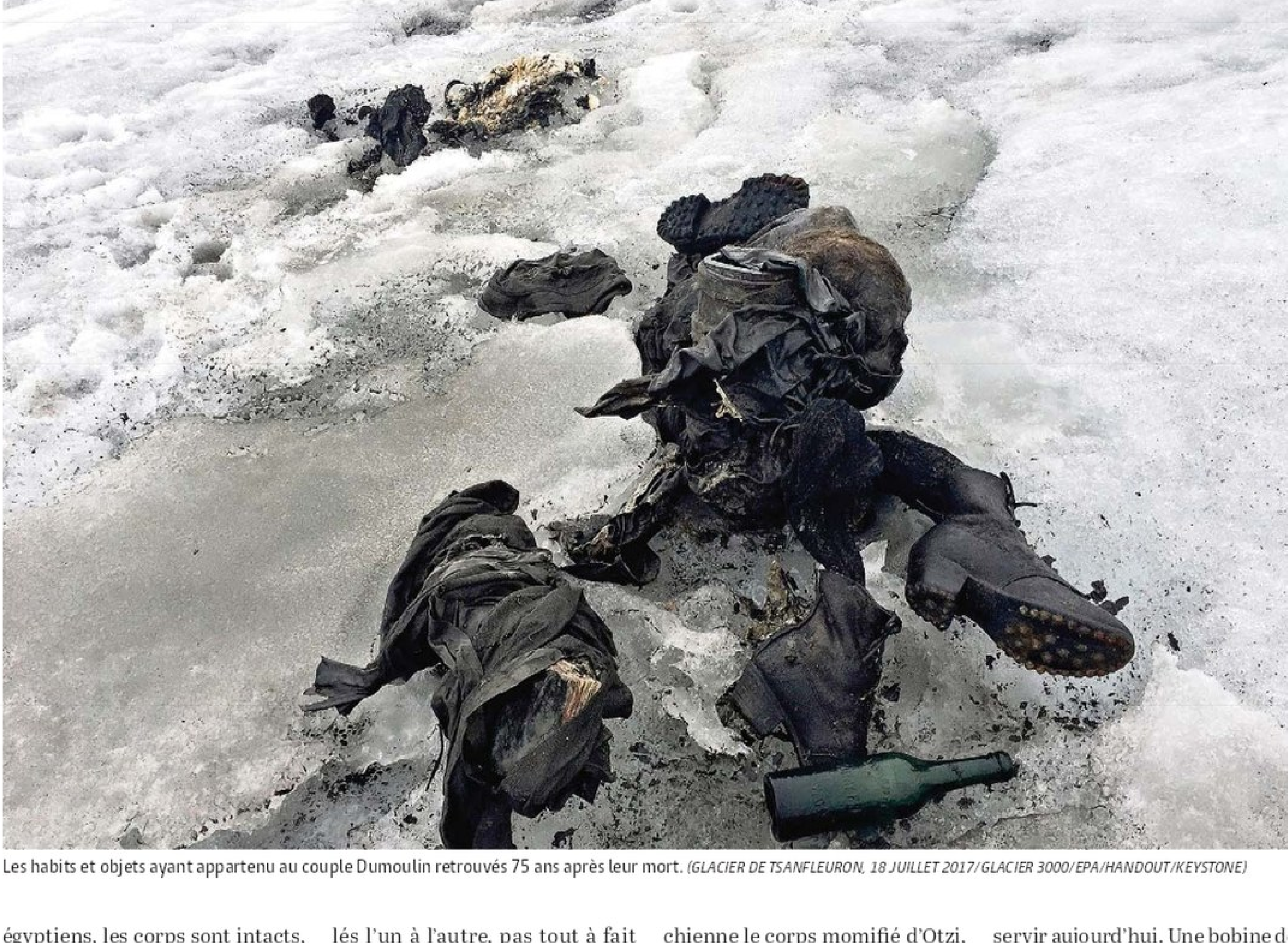
> **«Tout est là, sauvé. Les tissus, la toile, les muscles, les collants noirs de Louise»**
>
> EXTRAIT DE «AVEC TOI JE NE CRAINS RIEN» D'ALEXANDRE DUYCK

Au cours des hivers, les glaciers absorbent les précipitations sur leur partie supérieure avant de fondre durant les étés, recrachant dans leur partie inférieure des amas de glaces, de roches ainsi qu'une quantité d'objets et restes humains coincés depuis des siècles dans leur gigantesque structure. L'archéologie glaciaire a débuté en 1991, lorsque des randonneurs allemands dégagent de la glace à la frontière italo-autrichienne le corps momifié d'Otzi, un homme ayant vécu à la fin du néolithique, vers 3200 avant av. J.-C. L'homme de glace repose aujourd'hui au Musée archéologique de Bolzano, en Italie. Sous l'effet du réchauffement climatique, la tendance va s'accélérer.

La glace est une machine à remonter le temps

Ces dernières années, les découvertes ont été nombreuses sur les versants nord des Alpes valaisannes et bernoises. La glace est une machine à remonter le temps, un congélateur préhistorique. Des matériaux d'ordinaire périssables comme le cuir, la laine ou le bois sont préservés grâce à l'air sec des glaciers. Dans *Avec toi je ne crains rien*, l'auteur fait la liste de ce qui a été retrouvé: «Le pantalon de monsieur, la jupe de madame, les gilets. Velours, popeline, élégance du 15 août 1942. Des fragments de journal. […] Des petites pièces métalliques, des boutons. Le porte-monnaie du père, en cuir, et les onze pièces de monnaie qu'il contenait. Rien n'est abîmé, rien n'a rouillé. Tout pourrait encore servir aujourd'hui. Une bobine de fil, le quart d'un peigne. Un crayon violet coupé en deux parties. Un petit fagot d'herbes sèches tenu par une bande de caoutchouc. Deux petits peignes et deux pinces à cheveux en bois de Louise. Ses bracelets. Leurs deux bagues de mariage.»

Les deux filles Dumoulin ont décidé de léguer les effets personnels de leurs parents au Musée cantonal du Valais et le couple a été inhumé dans le cimetière de Savièse. Alors qu'elles se sentaient encore perdues au pays des ombres, renvoyées à l'épaisseur muette des limbes, cette découverte leur permet enfin de reprendre pied à leur histoire. C'est la fin des suppositions et des légendes, la fin des doutes et des craintes, la fin de toute espérance. Et c'est immense. «Ce fut un moment tant désiré, tant attendu. Attendre toute une vie de pouvoir enfin enterrer ses parents. Se le voir offrir à l'âge où l'on meurt soi-même, après tant d'années à venir arroser les plantes sur les tombes des autres, partis depuis si longtemps.»



Les habits et objets ayant appartenu au couple Dumoulin retrouvés 75 ans après leur mort. *(GLACIER DE TSANFLEURON, 18 JUILLET 2017/GLACIER 3000/EPA/HANDOUT/KEYSTONE)*

Kylian Mbappé au Real Madrid, c'est enfin officiel

FOOTBALL L'attaquant de 25 ans quitte le Paris Saint-Germain après sept saisons pour rejoindre le club qui le fait rêver depuis son enfance, et qui le draguait depuis des années. La fin du feuilleton médiatique, épuisant, marque le début d'une aventure imprévisible

LIONEL PITTET
@lionel_pittet

Cette fois, c'est fait, c'est officiel. Il n'y a plus de «si», il n'y a plus de «mais», il n'y a plus de «peut-être» et encore moins de conditionnel. Kylian Mbappé sera un joueur du Real Madrid la saison prochaine. Son arrivée, en provenance du Paris Saint-Germain où il aura passé sept ans, a été confirmée lundi par le club espagnol au bout d'une longue attente: le communiqué publié à 19h28 a instantanément fait lâcher son site web.

Le moment de l'annonce a été scrupuleusement choisi. Il survient au surlendemain du quinzième sacre du Real Madrid en Ligue des champions, samedi soir contre le Borussia Dortmund (2-0), sans venir perturber dans sa préparation le groupe de Carlo Ancelotti, dont on dit qu'il est particulièrement sain compte tenu des stars qui le composent. Il a aussi été programmé de manière à ne pas parasiter le Championnat d'Europe des nations que Kylian Mbappé s'apprête à disputer avec la France. Pour une fois, les spéculations relatives à l'avenir du capitaine ne feront pas tanguer le navire de Didier Deschamps. Pour la forme, Mbappé ne sera d'ailleurs présenté aux supporters *merengue* qu'à l'issue du tournoi.

«Ce soir, ce soir…»

Mais c'est fait, c'est officiel, le gamin de Bondy rejoint le club dont des posters tapissaient sa chambre d'enfant, le club qui l'invita à une visite – et à un match interne – alors qu'il n'avait que 13 ans, le club qui le drague quasiment depuis qu'il a rejoint le PSG en provenance de Monaco pour 180 millions d'euros en 2017 et avec lequel, il faut bien le dire, il s'est plu à jouer au chat et à la souris.

Ce transfert marque ainsi la fin d'un feuilleton médiatique épuisant, où les fuites d'information et démentis inhérents à l'actualité mercato ont été démultipliés par l'aura du club et du joueur concernés. Aucune autre maison n'a le palmarès de la «Casa Blanca», aucun autre footballeur de sa génération n'a la dimension extra-sportive de Kylian Mbappé. Lundi dans la journée, Emmanuel Macron, de visite au camp de préparation des Bleus à Clairefontaine, lui a demandé «alors, c'est aujourd'hui l'annonce?» de l'enthousiasme plein les yeux. «Ce soir, ce soir…» a répondu la star au président de la République comme il l'aurait fait à n'importe quel fan.

La séquence fut l'une des dernières à faire le tour du web avant le moment fatidique, même si le futur numéro de Mbappé, le 9, et la durée de son contrat, cinq ans jusqu'en juin 2029, ont aussi filtré. Par rapport au salaire, encore sujet à caution, Sky Sports a évoqué un montant de 15 millions d'euros par an, soit moins de la moitié de celui que l'attaquant touchait au Paris Saint-Germain. De là à affirmer qu'il a choisi le projet sportif plutôt que l'argent, il y a un pas, sachant qu'arrivant libre et donc sans coûter d'indemnité de transfert à son nouvel employeur, il aurait négocié une coquette prime à la signature: 100 millions d'euros. Par ailleurs, il aurait réussi à infléchir la rigueur du Real sur la question des revenus liés à son droit à l'image: 80% pour lui, 20% pour le club, qui n'a pas l'habitude d'une telle générosité.

Juste un footballeur?

Et voilà la raison pour laquelle les aventures de Mbappé à Madrid s'annoncent palpitantes. Parce qu'il a acquis, au fil des ans à Paris, davantage de pouvoir que n'en a jamais eu un joueur sur son club, et qu'on se demande forcément ce qu'il va se passer désormais. Va-t-il rentrer dans le rang, accepter de n'être qu'un excellent footballeur, peut-être le meilleur du monde certes, mais juste ça? Ou va-t-il chercher à gagner au royaume de Florentino Pérez l'influence qu'il pouvait avoir dans celui de Nasser al-Khelaïfi? Quid du Real Madrid? Comment les artisans de la quinzième «coupe aux grandes oreilles» que sont Vinicius Jr, Jude Bellingham ou Rodrygo vont-ils s'accommoder de l'arrivée de ce nouveau camarade qui captera une bonne partie de la lumière du stade Santiago-Bernabéu?

«Aucun joueur n'est plus grand que le Real Madrid», répètent volontiers supporters, footballeurs et dirigeants dans la capitale espagnole. Attendons quand même que l'information soit officielle.

MAIS ENCORE

L'athétisme innove

Les Championnats du monde d'athlétisme ont lieu tous les deux ans, et World Athletics a estimé qu'il fallait remplir les vides. A compter de 2026, une nouvelle compétition baptisée «Ultimate Championship» mettra aux prises les meilleurs athlètes de chaque spécialité en fin de saison. Les vainqueurs (médailles d'or) recevront 150 000 dollars chacun. (LT)

Des places à gagner contre l'Estonie

FOOTBALL Pour ceux qui rêvent d'être retenus pour l'Euro 2024 avec l'équipe de Suisse, c'est ce soir ou jamais

LIONEL PITTET
@Lionel_pittet

Murat Yakin a jusqu'au 6 juin à 23h59 pour communiquer la liste des joueurs qu'il emmènera à l'Euro 2024. D'ici là, l'équipe de Suisse affronte l'Estonie lors d'un match de préparation ce soir à 20h15 à Lucerne, et tous ceux qui aspirent à participer au tournoi ont intérêt à se montrer sous leur meilleur jour. Ils sont encore 33 en lice pour les 26 places disponibles au maximum. Sept noms seront donc «biffés» ces prochains jours. Le sélectionneur a annoncé qu'il allait procéder à des essais en attaque, un secteur un peu sinistré. Et si Kwadwo Duah, buteur de Ludogorets Razgrad en Bulgarie, endossait le rôle d'invité surprise? Début de réponse contre l'équipe d'Estonie et son entraîneur… suisse, Thomas Häberli.

Une révolution de velours au Théâtre de Poche

GENÈVE **Martine Corbat prendra les rênes de l'institution à l'été 2025. L'artiste native de Porrentruy promet une programmation chatoyante, entre humour, chanson et flamme romanesque**


MARTINE CORBAT
FUTURE DIRECTRICE DU POCHE

ALEXANDRE DEMIDOFF
@alexandredmdff



Une salve d'applaudissements et un sourire radieux de bal masqué. Hier en fin de matinée, la comédienne et metteuse en scène Martine Corbat vivait son premier lever de rideau au Théâtre de Poche, cette scène qui, depuis 76 ans, sert de repaire à Genève aux flibustiers du verbe, à ceux qui transforment une turbulence en jet d'encre. D'origine jurassienne, l'artiste succédera à l'été 2025 à Mathieu Bertholet, auteur et metteur en scène qui a fait des écritures d'aujourd'hui un sacerdoce. Cet alchimiste du texte ralliera alors Zurich, où il prendra les rênes du Neumarkt après dix ans au Poche.

Changement de décor au cœur de la Vieille-Ville. Depuis 2014, Mathieu Bertholet a affirmé l'identité de son théâtre, misant sur des écritures – scéniques et textuelles – fortes, parfois abruptes, voire austères. Ses choix lui ont valu d'être contesté par une partie de la profession. Les raisons de ce désaveu? L'impression que la maison créée en 1948 par l'éditeur Paul Fabien Perret-Gentil et sa fille Fabienne Faby leur était fermée. La création d'un ensemble de comédiens engagés pour la saison n'a rien fait pour améliorer les relations entre un milieu particulièrement chatouilleux et le patron du Poche.

Des créations portées par des écritures féminines

Si Mathieu Bertholet clive, Martine Corbat, elle, promet d'être rassembleuse, s'inscrivant dans les pas de Françoise Courvoisier, qui a insufflé entre 2003 et 2014 son lyrisme d'écorchée au lieu. «Je me sens vibrante», confiait-elle lundi, à côté de Lorella Bertani, présidente de la Fondation d'art dramatique (FAD) qui chapeaute la Comédie et le Poche. Son projet et sa lumière lui ont valu d'être choisie sur 20 candidatures, a souligné l'avocate genevoise, visiblement ravie d'un processus de sélection auquel a participé une commission de la FAD assistée des metteurs en scène Anne Bisang et Joan Mompart.

«Je veux que ce lieu fédère, a proclamé la lauréate, que tous les genres et les formes y trouvent leur place, de l'humour à la chanson, du texte poétique au roman. Pour ma première saison, je prévois sept créations, majoritairement romandes, portées pour la plupart par des écritures féminines. Quant à la troupe du Poche, j'y renonce. Mon ambition est de permettre au maximum d'interprètes de travailler sur nos planches.»

Martine Corbat, 46 ans, cultive une forme de générosité immédiate, celle d'une couturière prodigue heureuse de partager l'étoffe de ses songes. «J'ai découvert le théâtre au lycée à Porrentruy grâce à Germain Meyer, ce professeur extraordinaire qui nous amenait tout voir. Je me souviens d'avoir été émerveillée par *La Visite de la vieille dame* montée par Omar Porras. C'est là qu'est né mon désir de faire du théâtre.»

Mère de deux filles, Martine Corbat chérit Frida Kahlo et Corinna Bille qui lui ont inspiré ces dernières années des créations, au Galpon et aux Marionnettes de Genève. On lui souffle qu'elle a une fibre baroque. Elle confirme avec le sourire de Shéhérazade: «Je voudrais que les spectateurs et spectatrices portent leurs habits de lumière au Poche.» Parce qu'elle est peu politique, parce que son théâtre échappe aux modes, personne n'attendait Martine Corbat à ce poste. Elle s'en amuserait presque: le rôle d'invitée surprise lui va bien. ■

CARNET NOIR

Décès du réalisateur et écrivain Edgardo Cozarinsky

L'écrivain, scénariste et réalisateur argentin qui a vécu une partie de sa vie en France, est décédé dimanche à Buenos Aires à l'âge de 85 ans. Dans son pays, il a publié une vingtaine de livres, entre romans, essais, mêlant parfois ces genres, et contes. En 1974, l'instabilité politique argentine le vit s'exiler à Paris, où il devait rester jusqu'en 1989, et développer une carrière dans le cinéma et la télévision. (AFP)

Cette Française qui veut faire danser les Neuchâtelois

NOMINATION **L'ancienne directrice de la Sélection suisse en Avignon, Laurence Perez, succédera à Philippe Olza à la tête de l'Association Danse Neuchâtel qui programme chaque année une vingtaine de spectacles dans le canton**


LAURENCE PEREZ
FUTURE DIRECTRICE D'ADN

Une nomination surprise qui donnera des ailes à la scène artistique neuchâteloise. Ancienne directrice de la communication et des publics au Festival d'Avignon, la Française Laurence Perez succédera à Philippe Olza à la tête de l'Association Danse Neuchâtel (ADN). L'ex-directrice inspirée de la Sélection suisse en Avignon reprendra ainsi dès janvier le flambeau d'une enseigne qui programme une vingtaine de spectacles par an, tout en accompagnant des artistes de la région.

«Plus belle marque de reconnaissance, je ne pouvais pas rêver, s'emballe Philippe Olza. Cette nomination valide ce que nous avons développé avec la chorégraphe Nicole Seiler depuis 2016, année où les fondateurs de l'ADN, Josiane Cuche, François Nyffeler et Georges Zahatchenko ont souhaité passer la main. Nous n'avions pas de salle attitrée, nous avons donc cherché à faire de ce handicap un avantage, en tissant notre toile dans tout le canton.» Ex-danseur lui-même, Philippe Olza a su nouer des liens forts avec des institutions comme le Théâtre populaire romand à La Chaux-de-Fonds et le Théâtre du Passage à Neuchâtel. «Grâce à ces alliances, nous avons pu programmer des artistes que nous n'aurions jamais pu accueillir seuls, à l'image de la Flamande Miet Warlop et de son *One Song* explosif qui a fait salle comble au Passage deux soirs de suite.»

Danse dans la ville

Cet élan, Laurence Perez entend le poursuivre. Et elle a des atouts pour! De l'enthousiasme d'abord, mais aussi une connaissance de la scène artistique romande qu'elle a contribué à valoriser à la tête de la Sélection suisse en Avignon. «Je m'inscris dans la lignée de Philippe. Je travaillerai bien sûr avec Le Locle, La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel, mais je voudrais aussi que nos projets voient le jour dans la nature, dans des espaces urbains inattendus et même des appartements privés.»

Mettre en mouvement les Neuchâtelois: telle est l'ambition de cette chasseuse de talents. Son mot d'ordre? Participation. «Il y a des artistes qui mobilisent les populations. Pensez à ce que Pierre Rigal vient de faire à Marseille avec *Ballet Jogging*, performance qui a impliqué 200 coureurs et coureuses dans un petit stade. Je voudrais que le spectateur vive la danse dans son corps, pas seulement qu'il en apprécie les formes. Cet art passe trop souvent pour hermétique. Or il est par définition entraînant.»

Laurence Perez déborde d'idées. Mais aura-t-elle les moyens financiers de les concrétiser? «S'il le faut, je prendrai mon bâton de pèlerin pour démarcher des fondations en vue de projets précis.» «Laurence va s'inscrire dans la dynamique de 2027, celle de «La Chaux-de-Fonds capitale culturelle», se réjouit Philippe Olza. Dès septembre, elle le rejoindra à l'ADN, avant d'en prendre les rênes seule dès janvier. Leur tango automnal promet des lendemains dansants volcaniques. ■ A. DF

Second souffle pour la Maison d'Ailleurs

YVERDON **Après plusieurs polémiques, le conseil de fondation du musée de la science-fiction annonce le choix du nouveau directeur, Frédéric Jaccaud, qui est dans les murs depuis 2009**


FRÉDÉRIC JACCAUD
NOUVEAU DIRECTEUR DE LA MAISON D'AILLEURS

NICOLAS DUFOUR
@NicoDufour

C'est le choix d'une succession interne. Le conseil de fondation de la Maison d'Ailleurs, le musée de la science-fiction sis à Yverdon, indique qu'il nomme le Lausannois Frédéric Jaccaud à la tête de l'institution. Le directeur, qui prendra cette fonction au 1er septembre, est conservateur dans le musée depuis 2009.

Cette nomination survient près une période mouvementée, depuis 2021, marquée par des polémiques concernant la gestion et les activités du directeur Marc Atallah, parti au début de l'année après treize ans. Un audit a d'ailleurs fait état de quelques problèmes internes. A présent, la tutelle du musée fait savoir que Catherine Hirsch, directrice administrative ad interim, est «engagée dans des chantiers prioritaires pour stabiliser l'institution». Les membres du conseil mentionnent «la fin abrupte du mandat du Numerik Games Festival» – source de revenus pour le musée –, et «la perte d'autres mandats début 2023». Citée par l'ATS, la présidente du conseil, Gloria Capt, mentionne une perte «substantielle», sans en donner le montant; «le budget de l'exposition en cours n'a pas été tenu.»

Le conseil indique avoir reçu «de nombreux projets de qualité» qu'il a soumis à «deux experts indépendants». Le nouveau directeur, qui restera conservateur à 40%, aura donc un défi à relever en vue de la «stabilisation» évoquée par la fondation.

Celle-ci justifie son choix par le «goût de Frédéric Jaccaud pour la transmission culturelle» qui «se traduit par ses travaux de recherche, d'écriture et d'édition». Autrement dit: «Les univers fictionnels chers à la Maison d'Ailleurs – l'utopie, les voyages extraordinaires et la science-fiction – participent à commenter, à imaginer, à remotiver le monde. Frédéric Jaccaud considère le musée comme une forme de mémoire vive qui doit résonner avec les questionnements de notre société contemporaine.» Le nouveau responsable est par ailleurs auteur de polars, publiés par la Série noire de Gallimard. ■

«L'IA ne sait pas encore déceler et restituer les résonances du texte, sa pulsation et sa vie intérieure, tout ce qui en fait la richesse esthétique»



(LAUSANNE, 30 MAI 2024/CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)

PROFIL

1964 Naissance dans une ferme du Seeland zurichois.

1998 Doctorat en traductologie à l'Université de Lausanne, sous la direction de Peter Utz.

1999 Directrice du Centre de traduction littéraire de l'Unil.

2005 Création du programme de spécialisation en traduction littéraire et présidence du Prix lémanique de traduction.

2024 Parution du troisième volume de «Translation und Exil, 1933-1945», étude interuniversitaire sur les traducteurs en exil pendant la Seconde Guerre mondiale.

Atout de Babel

IRENE WEBER HENKING

Depuis trente-cinq ans, le Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne ouvre des chemins entre les langues. Un enthousiaste bilan d'anniversaire par sa directrice

ISABELLE RÜF

Ce week-end, le Centre de traduction de l'Université de Lausanne (CTL) fête en fanfare ses 35 ans d'existence. Pour Irene Weber Henking, cet anniversaire se double d'un autre: il y a 25 ans, elle prenait la tête du CTL, succédant à son fondateur, le professeur Walter Lenschen. «Germaniste, spécialiste du Moyen Age, il voulait créer à Lausanne une sorte de village olympique de la traduction, avec résidence pour traducteurs et pôle de recherche académique, à mi-chemin entre les Collèges des traducteurs à Arles (France) et Straelen (Allemagne du nord). La ville de Lausanne lui a accordé très vite son aide et, encore aujourd'hui, le CTL est le seul institut universitaire à pouvoir compter sur ce soutien précieux. Un programme de conférences et de publications marque le début d'un intérêt du public pour la traduction, intérêt qui n'a cessé de se développer depuis», dit Irene Weber Henking.

Un métier menacé par l'IA? «Dans l'enseignement, elle pose de graves problèmes, notamment de possible tricherie. En traduction, les algorithmes s'en sortent mieux avec des textes normés, comme la fantasy, mais la version finale exige toujours une relecture attentive et chronophage. Pour les œuvres plus complexes, plus denses et plus singulières, comme résultat d'un processus de création personnelle et unique, l'IA ne sait pas encore déceler et restituer les résonances du texte, sa pulsation et sa vie intérieure, tout ce qui en fait la richesse esthétique. Les traducteurs littéraires ont encore de très beaux jours devant eux.»

Le français, ce défi

Quand Irene Weber Henking reprend la direction du centre, en 1999, elle vient de soutenir une thèse de doctorat sur le propre et l'autre, lus dans les différences entre les traductions d'une même œuvre: *L'Homme à tout faire* de Robert Walser, *Stiller* de Max Frisch et *Stolz* de Paul Nizon. Un angle de recherche qui la prépare à prendre la relève du CTL. Le cheminement de la germanophone entre les langues est passionnel. «A l'école, la prof de français était d'une sévérité terrifiante mais efficace!» Le français est devenu un défi, le monde francophone, une attraction. «Quand il a fallu choisir une deuxième langue étrangère, j'aurais voulu le grec ancien, mais j'étais la seule de l'école et j'ai choisi l'espagnol. Par la suite, j'ai étudié à l'Université de Salamanque, et quand j'entends lire le début du *Quichotte*, je pleure!»

C'est par l'oralité qu'elle accède au génie de la langue: «J'aimais écouter ma grand-tante me lire des histoires avec un accent aujourd'hui perdu. A l'école du dimanche, le rythme et la sonorité des paraboles de la Bible me transportaient. Aujourd'hui, quand j'entends lire une traduction, je sais reconnaître la respiration de l'original en dessous. La traduction, c'est vraiment aller vers les autres à travers la langue.»

Alors, pourquoi ne pas s'y risquer elle-même? «De quelle langue en quelle autre? Je n'en ai pas à moi, entre le français, l'allemand, l'espagnol, et le suisse-allemand, laquelle est la mienne? Il ne faut pas tout mélanger: j'enseigne la traductologie. Il y a encore des sujets de recherche à découvrir: après les études des textes traduits, des traducteurs inconnus, arrive le moment de s'intéresser aux éditeurs, ces acteurs complètement oubliés du champ littéraire. Et pourtant: une étude menée sur les traducteurs et traductrices en exil pendant la Deuxième Guerre mondiale a montré l'importance vitale de ces personnes. Et aujourd'hui, ce rôle est de plus en plus reconnu.»

Cette spécialisation – la première en Suisse – propose un programme qui comporte des cours théoriques et des exercices pratiques de traduction littéraire avec mentorat, notamment en collaboration avec l'Institut littéraire suisse de Bienne et le Collège des traducteurs Looren (ZH). Elle s'adresse aux étudiants de la dizaine de langues enseignées à l'Unil, voire au-delà, et permet plus de 90 combinaisons. «C'est la spécialisation qui a le plus de succès à la Faculté des lettres», se réjouit Camille Luscher. Cette traductrice, collaboratrice au CTL, ajoute: «C'est une manière créative de toucher au plus proche des textes, de mettre en application les textes théoriques. Irene a ouvert la voie, elle a l'âme pédagogique. Elle sait repérer les talents, les aide à affirmer leur voix et les suit dans le long terme, sans compter son temps.»

Hors de la tour d'ivoire

En trente-cinq ans, les activités du CTL hors du champ académique se sont beaucoup développées: une quarantaine de manifestations par an, dans différents sites, des interventions dans les grands festivals, les Journées littéraires de Soleure, Le Livre sur les quais. Le programme Gilbert Musy accueille depuis sept ans un traducteur pour un séjour de deux mois, pendant lequel il partage son expérience à travers une master class et d'autres prestations: cette année, Dominique Nédellec, traducteur du portugais, ouvrira la fête du CTL, le 7 juin, avec une conférence: «Le traducteur, la grenouille et le funambule». «Gilbert Musy (1944-1999) était un traducteur virtuose, très engagé aussi dans l'organisation et la reconnaissance du métier. C'est beaucoup grâce à lui, et à Yla von Dach, que le statut d'auteur des traducteurs a été reconnu», se souvient Irene Weber Henking. Lors de ce week-end d'anniversaire, le quatorzième Prix lémanique de traduction sera décerné à Lis Künzli, qui a porté en allemand la voix de S. Corinna Bille, et à Françoise Toraille, traductrice de Melinda Nadj Abonji. ■

«Suivre le fil – 35 ans du Centre de traduction littéraire de Lausanne»
Les 7 et 8 juin à la Grange, Unil. Nombreuses animations. Programme et inscriptions: www.unil/ch/ctl/35ans

---

Un jour, une idée

A Genève, les bijoux symboliques de Haya



(DR)

FRANCESCA SERRA

Pour marquer la naissance de leur marque, un pendentif avec une boîte bonheur qui s'ouvre pour laisser apparaître un petit cobra doré, symbole de protection. Cette première pièce montre que, pour Léa Breysse et Dorra Ben Othman, le caractère précieux réside d'abord dans l'histoire que le bijou réussit à évoquer. Peu à peu, les deux amies ont développé de nouvelles lignes pour composer un univers élégant qu'elles décrivent en empruntant volontiers des mots liés à la mythologie ou à l'astrologie, pour convier d'heureux auspices.

«Au début, il s'agissait plutôt d'assembler des pendentifs et des chaînes qu'on commandait, précise Léa, diplômée en bijoux, accessoires et produits industriel à l'école HEAD-Genève. En tenant des stands dans de petits marchés on a réussi à évoluer.» Parmi leurs lignes phares arrivent donc les colliers Mojo pour hommes et femmes, qu'elles obtiennent en retravaillant des dômes de chevalières, l'unicité de chaque pierre laissant une légère marge de singularité à chaque pièce.

Certains modèles s'inspirent du passé, comme les bracelets Ezra qui clignent de l'œil aux années 1970 avec un design épuré fait de carrés de pierre – de quartz blanc, améthyste ou prasiolite – tenu par une double chaîne. Léa nous confesse que la beauté et les vertus prêtées aux pierres constituent les éléments déclencheurs des collections, comme en témoignent les boucles d'oreilles Joia Tutti Frutti qui se composent de pierres des mêmes couleurs vives – le rose du grenat umbalite, le vert du péridot, le violet de l'améthyste et le jaune de la citrine – mais de formes différentes. A noter que les bijoux Haya sont réalisés en argent 935 avec placage or 3 microns, ce qui demande un minimum de soin, car la dorure peut se ternir sur le long terme, en particulier quand elle est exposée au chlore ou à l'eau salée.

Léa continue à travailler dans des postes de création, actuellement dans la broderie, alors que Dorra est employée dans une boutique d'horlogerie de luxe, mais leur projet commun continue de grandir. Actuellement, après avoir suivi une formation d'enfilage de perles, elles proposent un nouveau service de colliers sur mesure, notamment via un pop-up au magasin Bongénie, à Genève. ■

Bijoux Haya, https://hayajewels.com